



Comité de Formación Sindical  
**Comité de la Formation Syndicale**  
Trade Union Training Committee

# Comité de la Formation Syndicale

Rapport sur les activités de formation syndicale  
exécutées en 2012, les activités en 2013,  
les activités prévues pour 2014 et les activités  
proposées pour 2015

9 – 10 Mai 2013  
Turin, Italie

**CIF**   
Centre international de **formation**

[www.itcilo.org](http://www.itcilo.org)



## TABLE DES MATIÈRES

- A. Résumé et remarques générales
- B. Rapport sur l'exécution du Programme 2012
  - B.1 Le système d'exécution didactique du Programme
  - B.2 Actions menées en relation avec les conclusions de la réunion du Comité de la formation syndicale en 2012
  - B.3 Activités et participants en 2012
  - B.4 Cours réguliers
  - B.5 Autres activités à Turin et sur le terrain
  - B.6 Enseignement à distance
  - B.7 Projets
  - B.8 Questions de genre
  - B.9 Liberté syndicale et droit à la négociation collective
  - B.10 Matériels didactiques
  - B.11 Évaluation
  - B.12 Rapports régionaux
    - a) Afrique
    - b) Amériques
    - c) Asie et Pacifique
    - d) Europe
    - e) États arabes
    - f) Activités interrégionales
  - B.13 Technologies de l'information et de la communication
  - B.14 Rapport financier
  - B.15 L'équipe d'ACTRAV-Turin
  - B.16 Spécialistes du CIF-Turin, d'ACTRAV, de l'OIT et externes
  - B.17 Participation des travailleurs aux activités du Centre, y compris les cours bipartites et tripartites
- C. Rapport préliminaire pour 2013
- D. Propositions pour 2014 et plans indicatifs pour 2015

### Annexes :

- Annexe 1 Conclusions du Comité de la formation syndicale 2012
- Annexe 2 Résumé des descriptions de cours 2012
- Annexe 3 Cours réguliers 2012 par région
- Annexe 4 Cours réguliers (répartition par région 2000-2012)
- Annexe 5 Activités à Turin en 2012, hors cours réguliers et projets
- Annexe 6 Activités sur le terrain en 2012, hors projets
- Annexe 7 Activités d'enseignement à distance en 2012, par région
- Annexe 8 Activités liées à un projet en 2012, par région
- Annexe 9 Répartition selon le genre
- Annexe 10 Évaluation
- Annexe 11 Activités financées ou cofinancées par ACTRAV
- Annexe 11 bis Activités financées ou cofinancées par la contribution volontaire italienne
- Annexe 12 Liste des spécialistes
- Annexe 13 Tableaux détaillés des activités bipartites et tripartites
- Annexe 13 bis Tableau détaillé des Académies
- Annexe 14 Cours réguliers 2013
- Annexe 15 Activités prévues et exécutées en 2013
- Annexe 16 Plans indicatifs pour 2014
- Annexe 17 Généralités sur le Programme

## **A. Résumé et remarques générales**

### **2012 : de bons résultats, mais aussi des difficultés croissantes**

En 2012, le Programme a organisé 53 activités de formation (dont 12 cours réguliers à Turin, 29 sur le terrain, trois cours d'éducation à distance et neuf autres activités de formation à Turin). Le Programme a couvert 1.233 participants, dont près de 50 % étaient des femmes.

Le Programme des activités pour les travailleurs a exécuté ses activités dans le cadre de son mandat visant :

- au renforcement institutionnel et au développement des capacités des syndicats en relation avec l'Agenda du travail décent, la Déclaration sur la justice sociale de 2008, les normes internationales du travail et les droits des travailleurs, la liberté syndicale, l'organisation et la négociation collective ;
- au développement de la capacité des syndicats de représenter et de défendre les intérêts des travailleurs dans les négociations collectives, le dialogue social et décisionnel, les Programmes pays pour la promotion du travail décent et les UNDAF ;
- à la diffusion des capacités en matière de formation et d'éducation ;
- au renforcement du rôle et de la participation des travailleurs aux activités du CIF-OIT, ainsi que de l'approche tripartite dans les activités du Centre.

Parmi ses **principales réalisations**, le Programme a :

- consolidé avec succès de nouveaux plans d'études sur : le travail domestique, le développement durable et les emplois verts, la communication pour les syndicats, et les politiques salariales et la négociation collective ;
- conduit des projets importants à une conclusion positive (« Sécurité sociale et SST » en Amérique latine et « Travailleurs domestiques » en Europe) avec des résultats quantifiables ;
- obtenu un accroissement sensible de la participation féminine (de 42 % à 49 %) ;
- obtenu les meilleurs résultats d'évaluation de fin de cours parmi les programmes du CIF-OIT ;
- produit d'autres matériels de formation nouveaux en Europe, en Amérique latine et en Afrique ;
- consolidé des partenariats récents et anciens avec des institutions favorables au mouvement ouvrier, des collèges de formation syndicale et des institutions, et élargi son audience en organisant des activités sur mesure avec des FSI (IndustriAll) et des syndicats appartenant à des pays de l'OCDE (Italie).

Cependant, nous avons également enregistré des **faits négatifs et inquiétants**, essentiellement liés aux difficultés rencontrées pour doter le Programme de ressources prévisibles adéquates permettant de faire face à nos priorités.

*Aucun nouveau projet spécifique aux travailleurs n'a été réalisé, les anciens projets ont été interrompus et les ressources provenant de différentes sources de l'OIT n'ont pas été disponibles pour des programmes de formation directement liés aux priorités de base et à l'agenda de l'Organisation.*

En conséquence, nous avons enregistré une chute importante du nombre des travailleurs participant à nos activités et plus généralement à celles du Centre, avec un déséquilibre croissant entre les régions. Outre l'élargissement du fossé qui sépare les résultats enregistrés des cibles fixées par le Plan stratégique du Centre récemment adopté, ces données viennent compromettre le rôle fondamental de la participation des travailleurs et des activités de formation qui les concernent, ainsi que celui de la valeur ajoutée tripartite obtenue dans une institution de formation établie au sein de l'OIT comme le CIF-OIT. De plus, la situation existante rend plus difficile la conception et la mise en œuvre des voies pédagogiques correctement planifiées qui sont les plus adéquates pour exercer un impact en matière de développement des capacités des syndicats à travers le monde.

## 2013-2014 : objectifs et problèmes spécifiques

En décembre 2012, le Groupe des travailleurs, en définissant ses priorités, « a souligné l'importance du Centre de Turin pour la réalisation des objectifs de l'OIT et réaffirmé la valeur d'ACTRAV-Turin pour offrir aux travailleurs un développement des capacités lié à l'Agenda du travail décent et leur permettre d'affronter les problèmes que rencontre le mouvement ouvrier ».

Le Programme des activités pour les travailleurs est résolument engagé dans cette direction, et il opère de manière à maintenir et à accroître la qualité et l'impact de son offre de formation. Il est axé sur une utilisation sélective des ressources disponibles pour l'exécution de programmes didactiques enracinés dans les priorités du Groupe des travailleurs et dans les principaux secteurs de travail syndical, anciens et nouveaux, liés à la situation actuelle. Le Programme s'efforce également d'attirer des ressources supplémentaires et d'améliorer la qualité et l'efficacité de la coopération existant avec ACTRAV-Genève et aux niveaux régional et national, ainsi qu'avec les organisations syndicales à tous les niveaux, afin d'établir des voies et programmes pédagogiques cohérents assurant la promotion de méthodologies de formation participatives et un partage élargi de savoir et d'expérience en vue d'une contribution aux politiques et aux actions syndicales. Toute l'équipe d'ACTRAV-Turin est convaincue qu'une telle approche est nécessaire pour exercer un impact sur le développement des institutions et des capacités au sein des organisations ouvrières. Cet engagement se reflète dans le plan des activités prévues pour 2013 et 2014.

Le processus de réforme de l'OIT lancé par le nouveau Directeur général pourrait constituer une occasion précieuse d'avancer dans cette direction et de créer les conditions d'élaboration d'un produit spécifique, inscrit dans une approche basée sur des résultats, pour « la composante formation du développement des capacités institutionnelles des organisations de travailleurs ». En fait, toutes les activités du Programme prennent en compte, outre celui qui est spécifiquement lié au développement des capacités pour les organisations ouvrières, plusieurs des résultats attendus par l'OIT, ce qui constitue un autre élément à considérer en faveur de cette approche.

Pour faire que ces objectifs deviennent des réalités, nous avons besoin de bénéficier de l'appui résolu de la Direction du Centre, mais aussi de clarifier un certain nombre de questions :

- Le Programme des activités pour les travailleurs (tout comme celui des activités pour les employeurs, mais avec cette différence non négligeable qu'ACTRAV investit depuis longtemps des ressources considérables dans le premier de ces programmes) joue un rôle décisif dans l'entretien de liens solides entre le Centre et le mandat de l'OIT : en toute éventualité, même dans un Centre de plus en plus axé sur le marché et dans lequel la concurrence interne pour les ressources tend à s'intensifier, il ne peut pas être perçu comme un « fardeau ».
- La nature spécifique du Programme, au service des travailleurs en tant que mandants de l'OIT, exige une stratégie de mobilisation des ressources clairement définie, harmonisée avec la stratégie générale du Centre tout en gardant sa spécificité. De plus, les performances financière du Programme devraient être évaluées en fonction de sa nature spécifique. C'est ainsi qu'il offre des bourses intégrales à 99 pour cent des participants à ses activités, et il n'est pas envisagé de revenir sur ce trait distinctif dans les années à venir.

Cette appréciation s'applique aussi au contenu tripartite des activités du Centre en ce qui concerne la participation des travailleurs.

## B. Rapport sur l'exécution du Programme 2012

### B.1 Le système d'exécution didactique du Programme

L'exécution didactique du Programme s'articule en :

- cours réguliers résidentiels à Turin d'une durée de deux semaines (+ visites d'étude le cas échéant) ;
- cours et ateliers sur le terrain et à Turin (généralement de 3 à 5 jours) ;
- activités d'éducation à distance, via la plate-forme SoliComm ;
- cours mixtes (à distance et en présentiel) ;
- activités s'inscrivant dans le cadre de projets (financées par des institutions partenaires externes) ;
- services de consultation pour l'organisation de cours ou d'ateliers pour des syndicats nationaux et/ou européens et des organisations internationales (y compris des fédérations syndicales internationales) ;
- activités de formation du personnel d'ACTRAV.

Le Programme vise aussi à l'intégration du tripartisme et de la participation des représentants des travailleurs dans les activités de formation du Centre.

Il a pour principe de privilégier les domaines stratégiques, avec pour objectif général le renforcement des capacités institutionnelles des organisations de travailleurs aux niveaux national, régional et mondial dans le cadre d'une approche axée sur les droits et inspirée par :

- Les normes internationales du travail (NIT) et la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi, notamment la liberté syndicale et la négociation collective, et l'utilisation du système de contrôle de l'OIT ;
- La mise en œuvre de la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable ;
- L'Agenda du travail décent ;
- La négociation collective et les conditions de travail, avec un regard particulier sur la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales ;
- L'organisation et la gestion syndicales, la technologie de l'information et la communication pour les syndicats ;
- Les questions de genre et les droits des travailleuses.

Les objectifs du Programme sont conformes aux résultats attendus du Programme et budget de l'OIT, en particulier au résultat 10 : « **Les travailleurs sont dotés d'organisations fortes, indépendantes et représentatives** », et à ses indicateurs :

- ✓ Les organisations de travailleurs intègrent l'Agenda du travail décent dans leurs programmes de planification stratégique et de formation ;
- ✓ Les organisations de travailleurs obtiennent un meilleur respect des droits fondamentaux des travailleurs et des normes internationales du travail grâce à leur participation à des débats d'orientation aux niveaux national, régional ou international.

De plus, nous portons une attention particulière à l'actualisation de nos cours selon l'Agenda de l'OIT et les priorités du Groupe des travailleurs comme des organisations syndicales internationales, et à l'application des droits des travailleurs dans les secteurs les plus vulnérables du monde du travail, comme ceux des contrats temporaires, des travailleurs de l'économie informelle, des femmes, des migrants ou des ZFE.

Dans ces domaines stratégiques, au travers d'un processus de consultation avec ACTRAV (à Genève et sur le terrain) et le Secrétaire du Groupe des travailleurs, et en recherchant le plus haut degré possible de coopération avec les organisations internationales,

régionales et nationales impliquées dans nos activités, le Programme élabore et met continuellement à jour ses plans d'études centraux, dont nous citerons parmi les plus appropriés :

- Les NIT et la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail ;
- Le renforcement des capacités des syndicats pour la promotion du travail décent et de l'agenda des travailleurs dans les PPTD et l'UNDAF (*projet « Travail décent au cube »*) ;
- L'élimination du travail des enfants ;
- Les politiques pour l'emploi et le Pacte mondial ;
- La sécurité sociale ;
- La santé et la sécurité au travail et le VIH et Sida ;
- L'analyse économique et financière des entreprises pour la négociation collective ;
- La négociation collective ;
- Les relations de travail et les travailleurs à statut précaire ;
- Les travailleurs de l'économie informelle ;
- Le dialogue social ;
- L'économie internationale et l'économie politique ;
- L'organisation et la gestion des syndicats ;
- La communication pour les syndicats ;
- Les droits des travailleuses ;
- Les technologies de l'information et l'enseignement à distance pour les syndicats ;
- La méthodologie de la formation et les systèmes de formation syndicale ;
- Le travail décent, le développement durable et les emplois verts (nouveau).

## **B.2 Actions menées en relation avec les conclusions de la réunion du Comité de la formation syndicale en 2012**

Au cours de sa 31<sup>e</sup> réunion, qui s'est tenue à Turin les 26-27 avril 2012, le Comité de la formation syndicale est parvenu à un consensus sur une série de points majeurs (le texte intégral des conclusions de la 31<sup>e</sup> réunion du comité figure en Annexe 1) qui indiquent l'orientation et servent de référence pour le Programme des activités pour les travailleurs du CIF-OIT.

En suivant ces recommandations, et en surveillant soigneusement l'utilisation de ses ressources, le Programme a mené un certain nombre d'actions visant à :

- a) Renforcer la mobilisation des ressources pour le programme des travailleurs, avec l'appui d'ACTRAV, en exhortant l'administration du Centre à adopter une stratégie spécifique pour financer le programme des travailleurs, plus pénalisé que d'autres par la réduction de la contribution prévisible et régulière des donateurs gouvernementaux ;
- b) Appuyer l'intégration du Centre avec l'OIT ;
- c) Engager le Programme dans la conception et l'exécution de plusieurs initiatives de projets. En particulier, le Programme a exécuté des projets pour l'Afrique, l'Europe et l'Amérique latine. Malheureusement, au cours de l'année 2012, d'importants projets ont été interrompus par des bailleurs de fonds et de nouvelles propositions ont été rejetées par des donateurs potentiels ;
- d) Renforcer l'intégration du Programme des activités pour les travailleurs de Turin dans la composante « formation » des programmes de CT gérés par ACTRAV-Genève ;
- e) Dispenser les programmes de formation approuvés par le comité (préparation et exécution des cours avec ACTRAV-Genève et en coordination avec les programmes techniques et régionaux du Centre) ;
- f) Réviser les plans d'études des cours réguliers afin de produire des activités de formation comportant davantage de suivi et des modules favorisant une meilleure intégration entre les cours dispensés à Turin et sur le terrain, avec un nouveau plan d'études sur le thème « Développement durable, emplois verts et travail décent » ;
- g) Engager le Programme dans la conception et l'exécution d'activités traitant des problèmes transversaux liés aux PPTD. Nous avons toutefois rencontré de sérieuses difficultés pour mobiliser des ressources en vue de la mise en œuvre du programme de formation sur le travail décent élaboré par ACTRAV-Turin pour aider les syndicats à intégrer les priorités des

- travailleurs dans les PPTD comme dans l'UNDAF et sur la base de la Déclaration sur la justice sociale et des quatre piliers de l'Agenda pour le travail décent ;
- h) Engager le Programme dans la conception et l'exécution d'activités relatives à l'impact de la crise économique et financière et à la réponse apportée à celle-ci par les syndicats sur la base du contenu de la Déclaration sur la justice sociale ;
  - i) Réviser et produire des manuels et des matériels de formation d'éducation syndicale ;
  - j) Élargir et développer davantage les réseaux régionaux d'éducation syndicale et de recherche sur des thèmes spécifiques ;
  - k) Rechercher une interaction approfondie avec la CSI et ses structures régionales dans la focalisation des priorités pour les activités de formation et les questions fondamentales à traiter ;
  - l) Appuyer la participation des travailleurs aux cours de formation générale.

Des efforts ont notamment été entrepris avec succès pour renforcer la stratégie d'**intégration d'une perspective de genre** dans les activités du Programme et la **participation féminine à nos cours**, et pour améliorer la **décentralisation de la gestion des activités d'éducation à distance**, grâce à une coopération renforcée avec le département des TIC du Centre, même si cela a occasionné quelques difficultés dans l'exécution des activités d'éducation à distance, qui ne sont pas encore totalement surmontées. De plus, il est prévu de réviser le site web du Programme afin de diffuser davantage d'informations sur ses activités et ses programmes.

Une coopération plus efficace avec ACTRAV et la CSI, les structures syndicales régionales et les FSI est nécessaire pour obtenir de meilleurs résultats, ainsi qu'un renforcement de la stratégie de mobilisation de ressources pour le Centre, notamment en ce qui concerne les bailleurs de fonds déjà engagés, comme l'Union européenne, et les nouveaux bailleurs de fonds potentiels (comme les pays émergents BRICS).

En 2012, le Programme a obtenu certains résultats positifs en **élargissant la coopération avec des institutions favorables au mouvement syndical et avec des centrales syndicales nationales ou des fédérations syndicales internationales** en vue de cofinancer des activités ou d'exécuter des activités sur mesure, cependant que **la coopération avec des instituts et des écoles de formation syndicale s'amplifiait** à la satisfaction générale des partenaires.

Cependant, la **limitation des ressources disponibles pour mener des activités sur le terrain** (en dehors des ressources disponibles strictement réservées et liées à des projets) a opposé des **obstacles à la conception et à l'exécution de programmes de formation complets dans chaque région associée à des stratégies de partage du renforcement des capacités**, et ces contraintes ont créé des difficultés dans la mise en œuvre de la coordination nécessaire au niveau régional, au-delà des efforts de notre équipe et des organisations qui sont nos partenaires régionaux.

En dépit des limitations subjectives de la capacité du Programme de mener des activités en français et en arabe, et grâce à la collaboration de spécialistes d'ACTRAV et des bureaux régionaux et aux contributions de collaborateurs externes, nous avons pu élaborer des activités destinées à l'Afrique francophone et aux États arabes.

Bien que **le niveau de participation des travailleurs en général soit encore éloigné de la cible de participation des travailleurs aux activités du Centre fixée par le Plan stratégique du CIF-OIT**, et qu'en particulier les activités et les académies impliquent un très faible nombre de travailleurs, et bien que l'on rencontre en outre de fréquents problèmes pour respecter le processus de désignations par l'intermédiaire du Secrétaire du Groupe des travailleurs, un résultat positif a néanmoins été obtenu dans **la restructuration du cours relatif aux politiques salariales consécutive à son examen tripartite, en coopération avec la branche TRAVAIL de l'OIT et le CIF-OIT**. En 2013, nous mettrons ce nouveau plan d'études à l'épreuve sur un problème particulièrement pertinent.

### B.3 Activités et participants en 2012

En 2012, le Programme a organisé **53 activités didactiques (soit 26 de moins qu'en 2011) : 12 cours réguliers à Turin** (11 cours réguliers plus le cours régulier prévu pour les États arabes et reporté en janvier 2012), **neuf autres activités à Turin et 29 sur le terrain (30 de moins qu'en 2011) et trois cours de formation à distance**. On trouvera une description sommaire de chaque activité en Annexe 2.

**Vingt-sept activités ont été totalement financées ou cofinancées par des projets (50,0 % du total), avec 714 participants (57,9 % du total)**, dont cinq à Turin, 19 sur le terrain et trois en ligne.

**En 2012, 1.233 participants ont pris part au Programme** (soit 11,37 % du nombre total de participants aux activités du CIF-OIT), chiffre en diminution de 37,8 % par rapport à celui de 2011 et presque égal à celui de 2010 (voir Tableau 1). Les participants se sont répartis en 629 hommes (50,6 %) et 604 femmes (49,4 %), ce qui confirme une tendance positive avec une nouvelle hausse importante de la participation féminine (+7,4 %).

Dans ce cadre, **une bonne gestion des ressources a permis d'offrir le nombre d'activités le plus élevé possible et de maintenir le niveau de qualité de l'offre de formation**. La contribution de l'ensemble du personnel à ces résultats a été précieuse et très efficace.

Les activités de 2012 ont porté sur les sujets suivants (certaines activités couvrant plus d'un seul thème) :

- Protection sociale et sécurité sociale (10)
- Mondialisation, emploi, Pacte mondial pour l'emploi, EMN (6)
- Développement durable et emplois verts (2)
- Salaires et négociation collective (5)
- NIT, liberté syndicale (5)
- Approche intégrée de l'Agenda du travail décent (7)
- Dialogue social (9)
- SST et VIH et Sida (5)
- Organisation syndicale et formation de jeunes dirigeants (7)
- Travailleurs précaires et relations d'emploi (3)
- Travailleurs de l'économie informelle (3)
- Intégration des questions de genre (3)
- Migration (2)
- Travailleurs domestiques (8)
- Formation de formateurs (4)
- Autre (1)

Les désignations des organisations invitées à participer à toutes les activités ont été approuvées par le Secrétaire du Groupe des travailleurs.

**Tableau 1 - Programme des travailleurs : participation annuelle (de 1995 à 2012)**

<b>Année</b>	<b>Participants</b>
1995	318
1996	274
1997	253
1998	293
1999	442
2000	433
2001	739
2002	865
2003	688

Année	Participants
2004	962
2005	835
2006	1.065
2007	1.565
2008	1.833
2009	1.268
2010	1.218
2011	1.982
<b>2012</b>	<b>1.233</b>

**Tableau 2 - Programme des travailleurs : participants par région (2012)**

Région	Hommes	Femmes	Femmes en 2011	Total
Afrique	45,6 %	54,4 %	47 %	239
Amérique latine	48,1 %	51,9 %	42 %	272
Asie/Pacifique	54,5 %	45,5 %	39 %	213
Europe	53,2 %	46,8 %	41 %	495
États arabes	76,9 %	23,1 %	24 %	13
CEI				1
<b>TOTAL</b>	<b>629</b>	<b>604 (49,4 %)</b>	<b>41,6 %</b>	<b>1.233</b>

*Ces résultats confirment la faiblesse structurelle de la stratégie de mobilisation de ressources du CIF-OIT pour le Programme des activités pour les travailleurs, faiblesse qui a été soulignée de manière répétée au cours des précédentes réunions du Comité de la formation syndicale.*

*Les fluctuations subies d'une année à l'autre par le nombre des participants et des activités sont exclusivement liées à l'augmentation ou à la diminution des ressources rendues disponibles par de nouveaux projets financés par les bailleurs de fonds du Programme des travailleurs, sans réelle possibilité de planifier des programmes de formation sur la base de ressources disponibles en amont (au-delà des cours réguliers approuvés annuellement par le Comité de la formation syndicale). Cet état de fait a également des incidences sur les ressources très limitées disponibles pour des activités de suivi.*

De plus, l'équilibre entre les différentes régions dans la prestation de cours est lié à cette imprévisibilité des ressources disponibles. **Cette situation ne laisse que des chances limitées d'atteindre l'objectif fixé par le Plan stratégique en matière de participation des travailleurs aux activités du Centre.**

En 2012, une évolution positive a été liée aux nouvelles activités exécutées en partenariat avec les FSI et les syndicats des pays de l'OCDE, qui confirment l'existence d'un nouveau secteur d'activité pour le Programme des travailleurs de Turin.

Très positive a également été la coopération au niveau régional ; en Afrique, presque toutes les activités sur le terrain ont été organisées dans des établissements de formation appartenant à des syndicats, à savoir : le Centre de formation de la CSI-Afrique à Lomé, le Kwame Nkrumah Labour College de l'OUSA à Accra et le Tom Mboya Labour College de la COTU-Kenya à Kisumu ; en Asie, nous avons développé une collaboration renforcée avec des institutions comme la JILAF au Japon et la KOILAF en Corée, ainsi que de solides partenariats avec l'ACFTU en RPC et la FTUB en Birmanie ; dans les Amériques et en Europe, notre Programme a coopéré de manière intensive avec la CSA/TUCA et la CES, l'ISE et les fédérations européennes.

**Tableau 3 - Programme des travailleurs : participants et jours de formation par type d'activité (2012)**

Type d'activité	Participants			Jours de formation	
	Nombre	%	Diff./2011	Nombre	%
Cours réguliers (Turin)	184	14,9	+ 38	1.970	33,2
Autres activités (Turin)	274	22,2	+ 10	1.022	17,2
Activités sur le terrain	710	57,7	- 867	2.403	40,4
<b>Total présentiel</b>	<b>1.168</b>	<b>94,8</b>	<b>- 721</b>	<b>5.395</b>	<b>90,8</b>
Enseignement à distance	65	5,2	- 28	550	9,2
<b>TOTAL</b>	<b>1.233</b>	<b>100,0</b>	<b>- 803</b>	<b>5.945</b>	<b>100,0</b>
<i>Projets</i>	<i>714</i>	<i>57,9</i>	<i>- 727</i>	<i>2.532</i>	<i>42,6</i>

#### B.4 Cours réguliers

**Le Programme a organisé 12 cours réguliers en 2012, dont un (pour la région arabe) prévu en 2011 et reporté en janvier 2012** du fait d'un calendrier conflictuel avec d'importantes réunions syndicales organisées dans cette région.

Tous les cours réguliers se sont déroulés en résidence à Turin, avec 184 participants correspondant à 14,9 % de l'ensemble des participants. Ces cours ont couvert 1.970 jours de formation (33,2 % du total), avec une moyenne de 11 jours par participant. Quatre cours ont inclus en 2012 une visite d'étude auprès d'une organisation syndicale possédant un savoir-faire spécialisé en rapport avec la matière du cours (deux en Espagne, un au Japon et un à Milan, Italie).

Depuis 2008, la durée des cours réguliers organisés à Turin est de deux semaines (plus, le cas échéant, une semaine de voyage d'études auprès d'une organisation syndicale nationale possédant un savoir-faire spécialisé en rapport avec la matière du cours). La réduction de la durée de ces cours implique de rechercher un meilleur équilibre entre le contenu spécifique du cours et les questions institutionnelles transversales (NIT, mouvement syndical international, mondialisation, genre, liberté syndicale, Agenda du travail décent et Déclaration sur la justice sociale), y compris dans la composante en ligne qui précède les cours réguliers.

L'exécution annuelle des cours réguliers du Programme est déterminée sur une base cyclique pour chaque région (voir Annexe 4), mais le calendrier des cours réguliers pour 2012 a aussi été établi **pour soutenir l'objectif de formation visant à renforcer les capacités des syndicats dans les domaines de l'organisation et de la négociation collective, et pour aborder des problèmes émergents comme ceux des travailleurs domestiques et des travailleurs de l'économie informelle**. Par conséquent, quatre des 12 cours réguliers ont été consacrés à ces thèmes.

De plus, le **nouveau plan d'études 2012, concernant le développement des capacités pour la promotion de l'agenda des travailleurs dans les PPTD et l'UNDAF**, lié au nouveau projet élaboré par le Programme, **a été testé dans quatre régions**, à l'exception de l'Europe.

**Un nouveau plan d'études sur « Travail décent, développement durable et emplois verts » a été exécuté pour un public interrégional**, cependant que **le plan d'études sur les aptitudes à communiquer pour les syndicats a été testé dans la région Europe**, l'accent étant mis sur les nouveaux médias et la promotion des jeunes dirigeants.

Trois cours ont été dispensés en anglais, deux en espagnol, un en portugais, un en russe/anglais, deux en arabe/anglais et un en anglais/espagnol (les quatre derniers comportant une interprétation simultanée). Deux cours destinés à l'Afrique ont été organisés, avec une interprétation en anglais et en français, afin de favoriser l'intégration et l'échange d'expériences entre les deux principaux groupes linguistiques du continent.

Trois cours ont été organisés pour l'Afrique, deux pour les Amériques, deux pour l'Asie et le Pacifique, un pour l'Europe, deux pour la région arabe et deux pour un public interrégional (dont un pour l'Afrique lusophone et le Brésil).

Les cours réguliers ont été les suivants :

#### AFRIQUE

- **A1-05066 - Formation syndicale sur les relations d'emploi et l'économie informelle** (en français et anglais)
- **A1-05067 - Formation syndicale sur le développement des capacités pour la promotion di travail décent** (en anglais)
- **A1-05076 - Formation syndicale sur la sécurité et la santé au travail et le VIH et Sida** (en français et anglais)

#### AMÉRIQUES

- **A2-05069 - Formation syndicale sur les droits des travailleurs et les normes internationales du travail, l'accent étant mis sur les normes du travail pour les travailleurs domestiques** (en espagnol)  
Voyage d'étude : Espagne (CC.OO)
- **A2-05075 - Formation syndicale sur le développement des capacités pour la promotion di travail décent** (en espagnol)  
Voyage d'étude : Espagne (UGT)

#### ASIE-PACIFIQUE

- **A3-05068 - Formation syndicale sur l'organisation et la négociation collective dans les entreprises multinationales** (en anglais)
- **A3-05071 - Formation syndicale sur les actions syndicales pour le travail décent (en mettant l'accent sur la liberté syndicale et la sécurité sociale)** (en anglais)  
Voyage d'étude : Japon (JILAF)

#### EUROPE

- **A4-05073 - Formation de jeunes dirigeants aux politiques et techniques de communication pour les syndicats** (en russe et en anglais)  
Voyage d'étude : Milan, Italie (CGIL)

#### ETATS ARABES

- **A5-04026 - Formation syndicale pour un syndicalisme démocratique et pour le travail décent dans les pays arabes** (en arabe et anglais)  
*[Reportée de 2011 à janvier 2012 (durée d'une semaine avec 15 participants)]*
- **A5-05070 - Formation syndicale sur la protection sociale et les politiques de sécurité sociale** (en arabe et anglais)

## INTERRÉGIONAL

- **A9-05135 - Formation syndicale sur les relations de travail et l'économie informelle** (en portugais pour l'Afrique et le Brésil)
- **A9-05072 - Formation syndicale sur le travail décent, le développement durable et les emplois verts** (en anglais et en espagnol)

Tous les cours réguliers ont été gérés et dispensés par le personnel du Programme. Des spécialistes ont été appelés à traiter des aspects spécifiques. L'Annexe 3 donne de plus amples détails sur les cours réguliers.

### B.5 Autres activités à Turin et sur le terrain

Parallèlement à ses cours réguliers, le Programme a mené d'autres activités en présentiel à Turin et dans les différentes régions. En 2012, il a réalisé **38 cours ou activités : neuf à Turin** (deux de plus qu'en 2011) **et 29 sur le terrain** (30 de moins qu'en 2011).

**Ces activités ont été suivies par 984 participants : 710 dans des activités sur le terrain** (57,7 % du total contre 78,5 % en 2011), avec 2.403 journées de formation (40,4 % du total) et **274 dans des activités à Turin** (22,2 % du total contre 9,4 en 2011), avec 1.022 journées de formation (17,2 % du total), avec une moyenne de 2,5 journées de formation pour chaque participant.

**Vingt et une de ces activités** (55,3 % de ce type d'activités) ont été **organisées dans le cadre de projets** financés par des organes externes (voir la section suivante).

On trouvera la liste complète des activités menées à Turin et sur le terrain et des activités basées sur des projets en Annexes 5, 6 et 7, respectivement.

Les activités organisées à Turin se sont réparties comme suit :

Asie-Pacifique	2
Europe	5
Interrégionales	2

Les activités organisées sur le terrain se sont réparties comme suit :

Afrique	6
Amérique latine	9
Asie-Pacifique	6
Europe	8

### B.6 Enseignement à distance

L'enseignement à distance par communication informatique fait désormais partie intégrante de l'offre didactique du Programme, mais nous avons encore rencontré, en 2012, des difficultés liées au transfert de la gestion de SoliComm aux Services informatiques du Centre et aux modifications simultanées apportées au logiciel utilisé par SoliComm et à sa conception. Ces problèmes ont été résolus dans la seconde moitié de 2012 en favorisant un usage de l'enseignement à distance élargi, plus décentralisé et convivial.

**Tableau 4 – Programme des travailleurs : activités d’enseignement à distance (2003-2010)**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Nombre total de cours</b>	3	8	6	7	10	13	17	5	3	3
<b>Nombre total de participants (final)</b>	49	96	119	167	190	327	245	155	93	65
<b>Nombre moyen de participants (par cours)</b>	<b>16</b>	<b>12</b>	<b>20</b>	<b>24</b>	<b>19</b>	<b>25</b>	<b>15</b>	<b>31</b>	<b>31</b>	<b>22</b>

En 2012, le Programme des activités pour les travailleurs de Turin a organisé **trois cours d’enseignement à distance** pour les Amériques (tous dans le cadre d’un projet).

**Les participants à ces cours ont été au nombre de 65** (5,2 % du total), dont 41 femmes (63,1 %), pour un total de 550 jours de formation (9,2 % du total).

La liste complète des cours à distance figure en Annexe 8.

## **B.7 Projets**

Les projets menés par le Programme consistent en des engagements pluridisciplinaires à long terme financés par des organisations extérieures. **En 2012, le Programme a mené 27 activités dans le cadre des six projets suivants**, qu’il a gérés directement :

- **Renforcement de l’action syndicale en matière de sécurité sociale en Amérique latine (2<sup>e</sup> phase, interrompu en 2012)**  
 Sponsor : Gouvernement espagnol  
 Activités : sept activités sur le terrain et trois en ligne
- **Dialogue social sectoriel dans les nouveaux États membres et les pays candidats (en partenariat avec l’EFFAT et l’AMCEF)**  
 Sponsor : Commission européenne (dans le cadre d’un accord de gestion conjointe CE/OIT)  
 Activités : six activités menées en Croatie, Hongrie, Lituanie et Roumanie, à Bruxelles et à Turin
- **Un travail décent pour les travailleurs domestiques (en partenariat avec la CSI, la CES et les fédérations européennes concernées)**  
 Sponsor : Commission européenne  
 Activités : quatre activités menées en Allemagne, Irlande et Espagne, et à Turin
- **Renforcement de la participation des femmes au dialogue social dans la région des Grands Lacs**  
 Sponsor : Communauté wallonne (WBI)  
 Activités : une au Burundi et une en RDC, et appui à un cours dispensé au Togo pour l’Afrique et consacré à l’organisation des travailleurs de l’économie informelle
- **Plusieurs projets financés par l’Italie (MENA, Myanmar et autres)**  
 Sponsor : Gouvernement italien  
 Activités : une activité au Myanmar et appui de deux cours réguliers à Turin pour l’Afrique et les États arabes

**Une activité menée en Afrique pour la formation de formateurs spécialisés en SST et**

**lutte contre le VIH et Sida a été cofinancée par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI), mais dans le cadre d'un projet géré par ACTRAV-Genève.**

Pour plus d'informations, prière de consulter l'Annexe 7.

## **B.8 Questions de genre**

Le bilan du Programme pour l'année 2012 en matière de participation féminine aux activités est présenté en Annexe 9.

**Le pourcentage total de participantes à l'ensemble des cours du Programme des activités pour les travailleurs a atteint le chiffre sans précédent de 49,4 % (en hausse de 7,8 % par rapport à l'année précédente), très proche de la cible de 50 % de participantes.** Le Programme est de manière générale le premier programme technique du Centre en termes de participation féminine (à l'exclusion de celui qui est spécifique aux questions de genre).

Ce résultat confirme la tendance positive déjà enregistrée en 2011 (une hausse de 11 points de 2010 à 2012), renforcée par l'augmentation du niveau de satisfaction dans les questionnaires d'évaluation concernant le traitement des questions de genre dans les cours, bien que ces évaluations mettent encore en lumière des insuffisances dans l'intégration d'une perspective de genre.

Cette avancée a été favorisée par l'exécution en 2012 de huit activités (dont un projet européen) liées au nouveau programme relatif aux travailleurs domestiques que nous avons choisi de développer et de conduire au-delà de 2012.

La participation féminine globale a augmenté dans toutes les régions, à l'exception des États arabes (Asie : + 7 %, Europe : + 6 %, Afrique : + 7 % et Amériques : + 10 %).

La participation féminine aux 12 cours réguliers a représenté 51,6 %, dépassant la cible de 50 %. Il en a été de même dans les activités de terrain, avec un pourcentage global de 50,4 %, et pour les cours d'enseignement à distance, avec un taux de participation féminine de 63,1 %.

Les programmes de formation d'ACTRAV ont abordé la dimension de genre des sujets traités dans les cours, et ACTRAV a encouragé les discussions sur les problèmes spécifiques rencontrés par les travailleuses, tant avec les experts qu'au sein des groupes.

Les résultats enregistrés pour la participation féminine montrent que nous devons renforcer ces tendances positives et élaborer, en étroite collaboration avec le Programme des questions de genre du Centre, une analyse spécifique de la situation dans chaque région pour trouver les moyens les plus efficaces de pérenniser une participation élevée des femmes aux activités du Programme et de mieux intégrer une perspective de genre dans nos cours, cela passant également par des activités spécifiques sur la discrimination de genre et les conditions de vie et de travail des femmes.

Le Programme des activités pour les travailleurs de Turin continuera à encourager les syndicats à désigner davantage de femmes syndicalistes pour les activités de formation, en confirmant les critères de sélection et les exigences explicites existants.

## **B.9 Liberté syndicale et droit à la négociation collective**

La liberté syndicale et le droit à la négociation collective constituent des éléments essentiels des activités du Programme, et ils bénéficient d'une coopération de longue date avec les programmes techniques du Centre en matière de normes internationales du travail et de dialogue social. Tous les cours réguliers prévoient une session sur la liberté syndicale et les normes internationales du travail.

En 2012, la liberté syndicale et la négociation collective ont constitué l'une des thématiques principales de six des douze cours réguliers.

Le Programme a également réalisé 15 activités à Turin et sur le terrain ayant comme sujet central la liberté syndicale et la négociation collective. Ces activités sont mentionnées dans les annexes correspondantes.

## B.10 Matériels didactiques

En 2012 ont été publiés deux manuels de formation intitulés « *Sustainable development and decent work : A training manual for African workers* » (en anglais) et « *Formation syndicale en sécurité et santé au travail* » (en anglais et français).

Au cours de l'année 2012, le matériel de formation inclus dans l'offre globale intitulée « Travail décent au cube » a été actualisé, révisé et développé. Deux nouveaux guides issus de deux processus de formation spécifiques ont également été produits : « *Protection sociale et travailleurs domestiques* » (en espagnol) et « *Guide de base sur la sécurité et la santé au travail pour les organisations syndicales* » (en espagnol).

**Un nouvel outil pédagogique, le « Manuel de formation syndicale sur le dialogue social », a été produit dans le cadre du projet financé par l'UE.** Ce manuel est conçu à l'usage des responsables syndicaux chargés de l'organisation de cours aux niveaux sectoriel et/ou national, l'accent étant mis sur les situations et les besoins spécifiques aux syndicalistes d'Europe centrale et orientale en matière de dialogue social. Chacun des courts modules de formation qu'il contient traite une question spécifique, et **il est disponible en anglais, roumain, croate, polonais, hongrois, slovène, tchèque, lituanien et bulgare.** Il a été largement diffusé avec l'aide des bureaux de l'OIT à Budapest et à Bruxelles, ainsi que par les fédérations européennes (IndustriAll ETU, EFFAT, ETF, FETBB et UNI-Europa) **et sur des sites web.**

## B.11 Évaluation

Le Programme procède à une évaluation détaillée de ses cours. En 2012, les participants à ces activités ont accordé au Programme une note globale de 4,39 sur 5. Un aperçu plus détaillé des évaluations réalisées par les participants en 2012 figure en Annexe 10.

Le Programme doit encore déterminer comment recevoir des commentaires et des évaluations non seulement des participants individuels, mais aussi des organisations qui ont été invitées à les désigner.

Une fois de plus, le Programme se classe au-dessus de la moyenne du Centre en termes de notes d'évaluation. Cependant, la satisfaction relative à l'information préliminaire (3,95) et à l'intégration des questions de genre (4,24) figure encore parmi les notes les plus basses de notre programme. Cependant, l'une et l'autre ont connu la meilleure progression dans l'évaluation par rapport à 2011. La qualité d'ensemble des activités a reçu une note de 4,55, avec 96 % de réponses entre 4 et 5.

L'évaluation de suivi réalisée selon la même notation pour 11 activités a donné de bons résultats par comparaison avec la moyenne du Centre :

- |   |      |       |
|---|------|-------|
| • Grande ou très grande amélioration des compétences<br>OIT 3,75)                     | 3,90 | (CIF- |
| • Grande ou très grande amélioration des performances professionnelles<br>OIT 3,56)   | 3,79 | (CIF- |
| • Grande ou très grande amélioration des performances organisationnelles<br>OIT 2,87) | 3,12 | (CIF- |
| • Utilisation des réseaux établis<br>OIT 2,53)  | 2,72 | (CIF- |

- Utilisation du matériel de formation 3,38 (CIF-OIT 3,10)
- Participation aux cours considérée comme un bon investissement 4,18 (CIF-OIT 3,96)

## B.12 Rapports régionaux

### a) Afrique

Malgré la croissance relativement forte enregistrée en Afrique, le chômage, le sous-emploi, la pauvreté et l'inégalité y demeurent des problèmes majeurs. La reprise économique ne s'est pas traduite par des réductions proportionnelles au niveau de l'emploi et de la réduction de la pauvreté, et aucun progrès significatif n'a été fait vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier en Afrique subsaharienne. Le continent connaît une croissance de l'emploi infinitésimale, perpétuant apparemment un élément fondamental de son ancien modèle de croissance, tirée par les secteurs à forte intensité de capital que sont les industries extractrices, qui ont peu de liens en amont et en aval avec le reste de l'économie. La montée du chômage et du sous-emploi pèse lourdement sur la jeunesse et sur les femmes africaines, dont la majorité est engagée dans des activités économiques à faible productivité dans une économie informelle en croissance perpétuelle et dans l'agriculture de subsistance, deux secteurs aux prises avec des déficits de travail décent récurrents. Tous les pays africains analysés au cours de la période sous examen affichent des taux de chômage plus élevés pour les jeunes que pour les adultes. Le problème est encore plus grave en Afrique du Nord, où 27,1 % des jeunes étaient au chômage en 2011, et où le ratio des taux de chômage jeunes-adultes était estimé à 3,9, contre 2 en Afrique subsaharienne et 2,5 dans le monde entier.

Actuellement, la plupart des pays africains mettent en œuvre des programmes par pays de promotion du travail décent, lesquels incorporent des résultats et produits qui représentent au moins une approche du travail décent, pour laquelle on pourrait mesurer le caractère effectif des progrès et des réalisations. De plus en plus, les partenaires sociaux sont présents dans les comités de mise en œuvre des PPTD. Toutefois, la participation des organisations de travailleurs, en particulier au stade de la formulation du PPTD, a été dans certains cas hâtive et purement cosmétique, et les priorités des travailleurs n'ont pas toujours été dûment prises en considération.

En 2012, ACTRAV-Turin a continué à contribuer au renforcement des capacités des syndicats africains à travers la réalisation d'activités d'éducation ouvrière et de formation pertinentes. Dans une perspective à long terme, ces interventions avaient pour but de contribuer au développement des connaissances avancées et aux capacités d'éducation ouvrière des organisations de travailleurs, dans le but ultime de renforcer les connaissances et l'influence des syndicats à travers le dialogue social et la négociation collective, ainsi que leur participation effective aux programmes par pays de promotion du travail décent. Au total, neuf cours de formation ont été proposés, dont trois cours réguliers au Centre de Turin et six activités menées au niveau du terrain. Pas moins de 208 personnes, dont 113 femmes (54,33%), ont participé à ces formations. En outre, deux manuels de formation intitulés « Sustainable Development and Decent Work – a training manual for African workers » (en anglais) et « Formation syndicale sur la sécurité et la santé au travail » (en français et anglais) ont été publiés.

Une stratégie de formation a englobé la conception et la réalisation de cours de haute qualité qui ont autonomisé les représentants et militants syndicaux et notablement contribué à renforcer leurs connaissances et leurs compétences. Les cours ont été identifiés grâce à une consultation avec le bureau d'ACTRAV pour l'Afrique et avec les spécialistes de terrain d'ACTRAV, ainsi que par l'attention portée aux résolutions et plans stratégiques de la CSI-Afrique et de l'OUSA, qui ont servi de documents de référence reflétant les besoins exprimés et ressentis par les organisations affiliées.

De plus, les priorités du Groupe des travailleurs et les décisions du Comité de la formation syndicale ont orienté le choix des cours et l'identification des groupes cibles. Les profils des candidats visés ont été utilisés comme références pour déterminer la portée de la formation, les plans d'études et le choix des personnes ressources pour chaque cours. Les programmes ont été organisés autour de

problèmes, plutôt qu'autour de simples sujets, et ces problèmes reflétaient les préoccupations des syndicats quant aux principaux défis que doit relever le monde du travail. Les activités de formation ont été élaborées en phase avec les quatre objectifs stratégiques de l'OIT, l'Agenda du travail décent, la Déclaration sur la justice sociale, le Pacte mondial pour l'emploi, les résultats de l'OIT et les priorités du Groupe des travailleurs. L'accent a été mis sur les normes internationales du travail et les mécanismes de contrôle de l'OIT, la liberté syndicale et la négociation collective, l'organisation des travailleurs – avec une orientation particulière sur l'économie informelle et les travailleurs des zones franches d'exportation –, l'emploi – et notamment la crise de l'emploi des jeunes –, la sécurité sociale et le socle de protection sociale pour tous, le dialogue social et le tripartisme, la sécurité et la santé, le VIH et Sida, l'égalité des genres, les migrations de main-d'œuvre et les initiatives dans l'économie verte.

Les objectifs de chaque cours de formation nous ont permis de créer des supports pédagogiques et des produits didactiques qui non seulement couvraient le savoir-faire technique mais abordaient aussi les préoccupations profondes des syndicats africains dans le contexte des enjeux et des défis auxquels doit faire face le monde du travail contemporain. Les suggestions et les contributions des personnels des différents programmes techniques du Centre de Turin, du BIT, d'ACTRAV, de la CSI, de la CSI-Afrique et de l'OUSA impliqués en tant que personnes ressources ont façonné les structures, les contenus et les horaires des cours de formation.

Ces cours ont été menés dans des environnements favorables, selon des approches participatives qui assuraient la pleine participation de tous à travers l'échange d'informations et d'expériences. Les méthodes de formation utilisées sont allées des présentations magistrales, parfois réalisées en vidéoconférence, aux discussions en plénière, en passant par les remue-méninges et les travaux collectifs. Ces derniers favorisant l'intégration sociale, les participants ont pu s'autocorriger, envisager des perspectives multiples, comprendre le contexte élargi d'un problème, ou encore lier la théorie à la pratique. Cela leur a permis de progresser sur le plan cognitif et d'apprécier l'importance de l'apprentissage autodirigé basé sur leurs expériences et compétences et sur les valeurs syndicales. En outre, ils ont eu l'occasion de développer des outils efficaces pour orienter la direction politique et les actions de leurs organisations sur les thèmes des différents cours.

Presque toutes les activités organisées sur le terrain ont eu lieu dans des établissements de formation appartenant à des syndicats, à savoir : le Centre de formation de la CSI-Afrique à Lomé, le Kwame Nkrumah College de l'OUSA à Accra et le Tom Mboya Labour College de la COTU-Kenya à Kisumu. Grâce à cela, nous avons réussi à impliquer des membres du personnel professionnel de la CSI-Afrique et de l'OUSA comme personnes ressources pour nos activités de formation. Nous envisageons que celles-ci puissent apporter une contribution positive à l'effort de création d'un institut de recherche de la CSI-Afrique. L'OIT, ACTRAV-Genève, la Région wallonne, l'Agence suédoise de développement international et le gouvernement italien sont nos principaux partenaires.

Les activités de formation mises en œuvre au cours de la période sous examen ont contribué à la réalisation du résultat 10 de l'OIT, à savoir : « Les travailleurs sont dotés d'organisations fortes, indépendantes et représentatives », mais aussi du résultat 1 : « Davantage de femmes et d'hommes bénéficient d'un emploi productif et de possibilités de travail et de revenu décents », du résultat 6 : « Les travailleurs et les entreprises bénéficient de conditions de travail plus sûres et plus saines », du résultat 7 : « Un plus grand nombre de travailleurs migrants sont protégés et un plus grand nombre de travailleurs migrants ont accès à l'emploi productif et au travail décent », du résultat 8 : « Le monde du travail réagit de façon efficace à l'épidémie de VIH et Sida », du résultat 12 : « Le tripartisme et une gouvernance renforcée du marché du travail contribuent à un dialogue social efficace et à de bonnes relations professionnelles », du résultat 13 : « Une approche sectorielle du travail décent est appliquée » et du résultat 14 : « La liberté syndicale et le droit de négociation collective sont largement connus et exercés. »

Concrètement, ces activités de formation ont contribué au développement des capacités des syndicats africains sur les questions d'organisation, avec un accent particulier sur la manière de toucher les travailleurs de l'économie informelle, les relations professionnelles, la promotion du travail décent, la lutte contre la propagation et l'atténuation des effets du VIH et de l'épidémie de Sida, la promotion d'une culture préventive de sécurité et de santé au travail, la promotion de la

participation effective des travailleurs aux instances de dialogue social, l'autonomisation des femmes et la promotion de l'égalité des genres et de l'équité, ainsi que sur les compétences des éducateurs syndicaux et des délégués syndicaux sur les questions sociales et socio-économiques émergentes. Il nous reste à espérer que ces compétences renforcées continueront d'aider les dirigeants syndicaux à formuler des politiques orientées sur l'avenir au sein des forums de dialogue social bipartites et tripartites, y compris pour les PPTD en cours.

En outre, nos interventions ont continué à renforcer les capacités de sensibilisation et les campagnes des syndicats promouvant un glissement de paradigme vers un modèle de croissance alternatif cherchant l'équilibre entre la croissance économique, le progrès social, le travail décent et la préservation de l'environnement. Dans presque tous les cours, les participants ont été encouragés à former des réseaux autour de ces thèmes. Ces réseaux continuent à fonctionner comme plates-formes dynamiques de partage de connaissances et comme vecteurs de promotion des actions de solidarité. Par exemple, le Réseau sur le VIH et le Sida s'est élargi et prend de l'importance dans la lutte contre la stigmatisation, dans le plaidoyer pour la révision des politiques des entreprises en matière de VIH et de Sida afin de les aligner sur la recommandation n° 200 de l'OIT, pour l'atténuation des effets et la lutte contre l'extension de l'épidémie.

Les activités de formation interrégionales et régionales ont permis un débat éclairé sur les questions d'intérêt pour les syndicats. Elles ont également constitué des occasions de renforcer la coopération Sud-Sud et le développement des points de vue des syndicats pour la réponse aux défis engendrés par la mondialisation et l'intégration régionale. L'élaboration de plans d'action individuels par les participants dans le cadre de chaque activité leur a permis de transmettre les connaissances et les compétences acquises en vue d'obtenir un effet multiplicateur.

Le réseau d'éducateurs bénévoles possédant des compétences de facilitation et de communication très développées, acquises par leur participation à nos activités de formation, aidera les syndicats à profiter de la dynamique créée par la mise en œuvre de leurs propres programmes de formation. Les matériels didactiques vont continuer à soutenir le travail de terrain des éducateurs ouvriers. Les centrales syndicales nationales qui exécutent les projets utilisent l'expertise des éducateurs formés et les matériels pédagogiques développés par le Programme. C'est un très bon exemple, et nous espérons que d'autres centrales syndicales nationales s'en inspireront dans leur recherche d'une modalité économique et durable de prestation de services éducatifs à leurs affiliés. Nous espérons que l'application des connaissances et des compétences acquises par ceux qui ont pris part à nos activités leur permettra de relayer ce processus à différents cadres au sein du mouvement syndical en vue d'obtenir un effet multiplicateur.

Conscients des contraintes budgétaires, nous nous devons de chercher des donateurs potentiels et de négocier des modalités de partage des coûts avec la CSI-Afrique et l'OUSA. En outre, avec le soutien du Service des technologies de l'information et de la communication du Centre, nous aimerions élaborer des lignes directrices claires et détaillées sur la façon de concevoir des activités d'enseignement à distance qui nous permettront de mettre en œuvre des cours mixtes sur une base rentable.

## **b) Amériques**

### *Stratégie de formation*

Pour remplir son mandat d'appui au rôle central du mouvement syndical dans la région Amériques dans le cadre de l'Agenda du travail décent, de son actualisation et de son amélioration, le Programme des activités pour les travailleurs du CIF-OIT estime essentiel d'œuvrer au développement des capacités des organisations syndicales sur les objectifs stratégiques du travail décent, en raison de leur caractère indissociable et interdépendant, comme établi dans la Déclaration de l'OIT de 2008. En ce sens, trois revendications syndicales en matière de formation des travailleurs pour la promotion du travail décent sont considérées comme hautement prioritaires pour l'Amérique latine :

1. Mise au point collective d'une méthodologie de formation syndicale. Nous partons du principe que l'éducation est un processus d'enseignement-apprentissage qui doit être planifié et ordonné. Sur la base d'une logique interne de conception de la « formation » pour l'« action », le travail décent doit être compris comme un concept « de » l'action syndicale et « pour » une action collective. La structuration de la formation selon des parcours de référence implique un processus systématique de planification de la formation syndicale en niveaux et domaines, afin d'arriver à une articulation progressive et cohérente entre tous les problèmes à aborder (formation entendue comme un processus), en tenant compte de la diversité des profils des syndicalistes, des différents niveaux de profondeur des connaissances qui seront nécessaires à mesure que ces derniers progresseront dans le contenu ou en fonction de leurs responsabilités spécifiques. Cette approche renforce les capacités procédurales (savoir-faire), de sorte que les connaissances théoriques puissent, lorsqu'elles sont appliquées à l'expérience, améliorer la pratique quotidienne de l'action syndicale.
2. Création/renforcement des équipes techniques syndicales de formation sur le travail décent au sein des organisations de travailleurs. Cela implique que les organisations puissent faire appel à des équipes internes d'appui à la conception et à la mise en œuvre de programmes de formation en matière de travail décent ainsi que de dialogue social à travers la formulation de propositions syndicales. Ces équipes serviront également de point focal pour la création de réseaux de coopération syndicale aux niveaux national et international.
3. Coordination et coopération entre les organisations syndicales aux niveaux national et international. Compte tenu de l'importance, reconnue par la CSI, de la coordination et de la coopération entre ces organisations aux niveaux national et international, un des objectifs de notre action a consisté à appuyer le renforcement de la coopération entre les syndicats nationaux ainsi que des réseaux de communication et de collaboration aux niveaux sous-régional, régional et intercontinental.

Tous les cours organisés à Turin pour l'Amérique latine en 2012 ont intégré une composante d'échange intercontinental : avec la délégation européenne en coordination avec l'Institut syndical européen (ISE) dans le cas du cours régulier sur les normes internationales du travail et le travail domestique ; avec la délégation africaine lors de l'atelier régional africain sur la promotion du travail décent ; et entre les participants en provenance du Brésil et de l'Afrique lusophone pendant le cours interrégional en portugais.

#### *Coordination au sein d'ACTRAV*

L'initiative originale de travail systématique sur le développement des capacités pour la promotion du travail décent, conformément aux dispositions de la Déclaration de 2008, est née de l'expérience et des travaux antérieurs, menés à Turin et sur le terrain, du Programme des activités pour les travailleurs du Centre. C'est en partant des réalisations de cette initiative et de l'ensemble du travail effectué par ACTRAV que nous sommes arrivés à la proposition de planification formative actuelle.

En 2012, ACTRAV (régional et Turin) a réalisé différentes activités axées sur la méthodologie de formation syndicale pour la promotion du travail décent (deux activités de deux semaines chacune sur le terrain et une activité de trois semaines à Turin, avec un total de 43 participants, dont 25 femmes). Le résultat le plus notable a été la validation du programme de formation « Planification de la formation syndicale pour la promotion du travail décent – Travail décent au cube » avec la Confédération syndicale des Amériques (CSA) et avec les fédérations syndicales internationales, avec une attention particulière pour l'intégration des normes internationales du travail relatives à chacune des composantes du travail décent, ainsi que pour la systématisation méthodologique du caractère transversal des questions de genre.

ACTRAV-Turin a apporté une coopération technique et méthodologique aux activités résidentielles et à distance des bureaux régionaux d'ACTRAV sur l'économie politique, le dialogue social et la sécurité et la santé au travail. Le Programme a coordonné l'ensemble de ses activités avec

ACTRAV-Genève, de la planification à l'exécution, notamment pour le cours régional sur les droits syndicaux et les normes internationales du travail en relation avec le travail domestique, après l'adoption de la convention n° 189 par la Conférence de 2011.

La dernière phase du projet sur la sécurité sociale pour les syndicats (SOSS) a été dûment coordonnée avec les différents spécialistes sous-régionaux d'ACTRAV, en ce qui concerne tant les activités nationales que les ateliers sous-régionaux de formation et de coordination syndicales préalables à la discussion sur l'initiative sur les socles nationaux de protection sociale lors de la Conférence, qui a débouché sur la recommandation n° 202.

#### *Coordination au niveau régional avec les organisations syndicales*

Tout au long de l'année 2012, il y a eu une collaboration systématique particulièrement importante entre ACTRAV (régions, siège et Turin) et la CSA-CSI pour tous les cours réguliers délivrés à Turin sur les questions soulevées par le Comité de la formation syndicale. D'autre part, pour les activités sur le terrain, le Programme a travaillé avec le réseau de formateurs de la CSA à la présentation de l'offre formative « Travail décent au cube » mentionnée ci-dessus.

Pour cette activité, le Programme a collaboré en 2012, sur la base des activités coordonnées entre ACTRAV-Genève et les régions, avec les délégués syndicaux des fédérations syndicales internationales (IndustriAll, BWI, UNI, FIJ, ITF, IE, PSI et IUF) à la définition de lignes spécifiques d'intervention dans ses plans de travail régionaux.

En avril, le Programme a présenté, dans le cadre du deuxième Congrès de la CSA, les résultats du travail mené en collaboration entre la CSA et ACTRAV (régions et Turin) sur les thèmes de la sécurité sociale et de la sécurité et santé au travail. Cette réunion a rassemblé des délégués syndicaux de l'ensemble du continent et des représentants des syndicats espagnols CC.OO et UGT et de leurs instituts de coopération syndicale respectifs, le tout avec le soutien du projet SSOS financé par le gouvernement espagnol.

#### *Coordination avec les centres nationaux de formation et les instituts de recherche*

L'année 2012 a vu la poursuite de la coordination et de la collaboration avec la Fondation syndicale internationale pour le développement durable (Sustainlabour), à travers l'utilisation des matériels didactiques existants pour la formation à distance avant la Conférence Rio+20, dans laquelle la protection sociale a été établie comme une des pierres angulaires d'un modèle de développement durable. Sustainlabour a également apporté son soutien à la réalisation d'un cours interrégional sur le travail décent, les emplois verts et le développement durable organisé à Turin en septembre.

Le Programme a signé deux protocoles d'accord en 2012 : le premier avec l'Institut syndical confédéral des Commissions ouvrières espagnoles (CC.OO) et l'autre avec l'Institut syndical de coopération au développement (ISCOD) de l'Union générale des travailleurs espagnols (UGT), afin de formaliser les modalités de la coopération vieille de plus de dix ans entre ACTRAV-Turin et les deux organisations et de réaffirmer la volonté des deux syndicats de continuer à accorder la priorité à ce type de collaboration au-delà des difficultés dues à la crise actuelle.

Il convient de mentionner spécialement la collaboration avec la Fondation UOCRA du syndicat sectoriel de la construction de la CGT d'Argentine, grâce à laquelle deux des activités susmentionnés ont pu être organisées à son siège et avec son appui logistique et méthodologique. Le soutien des membres de l'équipe multidisciplinaire pour le travail décent (EMTD) de la CGT d'Argentine et de l'équipe de représentation des travailleurs (ERT) de la Banque de prévoyance sociale (BPS) de l'Uruguay a été fondamental pour la mise en œuvre de la formation relative à la sécurité sociale dans le cadre du projet SSOS.

#### *Coordination avec d'autres programmes techniques du Centre*

Les activités réalisées à Turin en 2012 ont bénéficié du soutien et de la participation du Programme des normes internationales du travail, des droits au travail et de l'égalité des genres du Centre. Des collègues des programmes de la protection sociale et des politiques de l'emploi et du développement des compétences ont également contribué, en tant que conférenciers, aux activités relatives aux emplois verts et au développement durable.

La coordination avec le Programme des activités pour les employeurs (ACT/EMP) a été inestimable tout au long du projet SSOS, et tout particulièrement pour la réalisation de la conférence de présentation des résultats qui a eu lieu à Madrid en mai 2012.

#### *Coordination avec les bureaux régionaux et avec le siège de l'OIT*

Toutes les activités menées sur le terrain en 2012 ont pu compter sur la participation de spécialistes de différents bureaux, en fonction du sujet traité, moyennant fourniture préalable de la description et du programme de l'activité. Cette année, la collaboration de spécialistes techniques du bureau régional – dans les locaux duquel se sont tenus une grande partie des ateliers –, coordonnée directement par le spécialiste régional de la formation syndicale, a été un facteur particulièrement important. Le Programme a également bénéficié de la collaboration et de la supervision de spécialistes d'autres bureaux sur les questions de genre, la sécurité sociale ou la sécurité et santé au travail, qui ont même participé aux processus de préparation de matériel didactique. ACTRAV-Turin a également collaboré avec le Bureau sous-régional andin pour la définition des directives de formation à inclure dans le projet sur l'initiative pour un socle de protection sociale qui est soutenue par le gouvernement espagnol. Une collaboration spécifique a également été relevée avec les départements des normes, de la sécurité sociale et de la sécurité et santé au travail du BIT.

#### *Coordination avec des agences de coopération internationales*

À titre exceptionnel, et pour marquer la fin de l'accord de coopération entre l'Agence espagnole de coopération au développement et les Commissions ouvrières espagnoles (CC.OO), un accord de coopération a été signé avec la Fondation Paix et Solidarité des CC.OO, en vertu duquel cinq activités ont pu être réalisées sur le terrain avec ACTRAV-Régions et Turin. La Fondation a supporté plus des deux tiers du coût de ces activités, ainsi que le financement de la publication des matériels didactiques mis au point par ACTRAV. En 2012, le Centre a poursuivi, en collaboration avec la région et avec ACTRAV-Genève, les efforts nécessaires pour continuer à travailler avec la coopération espagnole au développement à la présentation d'un nouveau projet sur le thème de la sécurité sociale et de ses liens avec un modèle alternatif de développement durable intégrant les pays d'Amérique latine et testant ainsi l'extension intercontinentale de la proposition (Afrique). Malheureusement, la révision des priorités de la coopération espagnole dans le contexte de la crise économique et des coupes budgétaires a fait qu'en définitive le projet n'a pu être adopté.

#### *Matériel didactique*

En 2012, le Programme a poursuivi la révision, la mise à jour et le développement du matériel didactique de l'offre globale intitulée « Travail décent au cube ». À côté de cela, deux processus de formation spécifiques ont donné naissance à deux nouveaux manuels :

- Protection sociale et travailleurs domestiques au Pérou du point de vue des protagonistes ;
- Guide de base sur la sécurité et la santé au travail pour les organisations syndicales.

#### *Clôture du projet SSOS et présentation des résultats*

Au-delà des activités menées en 2012 dans le cadre du projet sur la sécurité sociale pour les organisations syndicales (SSOS) financé par le gouvernement espagnol et des résultats obtenus au cours dudit projet, il convient de mentionner les réalisations qualitatives suivantes :

- Élévation de la sécurité sociale au rang de priorité syndicale ;
- Alliances stratégiques au niveau national : renforcement des mécanismes de consultation entre les centrales syndicales et création de nouvelles alliances avec d'autres organisations de la société civile ;
- Unité d'action des centrales syndicales aux niveaux national et continental, et consolidation des réseaux de coopération syndicale internationale. Développement des capacités d'impliquer également des syndicats d'autres pays et d'autres continents, et de coordonner les efforts en matière de sécurité sociale avec d'autres projets mis en œuvre dans la région afin d'améliorer la couverture offerte aux bénéficiaires ;

- Contribution significative apportée à un certain nombre de PPTD, et plus généralement aux politiques de l'OIT pour l'Amérique latine, suscitant d'importantes synergies avec d'autres programmes et initiatives.

Le projet s'est positionné comme plate-forme pour les actions de coordination syndicale préalables aux discussions internationales sur l'initiative pour des socles nationaux de protection sociale (recommandation n° 202 de l'OIT).

### c) Asie et Pacifique

La région Asie-Pacifique compte pour environ deux tiers de la population active mondiale et enregistre actuellement la plus forte croissance économique. Elle a contribué pour environ 36 % du produit intérieur brut (PIB) mondial à parité de pouvoir d'achat et pour 34 % du total mondial des exportations de biens en 2011. La République populaire de Chine, l'Inde et le Japon représentent à eux trois plus de 70 % du PIB total de la région<sup>1</sup>.

Si les performances économiques de la région sont restées positives, la crise économique mondiale a mis en avant les faiblesses des stratégies de développement basées sur l'exportation et menace les fragiles avancées réalisées par les pays asiatiques en développement au niveau des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). C'est une région marquée par des inégalités socio-économiques extrêmes, le sous-emploi et la pauvreté chronique ; deux tiers des pauvres, qui vivent avec 1,25 dollar des États-Unis par jour ou moins, se trouvent dans la région Asie-Pacifique. La croissance a été accompagnée par une hausse de l'emploi précaire, de l'emploi faiblement rémunéré et de l'emploi dans l'économie informelle, autant d'indicateurs du fait que la croissance ne crée pas d'emplois décents. La part occupée par l'Asie dans le chômage mondial des jeunes est supérieure à 45 %. Les mécanismes de dialogue social sont toujours déficients et le respect des conventions n°s 87 et 98 de l'OIT demeure une priorité assez basse. Il reste encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs de la Décennie du travail décent en Asie (2006-2015).

Les principales priorités des syndicats de la région sont : la promotion de la protection sociale ; le travail décent pour les travailleurs occupant des emplois précaires (tels que les migrants, les femmes et les jeunes) et le respect de la liberté syndicale ; la négociation collective ; et le tripartisme. En ce qui concerne les besoins de formation, les domaines de compétences des syndicats qui doivent être renforcés sont : l'organisation des travailleurs, la gestion syndicale, les compétences de négociation collective, le développement des connaissances sur les salaires et les politiques de l'emploi pour le développement durable (y compris les salaires minimums et les emplois verts), les relations professionnelles et la réforme de la législation du travail, et l'organisation des travailleurs et la négociation collective dans les entreprises multinationales.

Compte tenu de la situation exposée ci-dessus, les activités de formation d'ACTRAV-Turin pour l'Asie et le Pacifique sont planifiées en gardant à l'esprit les recommandations du Comité de la formation syndicale et les conseils des collègues de terrain d'ACTRAV, et elles visent à contribuer à la réalisation de l'objectif 10 de l'OIT (« Les travailleurs sont dotés d'organisations fortes, indépendantes et représentatives »).

En 2012, le Programme a réalisé 10 activités de formation pour la région Asie et Pacifique : quatre cours résidentiels à Turin (dont deux pour la Fédération des syndicats de toute la Chine) et six ateliers sur le terrain, dont une activité de formation pour la Fédération des syndicats de Birmanie (FTUB) à Yangon. Au total, 213 syndicalistes, dont 97 femmes (45 %), ont participé aux activités du Programme. En outre, 40 syndicalistes asiatiques (dont 7 femmes) ont également participé à d'autres programmes interrégionaux du Centre de Turin. *Les détails de ces activités de formation sont exposés en annexe.*

Les domaines d'intérêt des activités de formation délivrées par le Programme dans la région étaient : l'Agenda du travail décent ; les normes de l'OIT ; les mécanismes de contrôle de l'OIT pour

<sup>1</sup> BASD : Key Indicators for Asia and the Pacific 2012 : Highlights.

la promotion de la liberté d'association ; les politiques de l'emploi, des salaires et de la protection sociale ; l'organisation des travailleurs ; les compétences en organisation et en négociation collective et le rôle des syndicats dans les programmes par pays de promotion du travail décent (PPTD). En général, le contenu des programmes de formation était axé sur les priorités syndicales dans le cadre des quatre objectifs stratégiques de l'Agenda du travail décent et visait également à incorporer les questions de genre dans les cours, parfois complétés par des sessions spécifiques sur l'intégration d'une perspective de genre dans l'action syndicale.

Si toutes les activités de formation contribuent explicitement au résultat 10 (« Les travailleurs sont dotés d'organisations fortes, indépendantes et représentatives »), les grands thèmes des programmes de formation se concentrant aussi sur des questions spécifiques liées à l'Agenda du travail décent, le programme de formation d'ACTRAV-Turin contribue également à la réalisation d'autres résultats de l'OIT, tels que les résultats 1 (possibilités de travail décent), 4 (sécurité sociale), 5 (meilleures conditions de travail), 6 (sécurité et santé au travail), 7 (travailleurs migrants), 12 (tripartisme et dialogue social), 14 (liberté syndicale et négociation collective), 17 (lutte contre la discrimination) et 18 (normes internationales du travail).

En ce qui concerne la méthodologie, la formation est conçue comme un processus qui intègre le partage d'informations, de connaissances et d'expériences en vue de l'élaboration de politiques et d'actions syndicales. Les méthodes de formation utilisées reconnaissent l'expérience pratique des participants dans le domaine de l'action syndicale et cherchent à améliorer ces compétences à travers des processus d'apprentissage collaboratif – discussions de groupe, travaux collectifs et présentations –, en groupe ou individuellement. Les programmes de formation puisent également dans l'expérience interrégionale et les participants asiatiques ont souvent eu l'occasion de partager les pratiques et d'apprendre des expériences des syndicats d'Europe, d'Amérique latine et d'Afrique. Chaque activité de formation favorise le suivi des plans d'action par les participants en vue de renforcer l'action des syndicats qui les ont désignés. Les participants ont également l'occasion de discuter et de formuler leurs propres solutions et actions afin de résoudre les problèmes identifiés.

Les plans d'études et les contenus des activités sont constamment mis à jour afin de refléter les nouveaux enjeux et les besoins de formation des syndicats de la région. En 2012, en partenariat avec la CSI, ACTRAV-Genève et le secteur des conditions de travail et de l'emploi du BIT (TRAVAIL), un nouveau cours sur le travail décent pour les travailleurs domestiques a été conçu, réunissant à la fois des syndicats et des organisations de travailleurs domestiques d'Asie en vue de mieux faire connaître la campagne « 12 x 12 » de la CSI et de promouvoir l'organisation et la syndicalisation des travailleurs domestiques. De même, un cours de cinq jours sur les politiques salariales et la négociation collective a également été conçu et mis en œuvre en coopération avec TRAVAIL.

*Formation pour la FTUB et les organisations de travailleurs associées (Myanmar).* Les réformes politiques en cours au Myanmar offrent aux travailleurs birmans de nouvelles possibilités de s'organiser et de lutter pour des conditions de travail décent. ACTRAV-Turin a réalisé, avec le soutien du projet du Centre financé par le gouvernement italien et avec l'aide de la FTUB, une activité de formation sur mesure à Yangon sur la « Promotion de la liberté d'association, du droit d'organisation et de la négociation collective ». Cet atelier a été organisé en coopération avec la CSI et le bureau de l'OIT à Yangon et a contribué à promouvoir l'établissement de plans de suivi pour l'organisation des travailleurs au Myanmar. Idéalement, ACTRAV devrait se doter d'un projet pour développer durablement les capacités des organisations de travailleurs birmanes, et en particulier pour affronter les nombreux besoins de formation dans les domaines de l'organisation syndicale, de la gestion et des compétences de négociation collective.

Dans le cadre de l'accord de coopération avec l'ACFTU signé par ACTRAV-Genève, deux activités de formation sur mesure sont menées chaque année sur une base de cofinancement. Les visites d'étude pour les représentants de l'ACFTU font partie de cette formation et se déroulent généralement auprès de syndicats européens. En 2012, les syndicats CC.OO (Espagne) et ÖGB (Autriche) ont apporté leur soutien à ces visites d'étude. Les activités ont été évaluées très positivement par les participants et les dirigeants de l'ACFTU se sont félicités de cette coopération. Il est espéré que cette expérience positive se transformera en un soutien accru pour les activités

d'éducation et de formation d'ACTRAV dans le cadre de l'initiative de coopération Sud-Sud d'ACTRAV et de l'ACFTU.

En général, les activités de formation sont planifiées en consultation avec le bureau d'ACTRAV pour l'Asie, en gardant à l'esprit les recommandations de politique générale du Comité de la formation syndicale. Cette coordination permet également de prendre en compte les priorités de la région telles que communiquées par les spécialistes de terrain d'ACTRAV, qui souvent sont ensuite impliqués dans l'exécution des activités de formation. Des discussions sont en cours avec le responsable du bureau dans l'optique d'une amélioration de la coordination, qui s'étend également à la mobilisation des ressources et à l'établissement de partenariats pour les activités de formation d'ACTRAV-Turin avec d'autres programmes de l'OIT et avec les syndicats de la région pour un partage des ressources financières et techniques (comme c'est le cas avec la Fondation du travail de Corée ou l'ACFTU).

Étant donné qu'il n'est pas facile de trouver des donateurs pour les activités d'un Programme basé à Turin et destinées à la région Asie-Pacifique, notre approche a donc été de chercher des partenariats avec d'autres syndicats nationaux et organisations de défense des travailleurs de la région afin de coorganiser et cofinancer des activités de formation. Cela a débouché sur des parrainages de visites d'étude par des syndicats européens et sur le cofinancement de programmes de formation sur le terrain par la JILAF (Japon), la KOILAF (Corée du Sud), le SNTUC (Singapour) et la Fondation Friedrich Ebert. Une coopération et un soutien similaires ont été offerts par l'ACFTU pour 2013. Non seulement les partenariats avec les syndicats nationaux en Asie reflètent la reconnaissance positive de l'action d'ACTRAV dans le domaine de l'éducation des travailleurs, mais ils donnent aussi l'occasion au Programme de contribuer aux activités de formation de ces syndicats au niveau des contenus et des méthodes.

Les défis à relever par le Programme :

*La nécessité de développer l'éducation à distance en Asie pour les syndicats, l'obstacle étant le fait qu'il n'y existe pas de langue commune, contrairement à l'Amérique latine ;*

*La nécessité de promouvoir l'intégration d'une perspective de genre dans l'action des syndicats asiatiques et d'offrir de meilleures perspectives aux dirigeantes syndicales ;*

*Le financement de la formation syndicale, et la nécessité de trouver des fonds supplémentaires pour l'éducation ouvrière, notamment à travers les bureaux de terrain de l'OIT et les fonds CTBO du bureau régional du PNUE destinés au Centre de Turin ;*

*La nécessité de planifier les activités du Programme au moins pour deux ans, en phase avec les plans de travail des spécialistes de terrain d'ACTRAV, de sorte que les activités du Centre complètent celles de ces derniers, ainsi que l'implication d'ACTRAV-Turin dans la programmation des activités de coopération technique destinées aux travailleurs ;*

*L'amélioration de la coordination et de la collaboration avec les bureaux extérieurs de l'OIT, où de plus en plus de fonds destinés à la coopération technique sont décentralisés ;*

*Le renforcement du suivi au niveau national avec les syndicats qui envoient des participants aux activités d'ACTRAV-Turin.*

#### **d) Europe**

Au cours de la période sous examen, le modèle social européen est resté sérieusement menacé. L'Europe est confrontée à un phénomène de déficit de travail décent répandu dans toute la région. Les conséquences de la crise, du chômage, en particulier du chômage des jeunes, et de la précarité atteignent des niveaux dramatiques. Dans tous les pays touchés par la crise, le chômage élevé, la hausse de la précarité de l'emploi et les réductions des salaires et des prestations sociales imposées par les mesures d'austérité ont renforcé le sentiment d'injustice des Européens et alimenté les manifestations pacifiques et les débordements plus violents. Selon l'OIT, le chômage est en hausse dans la majorité des pays européens, atteignant des niveaux sans précédent dans l'Union européenne

(UE), en particulier dans les pays d'Europe du Sud. Revenir à la situation d'avant la crise devient un objectif de plus en plus lointain. En 2012, le chômage touchait dans l'UE deux millions de personnes de plus que l'année précédente. La situation des jeunes est particulièrement préoccupante : près d'un jeune sur quatre est sans emploi à l'heure actuelle. Dans certains pays d'Europe du Sud, ce chiffre est même arrivé à plus de un sur deux. L'augmentation du chômage est accompagnée par une croissance du travail précaire, qui se caractérise par une moindre sécurité de l'emploi, des salaires inférieurs, un accès limité à la formation, des risques professionnels plus élevés et une importante réduction de la couverture par la protection sociale et la négociation collective par rapport aux travailleurs employés régulièrement à temps plein. Le travail précaire affecte de façon disproportionnée les jeunes, les travailleurs peu qualifiés, les femmes ayant des responsabilités familiales et les travailleurs migrants. En outre, la crise a encore étendu l'emploi informel, généralement associé à de mauvaises conditions de travail, un faible revenu et l'absence de protection juridique et sociale.

Ces évolutions s'accompagnent de déséquilibres croissants au niveau des salaires, qui sont dans de nombreux pays à la traîne par rapport à la croissance de la productivité. Cette divergence se reflète dans la baisse à long terme de la part occupée par les salaires dans le produit intérieur brut. La crise a également renforcé les tendances à long terme en matière de faibles salaires et de pauvreté dans la région. En 2011, 18,6 millions de personnes étaient touchées par la « pauvreté laborieuse » dans l'UE-27, tandis qu'en Europe du Sud-Est et orientale et en Asie centrale, 8 millions de travailleurs vivaient avec moins de deux dollars des États-Unis par jour. Les dépenses consacrées aux mesures de sécurité et santé au travail (SST) sont également mises sous pression dans de nombreux pays. Les décisions politiques portant sur l'austérité budgétaire ont parfois été associées à une application incohérente des normes internationales du travail, impliquant la négligence ou la violation des principes et droits fondamentaux au travail, notamment la liberté d'association et la négociation collective. La décentralisation de la négociation collective s'est accélérée pendant la crise. Les récentes réformes du droit du travail ont affaibli le rôle des partenaires sociaux dans les négociations sur les salaires et les conditions de travail et dans le processus décisionnel politique au sens large. Ces modèles peuvent aggraver les tendances relevées dans l'emploi précaire et ralentir la croissance des salaires réels par rapport aux gains de productivité.

Dans ce contexte complexe, la stratégie de formation du Programme des activités pour les travailleurs en Europe repose sur quatre piliers : 1) le partenariat stratégique avec les fédérations syndicales européennes dans la mise en œuvre de projets de renforcement des capacités à grande échelle dans les nouveaux États membres et les pays candidats de l'UE, selon une approche sectorielle et multisectorielle ; 2) la poursuite de l'excellente coopération avec la CES sur les projets européens d'intérêt commun, tels que, par exemple, l'emploi et les normes internationales du travail ; 3) la réalisation de formations sur mesure en coopération avec l'Institut syndical européen, en particulier des cours interrégionaux, suscitant la fusion du groupe de participants de l'UE avec des participants d'autres régions du monde sur des sujets d'intérêt commun, tels que la mondialisation, la crise, la négociation collective, les migrations de main-d'œuvre, etc. ; et 4) la poursuite du partenariat et de la coopération réguliers avec le Conseil régional paneuropéen de la CSI, en particulier dans la mise en œuvre de cours de base. S'appuyant sur l'expérience des années précédentes, et dans la mesure du possible, les projets de formation comprennent une composante de recherche et de conception de nouveaux matériels de formation et se concentrent davantage sur la diffusion.

Le projet « Renforcement du dialogue social sectoriel dans les nouveaux États membres et les pays candidats de l'Union européenne dans les secteurs couverts par l'EFFAT et l'EMCEF/IndustriAll » a été, pour la première fois, mis en œuvre non comme un projet du Centre, c'est-à-dire sous l'entière responsabilité du Programme des activités pour les travailleurs, mais selon la nouvelle formule adoptée entre l'OIT et la Commission européenne, via un accord de gestion conjointe sur « la coopération en matière de dialogue social et de relations professionnelles dans le contexte de la crise financière et économique », dans lequel les activités de formation d'ACTRAV ne sont qu'une des composantes d'un projet triennal impliquant différentes unités du Centre et du siège de l'OIT. C'est aussi la première fois qu'un programme de formation a été proposé simultanément à deux fédérations syndicales européennes différentes, à savoir l'EFFAT et l'EMCEF/IndustriAll, dans

l'objectif de réunir les syndicats sectoriels nationaux de différents secteurs – alimentation, agriculture et tourisme d'une part, et exploitation minière, industrie chimique et énergie de l'autre – autour des mêmes thèmes. Afin de maximiser l'impact, le projet a adopté une approche de formation des formateurs, sélectionnant les participants qui étaient en mesure de transférer les connaissances nouvellement acquises aux autres membres de leur organisation, et assurant ainsi l'effet multiplicateur et la diffusion. Les activités de formation ont porté sur une sélection de thèmes d'une liste : 1) dialogue social et négociation collective dans les secteurs couverts par l'EFFAT et l'EMCEF ; 2) renforcement des syndicats grâce à l'organisation et à la consolidation des structures ; 3) impact de la crise sur les droits des travailleurs et les stratégies syndicales ; 4) stratégies de communication pour les syndicats ; et 5) égalité des genres. Les activités de formation ont été réalisées avec le soutien d'ACTRAV, des spécialistes d'ACTRAV du bureau de l'OIT de Budapest et du bureau de l'OIT de Bruxelles.

Lors de la conférence finale du projet, des conclusions ont été adoptées, qui ont identifié le besoin d'une formation supplémentaire sur les thèmes suivants : *renforcement des structures syndicales aux niveaux local et sectoriel ; organisation des travailleurs, en particulier des jeunes et des femmes ; stratégies et compétences de communication pour les syndicats ; réforme et redistribution des ressources financières ; réforme de la législation sociale et du travail ; transformation du travail précaire en travail assorti de droits ; moyens de faire participer activement les membres des syndicats et de rétablir le principe de militantisme dans les organisations syndicales ; et autonomisation politique des syndicats*. Ces thèmes serviront de lignes directrices pour le contenu des activités de formation lors de la deuxième année de mise en œuvre du projet conjoint OIT-CE, en 2013 et au-delà.

Le projet se distingue par le développement et la publication d'un nouvel outil pédagogique destiné à une large utilisation au niveau national, le Manuel d'éducation syndicale sur le dialogue social. Ce manuel est conçu pour les formateurs syndicaux chargés de l'organisation des cours aux niveaux sectoriel et/ou national. Un accent particulier est mis sur les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), les nouveaux États membres de l'UE et les pays candidats, et donc sur les conditions et les besoins spécifiques des syndicalistes de ces pays en matière de renforcement du dialogue social. Le manuel se compose de sept modules de formation traitant chacun d'un sujet spécifique. Dans les modules 1 à 4, la formation vise à permettre aux syndicalistes d'acquérir une meilleure compréhension des différents aspects et niveaux du dialogue social. Ces modules proposent une introduction de base au dialogue social, une explication plus détaillée des processus aux niveaux national et européen, ainsi qu'une présentation des comités d'entreprise européens en tant qu'instrument spécifique de dialogue transnational à l'échelon de l'entreprise. Les modules 5 et 6 portent sur le développement des compétences. Ils abordent les compétences de dialogue social spécifiques à la résolution des conflits et les techniques de négociation. Le module 7 traite de l'intégration des questions de genre, un thème transversal essentiel dans tous les processus de dialogue social. Le manuel est disponible en anglais, bulgare, croate, hongrois, lituanien, polonais, roumain, slovène et tchèque, et il est diffusé avec l'aide des bureaux de l'OIT de Budapest et de Bruxelles, ainsi que par les fédérations européennes suivantes : IndustriAll-ETU, EFFAT, ETF, FETBB et UNI-Europa, via leurs sites web et lors de séminaires.

Un deuxième projet de formation et de recherche sur « Le travail décent pour les travailleurs domestiques » a été mis en œuvre en partenariat avec l'EFFAT et la CES et en étroite collaboration avec la CSI, réunissant les confédérations syndicales nationales et les syndicats sectoriels qui organisent les travailleurs domestiques autour de l'objectif commun de reconnaissance et d'extension des droits des travailleurs domestiques dans certains États membres de l'UE. Ce projet recommande la ratification de la Convention sur les travailleuses et travailleurs domestiques (C. 189, 2011) et souligne l'attention qui doit être accordée par les législateurs à la Recommandation sur les travailleuses et travailleurs domestiques (R. 201, 2011) qui l'accompagne. Le volet de formation a porté essentiellement sur l'explication des normes de l'OIT et du processus de ratification, ainsi que sur l'échange international d'expériences syndicales en matière d'organisation des travailleurs domestiques et de protection de leurs droits par la législation, les conventions collectives et les

initiatives communes des partenaires sociaux. Une recherche a été menée, qui a débouché sur un rapport intitulé « Travail décent pour les travailleurs domestiques : droits au travail, protection sociale et initiatives syndicales en Europe », contenant des études de cas sur l'Allemagne, l'Espagne, l'Irlande et l'Italie et diffusé aux organisations affiliées à la CES et à l'EFFAT. Disponible en anglais, espagnol, français et italien, il est utilisé au niveau national comme base pour les discussions, politiques, actions et campagnes des syndicats. Le projet a été réalisé avec la contribution d'ACTRAV, du programme MIGRANT du BIT et des bureaux de l'OIT à Berlin, Madrid et Rome.

La collaboration de longue date et fructueuse avec l'Institut syndical européen (ISE) s'est poursuivie en 2012, avec la mise en œuvre conjointe de trois activités de formation. Dans deux d'entre elles, des participants originaires de l'UE, sélectionnés par l'ISE, ont été mélangés avec des participants venus d'Amérique latine et des nouveaux États indépendants, afin de bénéficier d'une fertilisation croisée entre les régions.

Une de ces approches expérimentales de la formation a été essayée et testée lors du cours hautement interactif destiné aux jeunes dirigeants syndicaux des nouveaux États indépendants sur les compétences et stratégies de communication dispensé en russe, regroupé avec le cours de l'ISE sur la communication pour les États membres de l'Union européenne, en anglais et en espagnol. Malgré la barrière linguistique, cette formation innovatrice dans la méthodologie et le contenu a été très bien accueillie par les participants et a réalisé un score d'évaluation globale exceptionnel de 4,75. Cela signifie qu'en dépit des difficultés rencontrées dans l'organisation de ces cours complexes, ACTRAV devrait continuer dans cette direction et offrir de tels modèles de formation uniques. Ce cours de base a été réalisé avec le soutien de spécialistes d'ACTRAV des bureaux de l'OIT de Budapest et de Moscou, d'ACTRAV et de DCOMM (BIT), et les activités menées en collaboration avec l'ISE ont bénéficié de l'expertise de collègues des programmes DIALOGUE SOCIAL et MIGRANT du BIT, et du Programme de la protection sociale du Centre de Turin.

Pour la réalisation du cours de base ainsi que dans les différents projets et activités de formation, les excellentes relations de travail avec le bureau d'ACTRAV pour l'Europe, les spécialistes d'ACTRAV à Budapest et Moscou et le bureau de l'OIT de Bruxelles ont été essentielles. En particulier, il est intéressant de souligner l'engagement très actif des bureaux de Budapest et de Bruxelles dans la diffusion du récent manuel ACTRAV/CIF-OIT pour la formation syndicale sur le dialogue social.

En 2012, les 14 activités mises en œuvre par ACTRAV-Europe ont formé 495 représentants des travailleurs, dont 232 femmes, soit 46,86 %. Il s'agit là d'un développement positif, principalement dû à la participation majoritairement féminine au projet sur les travailleurs domestiques. Par rapport aux 511 participants formés en 2011, 2012 a enregistré une légère baisse de 3 %. En dépit de nombreuses évolutions positives, il convient de signaler une tendance négative : celle de la forte baisse du nombre total de représentants des travailleurs formés par les autres programmes du CIF-OIT.

En ce qui concerne les plans pour 2013, un nouveau projet multisectoriel est prévu pour les secteurs couverts par IndustriAll, ainsi que la réalisation d'une ou plusieurs activités de formation sur mesure pour les affiliés de la CES, d'UNI-Europa et de l'ETF et d'un certain nombre d'autres partenaires.

Le cours de base en russe pour les nouveaux États indépendants sera axé sur la négociation collective. De nouveaux matériels didactiques seront préparés sur l'organisation des travailleurs et la négociation collective.

#### **d) Pays arabes**

La situation sociopolitique qui se fait jour dans la région arabe possède un potentiel

d'introduction d'un nouvel ordre social démocratique et d'une approche du développement qui engage les citoyens dans la formulation de politiques de développement et qui réponde aux aspirations de millions de jeunes et de femmes arabes à un travail décent, mais elle présente aussi des risques sérieux de tendances négatives dans une direction opposée. Elle n'en représente pas moins, pour la communauté internationale, une occasion de renforcer les institutions démocratiques, les organisations de la société civile et le mouvement syndical qui aideront à la promotion de la justice sociale, d'une bonne gouvernance et d'un processus de développement démocratique.

Le rôle éminent du mouvement des travailleurs en tant que catalyseur du changement démocratique a ouvert des perspectives et apporté des priorités nouvelles au syndicalisme dans la région. Dans certains pays, de nouveaux syndicats apparaissent ; dans d'autres, ceux qui existent ont été des promoteurs actifs du changement ou subissent un processus de transformation. De manière générale, la liberté syndicale a acquis davantage de pertinence en tant que moyen de promouvoir les actions collectives, et le dialogue social entre syndicats et employeurs pourrait également jouer un rôle important à cet égard.

Pour répondre aux réalités qui se font jour et compte tenu du potentiel des mouvements de travailleurs, le Programme des activités pour les travailleurs de Turin vise à renforcer la capacité institutionnelle et technique des syndicats d'être des organisations indépendantes, démocratiques et représentatives et à développer les capacités des organisations de travailleurs dans la région d'Afrique du Nord de s'engager efficacement dans le dialogue social et de politique générale et les négociations par la promotion de la liberté syndicale et du droit à la négociation collective, d'influencer les décisions publiques et de défendre les droits et les intérêts des travailleurs. Les syndicats sont aussi appelés à contribuer au développement démocratique, inclusif et durable en mettant l'accent sur le respect des droits sur le lieu de travail, la condition féminine et l'emploi des jeunes.

Nos activités dans la région ont également cherché à créer des occasions d'échange d'expériences et de mise en réseaux entre les syndicats des pays arabes, grâce aux synergies et à la coopération avec d'autres projets exécutés par ACTRAV, la CSI, la CES et d'autres organisations partenaires dans la région.

Les défis que doivent relever les syndicats dans la région exigeraient la mise en œuvre d'**un programme global de développement des capacités incluant un appui technique à la fonction de dirigeant syndical et à la formation sur les questions organisationnelles, socio-économiques et juridiques pour les travailleurs organisés et inorganisés**, et contribuant aussi à l'établissement d'un **réseau d'éducation et de recherche** pour la région qui viendrait renforcer une coordination régionale intersyndicale plus efficace.

Les pays de la région arabe ont encore à relever des défis majeurs en ce qui concerne leur modèle de développement économique et social, la pauvreté et le chômage, ainsi que sur le front de l'action syndicale et d'autres droits de l'homme. L'absence de politiques de promotion de la croissance et de l'emploi et de mesures visant à promouvoir le respect des droits fondamentaux au travail crée des tensions sociales et un mécontentement général parmi les travailleurs. La région a un besoin urgent de diversification économique et les pays arabes doivent élargir leurs marchés intérieurs : cela implique, entre autres, des mesures en faveur du travail décent et du respect des normes internationales du travail, en particulier de la liberté syndicale.

Un projet soumis à Europe Aid, consacré au développement des capacités des syndicats en faveur du travail décent et d'un développement démocratique et durable, ayant malheureusement été rejeté, nous sommes engagés dans la recherche d'autres sources de financement pour développer notre programme de formation dans les pays arabes, avec l'appui d'ACTRAV, de la CES, de PRODEV et du département de la formation du CIF-OIT. Les priorités en matière de formation syndicale sont : l'organisation et la construction de syndicats démocratiques, représentatifs et efficaces, la connaissance des normes internationales du travail, les mécanismes de l'OIT relatifs à la liberté syndicale, les compétences en matière de négociation collective, la sécurité sociale, l'emploi des jeunes, l'organisation en zones économiques spéciales et la migration. Tout aussi importante est l'intégration d'une perspective de genre pour la prise en compte des besoins des travailleuses dans les

relations professionnelles et dans la direction des syndicats, leurs programmes et leurs actions.

En 2012, les cours réguliers suivants ont eu lieu sur le campus de Turin :

- « **Vers un syndicalisme démocratique et le travail décent dans les pays arabes** » - (15 participants, dont quatre femmes)

Ce cours de base, préparé en étroite collaboration avec la CSI et des collègues d'ACTRAV chargés de la région arabe, visait à approfondir chez les représentants syndicaux la compréhension de la nature des syndicats indépendants et démocratiques et des structures syndicales, des institutions et des politiques de dialogue social démocratique pour la promotion du travail décent et des systèmes de relations professionnelles réactifs, et à appuyer le Forum syndical régional récemment établi.

- « **Formation syndicale sur les politiques de protection sociale et de sécurité sociale** » - (17 participants, dont sept femmes)

Ce cours de base a contribué à renforcer les capacités de promotion des droits fondamentaux des travailleurs à l'époque de la mondialisation et d'élaboration de politiques et de stratégies syndicales en vue de promouvoir la sécurité sociale pour tous les travailleurs, en particulier pour ceux de l'économie informelle.

## **f) Activités interrégionales**

Le nombre des activités interrégionales a été limité du fait des contraintes en matière de ressources et du report du cours sur « Le travail décent pour les travailleurs domestiques » en 2013, afin de profiter, dans sa mise en œuvre, des huit activités organisées en 2012 sur ce sujet.

Néanmoins, chacune de ces activités offre d'intéressantes perspectives potentielles de développement futur de notre Programme, comme la coopération avec des centrales nationales et des FSI et la mise à l'essai de nouveaux programmes (comme dans le cas du cours sur le développement durable et les emplois verts) à la suite de plusieurs activités antérieures organisées au niveau régional.

Un bref résumé des activités de formation interrégionales menées l'année dernière est présenté ci-dessous :

- « **Formation syndicale sur les relations professionnelles et l'économie informelle** » pour les pays africains lusophones et le Brésil, en portugais, avec 14 participants, dont huit femmes.

Ce cours de base a contribué à renforcer les capacités de promotion des droits fondamentaux des travailleurs de :

- ✓ Comprendre les différents aspects du travail et évaluer les politiques syndicales actuelles avec les travailleurs de l'économie informelle ;
- ✓ Identifier les problèmes clés, les exemples de bonnes pratiques et les difficultés que rencontrent les politiques syndicales dans l'économie informelle ;
- ✓ Incorporer une perspective de genre à la politique syndicale menée dans l'économie informelle ;
- ✓ Adopter une approche basée sur des droits pour la conception de politiques syndicales dans l'économie informelle.

- « **Formation syndicale sur le travail décent, le développement durable et les emplois verts** » – Cours interrégional dispensé en anglais et en espagnol, avec 16 participants, dont huit femmes.

Ce cours de base a contribué à renforcer les capacités et les compétences du mouvement syndical en formant des responsables syndicaux impliqués dans la promotion du développement

durable et du travail décent, en faisant spécifiquement référence à la Déclaration sur la justice sociale de 2008 et au Pacte mondial pour l'emploi de 2009. Il a plus spécialement consisté à :

- ✓ Examiner quelques concepts clés de la réflexion environnementale, dont les notions de crise environnementale, de croissance et de développement durable, et analyser les caractéristiques du modèle de production économique dominant et son impact social et environnemental ;
  - ✓ Analyser les problèmes et les perspectives de la génération du travail décent dans un nouveau modèle de production et de consommation durables ;
  - ✓ Explorer différentes approches de l'action syndicale sur les questions environnementales à tous les niveaux à partir du lieu de travail, en se concentrant sur des exemples de lieux de travail plus durables et sur le dialogue social tripartite et bipartite, et en présentant des exemples d'action syndicale en matière d'environnement ;
  - ✓ Partager la conception transversale d'une approche du développement durable en réponse à la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale, au Pacte mondial pour l'emploi et à l'initiative pour les emplois verts de l'OIT et d'autres agences des Nations unies, ainsi que d'organisations syndicales internationales (CSI).
- **A9-05450** – « 2<sup>e</sup> réunion du réseau FIAT/Chrysler » - en anglais/français/espagnol/italien/polonais/tchèque/serbe, avec 65 participants, dont neuf femmes.

Cette activité, menée en partenariat avec la fédération mondiale IndustriAll, vise à renforcer l'action de coordination syndicale aux niveaux européen et international et inclut toujours une composante de formation liée aux questions émergentes dans les relations professionnelles avec l'entreprise concernée.

- **A905346** – « Cours de formation de jeunes dirigeants pour la CISL d'Italie » - en anglais et italien, avec 27 participants, dont 11 femmes.

Ce cours représente une première expérience d'activité de formation sur mesure pour une centrale nationale de la zone de l'OCDE existant depuis de longues années. Il s'est notamment inscrit dans un programme plus large (une série de modules de formation d'une semaine dans l'année, menée par l'école nationale de formation de la CISL à Fiesole, Florence) pour les jeunes dirigeants de la Confédération italienne des syndicats de travailleurs (CISL). Les participants ont été informés sur les questions fondamentales liées aux fonctions de l'OIT et sur les priorités du Groupe des travailleurs, ainsi que sur le mouvement syndical international. De plus, ils ont participé à une session conjointe avec les participants au cours interrégional sur le travail décent, le développement durable et les emplois verts, ce qui a donné lieu à un échange d'expériences très efficace et concluant.

### **B.13 Technologies de l'information et de la communication**

Les technologies de l'information et de la communication – l'utilisation des ordinateurs et des communications informatiques – constituent un outil essentiel pour le développement des capacités syndicales. Ces dernières années, le Programme a donc accumulé une expérience appropriée de la conduite de cours résidentiels sur ces technologies, organisé des séminaires d'une semaine et des activités mixtes d'un an sur ce sujet, fourni des services consultatifs, produit des matériels didactiques spécifiques et dispensé des cours entièrement en ligne.

En 2012, le Programme a cherché à actualiser et à adapter les services de TIC existants, en mettant l'accent sur les besoins émergents des syndicats et sur le Programme des activités pour les travailleurs, ainsi que sur une utilisation optimale des ressources.

**On a tout particulièrement veillé à compléter la restructuration du système en vue d'une utilisation décentralisée de la plate-forme, pour que l'éducation à distance et les conférences puissent être gérées au niveau régional, et pour unifier ce système avec le reste du Centre.**

La plate-forme SoliComm constitue le principal outil de déploiement de cette stratégie. SoliComm est un système informatique intégré spécialement mis au point par le Programme pour

aider les syndicats à échanger des connaissances, collaborer et suivre des formations en ligne. Une coopération plus étroite avec les services TIC du Centre a été mise en œuvre en 2012 pour favoriser les synergies et économiser les ressources. Ce travail est maintenant achevé avec l'utilisation du nouveau logiciel, mais ce processus a encore engendré quelques difficultés dans la réalisation de nouvelles activités d'éducation à distance au cours de l'année 2012. Pour l'avenir, le Programme prévoit de s'appuyer sur les compétences acquises pour mieux servir les syndicats à travers le monde, ainsi que l'ensemble du programme concernant les travailleurs, dans les domaines suivants :

*a) Éducation à distance et « mixte »*

Grâce à SoliComm, l'enseignement à distance par communication informatique fait désormais partie intégrante de l'offre didactique du Programme, qui a organisé des sessions en ligne avant et après tous les cours résidentiels. Cette modalité « mixte » permet aux participants de se préparer à la phase résidentielle et de rester en contact entre eux par la suite, ainsi que de se tenir au courant des dernières évolutions relatives aux sujets centraux du cours résidentiel.

*b) Partage de connaissances et collaboration*

SoliComm est une plate-forme intégrée destinée aux syndicats et organisations du mouvement syndical. Ces dernières années, ses services ont été améliorés pour permettre des échanges plus riches et plus conviviaux entre les utilisateurs.

De plus, grâce à l'Innovation Fund, une plate-forme interactive de formation syndicale pour la promotion appelée « Labour-Cubipedia » devait être créée en 2012. Le projet a été conçu par le Programme et bénéficie de la collaboration, en tant que partenaires extérieurs, de deux institutions espagnoles, la Fundación Formación y Empleo Miguel Escalera (FOREM) et l'Instituto de Formación y Estudios Sociales (IFES). Cette plate-forme proposera une **formation syndicale intégrale sur le travail décent** (avec des lignes directrices, des manuels et des guides du formateur). Le processus de formation proposé pourra être adapté aux réalités nationales comme aux priorités et aux besoins de chaque syndicat. La plate-forme donnera également accès à des **outils pratiques** en ligne qui éclaireront les synergies entre la formation, les compétences professionnelles et la négociation collective, et à une « **Encyclopédie syndicale sur le travail décent** » en ligne qui rappellera le modèle « Wikipedia ». Le projet sera achevé en 2013.

## **B.14 Rapport financier**

En 2011, le Programme a financé ses cours, activités et projets de plusieurs manières. ACTRAV-Genève a apporté des moyens prélevés sur les crédits de la coopération technique financée par le budget ordinaire (CTBO); le Centre de formation a amené des fonds provenant de la contribution volontaire italienne, de l'excédent d'exploitation et de la CTBO régionale ; des fonds régionaux de l'OIT et des départements du BIT à Genève ont également été utilisés. Un certain nombre d'organisations syndicales ou favorables au mouvement ouvrier, nationales et internationales, ont cofinancé des activités du Programme. Enfin, des projets financés par l'Union européenne ou par des gouvernements ont contribué partiellement ou en totalité à l'exécution d'un nombre important d'activités.

En 2012, comme l'indique le Tableau 5, le Programme a reçu un montant de fonds nouveaux très limité au titre de la contribution italienne, ce qui a été compensé par le report d'économies réalisées en 2011. Comme cette tendance semble devoir être la règle dans l'avenir, une politique d'économies a permis de reporter une partie des fonds captifs, ce qui contribuera à compenser partiellement la réduction des fonds nouveaux prévue pour 2013.

En conséquence, les fonds captifs ont représenté 42,75 % des ressources (contre 29,57 % en 2011 et 50,63 % en 2010), et la contribution de la CTBO régionale est restée stable. D'autres sources de financement externe ont couvert 9,1 % des ressources (contre 9,3 % en 2011 et 8,1 % en 2010).

En ce qui concerne les ressources liées à des projets, elles ont confirmé leur importance pour assurer le volume et la qualité des activités, mais les chiffres montrent clairement à quel point elles

sont imprévisibles. En 2012, elles ont représenté 44,0 % du total des ressources du Programme (contre 53,3 % en 2011 et 31,7 % en 2010).

L'exécution des cours réguliers à Turin a absorbé environ 73 % de la totalité des fonds captifs disponibles, ne laissant que des ressources limitées pour les activités de terrain (largement financées de manière exclusive par les projets) et pour un report prudent sur l'année à venir.

Un rapport détaillé sur le report de l'utilisation des contributions de l'Italie et d'ACTRAV-Genève en 2012 se trouve en Annexes 11 et 11 bis.

**Tableau 5 - Programme des travailleurs : ressources financières (2011-2012)**

Sources de financement	2011	2012	Diff.	Notes
<b>Contribution volontaire italienne</b>	468.211 €	511.145 €	+ 42.934 €	Dont 400.197 € de report de 2011 sur 2012
<b>ACTRAV</b>	660.802 €	693.318 €	+ 32.516 €	La contribution du CTBO d'ACTRAV est versée à 60 % la 1 <sup>re</sup> année du biennat et à 40 % la 2 <sup>e</sup> année
<b>CTBO/OIT/CT</b>	216.211 USD	215.000 USD	=	La contribution CTBO/OIT/CT est versée à environ 60 % la 1 <sup>re</sup> année du biennat et 40 % la 2 <sup>e</sup> année
<b>TOTAL</b>	<b>2.640.390 €</b>	<b>2.207.151 €</b>	<b>- 433.239 €</b>	
<b>Contribution des projets</b>	1.406.830 €	971.751 €	- 435.709 €	
Contribution aux coûts fixes	705.239 €	659.730 €	- 45.509 €	
<b>% CFC par rapport au total des ressources</b>	<b>26,71 %</b>	<b>29,89 %</b>	+ 3,18 %	

**Contribution des projets en 2012 :**

<b>Union européenne</b> (travailleurs domestiques & dialogue social sectoriel)	552.900 €
<b>Espagne</b> (sécurité sociale – phase finale)	229.486 €
<b>Italie</b> (MENA et Myanmar)	49.866 €
<b>Communauté wallonne</b> (Région des Grands Lacs & Afrique)	106.499 €
<b>Suède</b> (SST en Afrique)	33.000 €

## B.15 L'équipe d'ACTRAV-Turin

Les personnes rattachées au Programme en 2012, ainsi que leurs responsabilités, figurent ci-après :

M. Giacomo Barbieri,	chef du Programme et chargé des activités interrégionales ; point focal sur l'intégration de la dimension de genre
M. Jesus García Jimenez,	responsable de programmes, chargé du programme régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; point focal sur la sécurité sociale et l'éducation à distance et coordonnateur du projet sur la sécurité sociale en Amérique latine
M. Mban Kabu,	responsable de programmes, chargé du programme régional pour l'Afrique ; point focal sur les droits des travailleurs et en matière de VIH et Sida
M. Arun Kumar,	responsable de programmes, chargé du programme régional pour l'Asie et le Pacifique ; point focal pour la migration, les politiques de l'emploi et l'économie non structurée
M <sup>me</sup> Evelin Toth,	responsable de programmes, chargée du bureau régional pour l'Europe
M <sup>me</sup> Martha Tirelli,	assistante du Programme
M <sup>lle</sup> Daniela Klein,	secrétaire de programmes, point focal sur l'intégration de la dimension de genre
M <sup>me</sup> Clelia Pellerino,	secrétaire de programmes
M <sup>lle</sup> Daniela Ciot,	secrétaire de programmes adjointe (sur projet)

Le personnel a déployé tous ses efforts pour répondre aux demandes découlant des activités et pour maintenir des normes de qualité élevées. Il y est parvenu grâce à son engagement permanent.

Il convient également de remercier certains collaborateurs du Programme en 2012, en particulier Kristin Carls, Giulia Massobrio et Gaëlle Stierlam, pour la contribution hautement positive qu'ils ont apportée.

## B.16 Spécialistes du CIF-Turin, d'ACTRAV, de l'OIT et externes

Le Programme recourt à des spécialistes externes pour ses cours et autres activités, ce qui permet aux participants de se familiariser avec des points de vue et des expériences provenant de différentes régions et de nombreuses organisations syndicales à travers le monde. En outre, les spécialistes fournissent des experts capables d'enseigner sur les thèmes spécifiques couverts par le Programme.

En 2012, le Programme a recouru aux services de 163 spécialistes externes, dont 42 % de femmes et 67 nationaux de pays hors Europe. Ils provenaient de 32 pays hors Europe et de 18 pays européens. Vingt et un fonctionnaires du siège et des bureaux régionaux de l'OIT ont fait partager leur savoir aux participants aux cours et activités du Programme, et 25 fonctionnaires d'ACTRAV-Genève et des bureaux régionaux de l'OIT ont conduit des sessions de formation lors des cours et activités. Enfin, dix spécialistes d'autres programmes techniques du Centre ont contribué aux activités d'ACTRAV-Turin.

Des spécialistes externes sont également venus directement des organisations syndicales nationales ou internationales ou ont été impliqués dans des activités syndicales. Tous possédaient une grande expérience de formateurs syndicaux et étaient des spécialistes des thèmes spécifiques traités par le Programme. Quatorze représentants des syndicats italiens ont mené des sessions sur la structure du mouvement syndical en Italie et en Europe.

Une liste complète des spécialistes et des activités liées à des projets figure en Annexe 12.

## **B.17 Participation des travailleurs aux activités du Centre, y compris les cours bipartites et tripartites**

En 2012, 300 travailleurs (dont seulement 27,9 % de femmes) ont suivi au Centre des cours qui n'étaient pas organisés par le Programme des activités pour les travailleurs, contre 566 en 2011 et 785 en 2010 (voir les Tableaux 6 et 7).

Ces chiffres ne représentent qu'un très faible pourcentage (2,86 %) du total des participants aux activités du CIF-OIT. Les travailleurs qui ont assisté aux cours organisés par ACTRAV-Turin représentent 79,85 % du nombre total des travailleurs participant aux activités du Centre de Turin. On trouvera des informations détaillées à ce sujet en Annexe 13.

Si l'on considère la participation globale des travailleurs et des employeurs, les chiffres sont tout aussi insatisfaisants : **les travailleurs et les employeurs participant aux activités non organisées par ACTRAV ou ACTEMP représentent seulement 4.4 % du nombre total des participants aux activités du CIF-OIT** et les activités d'ACTEMP couvrent 77,5 % du total des participants représentant les employeurs.

En ce qui concerne **les académies, elles ont été au nombre de huit en 2012, avec 632 participants. Seuls deux travailleurs (0,16 %) y ont participé**, et seulement cinq employeurs (0,79 %).

Ce niveau extrêmement bas et le déclin continu de la participation des travailleurs et des employeurs aux activités du Centre, et en particulier aux académies, mettent en évidence un déficit inacceptable de représentation tripartite et de tripartisme en général.

**En fait, en 2012, les cours qui peuvent être considérés comme bipartites ou tripartites n'ont été qu'au nombre de 20 et ont inclus 243 travailleurs**, contre 416 en 2011 et 667 en 2010.

Il convient de souligner que parmi ces 20 activités, **sept ne s'adressaient qu'aux travailleurs** (cinq menées par l'ILS et deux par EMLD), **avec la participation de 128 travailleurs** :

- trois activités, en partenariat avec l'ITF, sur la convention maritime, avec 67 participants (ILS)
- deux activités, en Afrique et en Amérique latine, sous la responsabilité d'ACTRAV-Genève, sur l'ILS et la liberté syndicale, pour les avocats favorables au mouvement ouvrier, avec 47 participants (ILS)
- deux activités, en Afrique, sur les financements accessibles aux travailleurs, probablement avec des spécialistes de terrain d'ACTRAV, avec 18 participants (EMLD).

De plus, dans ces cas, lorsque des activités ne concernent que les travailleurs, le Programme des activités pour les travailleurs devrait être impliqué dans leur conception et leur exécution.

Dans la pratique, les activités tripartites n'ont été qu'au nombre de 13, avec 111 participants, comparées aux 425 activités du Centre (3,0 % du total), avec 10.847 participants (0,9 % du total).

Dans la situation actuelle, **la majorité absolue des travailleurs participant au cours non organisés par ACTRAV-Turin est financée par des sponsors (au sein de l'OIT ou dans le cadre de projets), ce qui occasionne de sérieux problèmes dans le processus de désignation de candidats par le Secrétaire du Groupe des travailleurs, qui est trop fréquemment contourné par des décisions prises en d'autres lieux.**

**Tableau 6 - Ensemble du Centre : travailleurs ayant participé à des activités de caractère bipartite ou tripartite (2012, par programme)\***

\* activités clairement bipartites ou tripartites, ou pour lesquelles la participation cumulée des travailleurs et des employeurs dépassait 40 % du total des participants, ou la participation des travailleurs dépassait à elle seule 25 % du total des participants

PROGRAMME	AFRIQUE		AMÉRIQUES		ASIE		EUROPE		ETATS ARABES		TOTAL
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
ILS/FPR (6 activités)	14	11	29	13	16	1	31	5	0	0	120
EMLD (3 activités)	12	7	0	0	1	1	1	0	0	0	22
SOCPRO (2 activités)	6	2	6	0	0	0	0	0	0	0	14
SOCDIA (5 activités)	25	3	0	0	0	1	11	8	1	0	49
ERAS (1 activité)	1	0	0	0	2	1	0	0	0	0	4
GENDER (1 activité)	0	0	0	0	0	0	2	2	0	0	4
EPSD (2 activités)	1	1	1	0	14	2	1	0	0	0	20
PRODEV (1 activité)	0	0	0	0	0	0	8	2	0	0	10
<b>TOTAL (21 activités)</b>	<b>59</b>	<b>24</b>	<b>36</b>	<b>13</b>	<b>33</b>	<b>6</b>	<b>54</b>	<b>17</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>243</b>
<i>TOTAL 2011(36 activités)</i>	<i>140</i>	<i>38</i>	<i>35</i>	<i>14</i>	<i>47</i>	<i>20</i>	<i>76</i>	<i>36</i>	<i>8</i>	<i>2</i>	<i>416</i>

**Tableau 7 - Ensemble du Centre, à l'exclusion du Programme des travailleurs : nombre de travailleurs ayant participé aux activités (2012)**

PROFRAMME	AFRIQUE		AMÉRIQUE		ASIE		EUROPE		ÉTATS ARABES		TOTAL
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
ILS/FPR	17	12	29	14	18	1	33	6	0	0	130
GENDER	1	3	0	0	0	3	2	4	0	0	13
EPSD	3	2	4	0	14	2	2	0	0	0	27
ERAS	2	1	0	0	2	2	0	0	0	0	7
EMLD	18	8	0	2	1	1	1	0	0	0	31
SOCPRO	13	5	6	2	1	0	0	0	0	0	27
SOC DIA	29	5	0	0	0	1	11	8	1	0	55
ACTEMP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SDG	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
DELTA	0	0	1	0	1	2	0	0	0	0	4
PRODEV	0	0	0	0	0	0	13	3	0	0	16
<b>TOTAL</b>	<b>84</b>	<b>36</b>	<b>40</b>	<b>18</b>	<b>37</b>	<b>12</b>	<b>62</b>	<b>21</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>311</b>
<i>TOTAL 2011</i>	<i>184</i>	<i>54</i>	<i>59</i>	<i>28</i>	<i>60</i>	<i>21</i>	<i>98</i>	<i>49</i>	<i>9</i>	<i>4</i>	<i>566</i>

## C. Rapport préliminaire pour 2013

### *Remarques générales*

En 2013, the Programme fonctionne dans le contexte budgétaire préoccupant que nous avons déjà connu en 2012, mais avec des perspectives négatives concernant la possibilité de réaliser de nouveaux projets financés par des sponsors. Cette situation maintiendra le Programme dans une situation d'instabilité, avec une dépendance accrue vis-à-vis de ressources imprévisibles et en tout cas étroitement liées. Les résultats attendus en matière de participation des travailleurs aux activités du Programme des travailleurs et à toutes les activités du Centre confirmeront probablement la tendance apparente dans le tableau ci-dessous, qui s'éloigne de la cible fixée par le Plan stratégique du CIF-OIT.

**Tableau 8 – Les participants aux activités (2012/2011)**

	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>Différence</b>
<b>Total des participants au CIF-OIT</b>	11.958	10.847	- 1.111
<b>Total des travailleurs participant au CIF-OIT</b>	2.548	1.543	- 1.005
<b>Total des participants à ACTRAV-Turin</b>	1.982	1.233	- 749
<b>Différence par rapport à la cible du Plan stratégique (2.200 travailleurs)</b>	+ 348	- 657	

Pour résumer, **les Programmes des activités pour les travailleurs et pour les employeurs perdent en une année plus de 1.300 participants (soit davantage que la perte globale du Centre)**. Ces chiffres indiquent l'existence d'un problème spécifique de stratégie de financement des programmes liés aux partenaires sociaux, problème qui devrait être traité avec des solutions spécifiques.

**La possibilité d'organiser un programme d'activités approprié au développement des capacités des mandants de l'OIT dépend de l'obtention de ressources supplémentaires en amont et de la disponibilité en temps opportun des ressources provenant de projets.** La Direction du Centre a un rôle fondamental à jouer dans ce processus, y compris par l'implication de l'OIT, en s'efforçant de mettre en pratique une stratégie adéquate liée au processus de réforme de l'OIT elle-même. Nous comptons comme toujours sur le plus haut degré de coopération et d'intégration possible avec ACTRAV et avec le Groupe des travailleurs, condition nécessaire pour déterminer le meilleur équilibre entre les différents types d'activités (cours réguliers, sur le campus, sur le terrain et à distance) et renforcer la stabilité à long terme et la pertinence du Programme.

Le Programme des activités pour les travailleurs, conjointement avec ACTRAV et avec le Groupe des travailleurs, est engagé dans la création de conditions favorables à l'élaboration de **produits spécifiques pour la composante « formation » d'un plus large processus de développement des capacités institutionnelles pour les syndicats**, et quelques premiers pas prometteurs dans cette direction positive semblent réalisables, en coopération avec la nouvelle organisation conçue par la réforme du siège et des structures de l'OIT.

D'un autre côté, nous rencontrons des difficultés accrues concernant l'allocation au Programme des activités pour les travailleurs de ressources provenant de la CTBO régionale attribuées au Centre, difficultés essentiellement liées aux conflits de priorités entre notre Programme et les bureaux régionaux, et à une concurrence croissante entre les programmes techniques à l'intérieur du Centre, qui accroissent la possibilité de choix unilatéraux de la part des bureaux régionaux.

### Activités prévues en 2013

Grâce aux reports de ressources de 2012 et à quelques petits projets, **64 activités sont prévues par le Programme** : 22 à Turin, 35 sur le terrain et sept sous la forme de cours d'éducation à distance ou mixtes, le nombre des participants prévu avoisinant les 1.400. Toutefois, une partie des ressources nécessaires à la réalisation de ces activités demandent encore à être garanties ou liées à l'approbation de projets en suspens.

Du point de vue de l'offre de formations, le Programme des activités pour les travailleurs inclut dans le contenu des plans d'études existants des sujets liés aux priorités du Groupe des travailleurs en actualisant l'offre ancienne et en élaborant de nouveaux programmes sur *Développement durable et travail décent*, *L'organisation et la négociation collective dans les EMN pour le respect des droits des travailleurs* et *Droits syndicaux et normes internationales du travail pour les travailleurs domestiques*.

Les efforts tendant à lier les thèmes de base (normes internationales du travail, liberté syndicale et droit à la négociation collective, travail décent et intégration d'une perspective de genre) aux préoccupations vécues les plus urgentes des travailleurs de l'économie mondiale continueront d'orienter l'activité du Programme, en vue d'apporter une contribution efficace au développement des capacités des syndicats à travers le monde.

L'organisation et la négociation collective, ainsi que les EMN, les conditions de travail, la lutte contre l'inégalité, la pauvreté et la précarité, sont parmi les principaux domaines dans lesquels le Programme des activités pour les travailleurs sera engagé dans l'offre de formations visant à favoriser l'action collective des syndicats.

Des efforts particulièrement importants seront également déployés en 2013 pour poursuivre le développement du ***nouvel ensemble de modules de formation répondant aux besoins de développement des capacités rencontrés par les syndicats dans le processus de conception et de mise en œuvre des PPTD***, à travers une approche basée sur la Déclaration sur la justice sociale de 2008 et sur l'interdépendance des quatre piliers de l'Agenda du travail décent. Ce programme de formation (appelé « Travail décent au cube ») est étroitement lié à l'identification des possibilités de recevoir des ressources supplémentaires réservées pour sa mise en œuvre. Il en ira de même pour un nouveau programme de formation sur les entreprises multinationales que nous prévoyons de lancer en 2013.

Sur la base de l'expérience nouvelle de ces dernières années, le Programme devra poursuivre et ajuster ses efforts pour consolider et améliorer, par le biais d'un ensemble d'actions, la qualité, l'efficacité et la pertinence pour les organisations syndicales de ses activités de formation :

- **Conception de parcours pédagogiques intégrés visant à renforcer le développement des capacités** par la formation de spécialistes de sujets spécifiques et de la promotion des capacités de formation en vue d'une plus ample diffusion ;
- **intégration et partage d'informations accrus avec d'autres activités de formation** réalisées sur le terrain par des spécialistes d'ACTRAV et par des organisations syndicales régionales et nationales ;
- coopération renforcée avec les autres programmes techniques du Centre afin, entre autres, d'accroître la valeur ajoutée des contributions des travailleurs à leurs activités ;
- réalisation d'activités dans le cadre de projets, avec un accent particulier sur les cours interrégionaux ;
- **meilleure interaction avec les organisations nationales et une évaluation plus concrète de l'impact de la formation**, ce qui pourrait également déboucher sur une sélection plus adéquate des participants à nos cours (de nouvelles procédures de suivi doivent être mises au point).

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, outre la nécessité de disposer d'un financement adéquat prévisible, il pourrait être envisagé de planifier nos activités sur une base biennale.

En ce qui concerne les cours réguliers, le Programme a prévu cette année d'en mener jusqu'à 12, mais nous devons contrôler avec soin la disponibilité des ressources afin de maintenir un bon équilibre avec d'autres activités menées sur le terrain. Depuis 2010, nous organisons chaque année un cours en anglais et en français pour la région Afrique.

Les cours de base déjà programmés en 2013, parmi ceux qui ont été approuvés par le Comité de la formation syndicale en 2012, sont les suivants (voir aussi l'Annexe 14) :

#### Afrique

- Développement durable et travail décent pour tous – anglais/français
- Développement des capacités d'organisation et de gestion des syndicats - anglais/français
- Développement des capacités des syndicats en matière de négociation collective - français

#### Amérique latine

- Sécurité et santé au travail - espagnol
- Politiques de l'emploi et économie informelle - espagnol

#### Asie-Pacifique

- Développement des capacités pour la promotion du travail décent - anglais
- Communication pour des syndicats inclusifs et efficaces - anglais

#### Europe

- Développement des capacités des syndicats en matière de négociation collective - russe/anglais

#### Etats arabes

- Formation syndicale sur l'égalité des genres - arabe

#### Interrégionaux

- Sécurité sociale et protection sociale pour les syndicats - portugais (Afrique lusophone et Brésil)
- Droits syndicaux et normes internationales du travail, en particulier pour les travailleurs domestiques - anglais/espagnol/français
- Organisation et négociation collective dans les EMN pour le respect des droits des travailleurs - anglais/espagnol

D'autres cours et activités font l'objet de décisions au cours de l'année, en consultation avec les bureaux régionaux d'ACTRAV-Genève. Les invitations à participer aux activités sont approuvées par le Secrétaire du Groupe des travailleurs. Il est prévu d'organiser quelque 50 activités à Turin et dans les régions. Leur liste provisoire complète figure en Annexe 15.

En 2013, le Programme réalisera les projets suivants :

- Projet multisectoriel sur le dialogue social  
Sponsor : Commission européenne (dans le cadre de l'accord de gestion conjointe avec l'OIT)

Partenaire : IndustriAll-Europe

- Renforcement de l'action syndicale en matière de sécurité et santé au travail  
Sponsor : Gouvernement suédois
- Renforcement des syndicats dans la région des Grands Lacs et en Afrique (sous réserve de l'approbation du projet)  
Sponsor : Communauté wallonne
- Projets au Myanmar et dans la sous-région MENA  
Sponsor : Gouvernement italien

Dans un contexte en mutation, de nouveaux projets sont extrêmement importants pour le Programme. Explorer la possibilité de nouveaux partenariats avec la Commission européenne en

matière de coopération au développement ou dans d'autres domaines, ainsi qu'avec d'autres partenaires, devrait être pour nous une priorité, en coopération avec ACTRAV, avec les organisations syndicales et avec la Direction du Centre. Une attention particulière devrait être portée aux projets axés au niveau interrégional et concernant la région Afrique et les États arabes (dans ce domaine, il existe des possibilités d'introduire un projet bipartite conjointement avec la CES et BusinessEurope pour la région du Maghreb).

En 2013, le Programme des activités pour les travailleurs cherchera aussi à renforcer la coopération avec les FSI et avec les syndicats du monde développé, ainsi qu'à organiser davantage d'activités sur mesure pour les centrales nationales.

Les évolutions positives dans ce sens sont les suivantes en 2013 :

- introduction d'une composante « formation » élargie dans les activités menées avec IndustriAll concernant le réseau syndical du groupe FIAT-Chrysler ;
- organisation, pour la première fois, d'un atelier de formation pour l'Asie et le Pacifique financé par l'ACFTU, ce qui améliore la coopération déjà existante avec cette organisation ;
- confirmation et extension des partenariats avec des institutions, des structures éducatives et des collèges d'Asie-Pacifique et d'Afrique favorables au mouvement ouvrier ;
- signature d'un mémorandum de coopération avec l'École de formation syndicale des Commissions ouvrières et l'ISCOD (Institut de coopération au développement) de l'UGT, en Espagne.

Des initiatives bipartites seront menées en 2013 en Europe, en coopération avec EuroCommerce et UNI Europa, sur le dialogue social sectoriel et, pour la première fois, en coopération avec une société italienne, Enel, ainsi que le comité d'entreprise européen d'Enel, sur l'application de l'accord-cadre récemment conclu.

Un atelier conjoint ACTRAV-Turin-ISE-Solidar, très intéressant et prometteur, sur le thème « *Promouvoir la coopération méthodologique et technologique pour une meilleure formation syndicale* », a eu lieu en mars 2013 afin d'évaluer l'utilité et la possibilité d'établir un réseau entre ces trois organisations en vue de soumettre un projet commun sur ce sujet.

La création de nouveau matériel de formation et l'actualisation du matériel existant se poursuivront, l'accent étant mis sur l'intégration d'une perspective de genre et sur les nouveaux modules de formation consacrés à l'Agenda du travail décent, à la sécurité et santé au travail et l'environnement et au développement durable, ainsi qu'à l'expérience accumulée dans le domaine du dialogue social sectoriel en Europe.

A la suite des efforts déployés pour renforcer l'efficacité de la plate-forme SoliComm et des outils d'éducation à distance en 2013, nous espérons revenir à un nombre plus important d'activités à distance, avec davantage de délégation aux structures de terrain pour la création et la gestion d'activités en ligne telles que des conférences et sous-conférences (autonomisation des structures de terrain).

### Tripartisme

Le développement des capacités institutionnelles des mandants de l'OIT est un objectif explicite du Plan stratégique du Centre axé sur les résultats pour 2012-2015. Le renforcement de la dimension tripartite de ses programmes, qui est l'un des grands principes directeurs qui orientent le travail du Centre, repose sur deux piliers : a) le renforcement de programmes de formation spécifiques pour les travailleurs et les employeurs, ainsi que du programme d'administration du travail ; et b) une pertinence accrue des différentes activités du Centre pour les partenaires sociaux et leur implication dans ces activités. Pour l'exécution de ce mandat, une stratégie spécifique de mobilisation conjointe de ressources de l'OIT et du CIF-OIT est nécessaire pour garantir l'apport de ressources en amont, notamment en provenance de la CTBO régionale - au-delà de la somme limitée attribuée au Centre chaque biennal, de la coopération technique et du CSBO.

En ce qui concerne le renforcement de l'apport tripartite aux activités de Turin, de nouvelles lignes directrices, qui vont dans la bonne direction, ont été établies en mars 2013, prenant également en compte l'expérience prometteuse de mars 2012, où un atelier d'experts sur la politique salariale, auquel ont participé des travailleurs, des employeurs, le personnel du siège de l'OIT et le CIF-OIT, a convenu de réviser, pour leur conférer un contenu et une conception plus explicitement tripartites, les programmes existants des cours consacrés à la politique salariale (éventuellement dispensés en connexion avec des cours spécifiques pour les travailleurs et les employeurs) qui seront testés en 2013. De plus, cette méthodologie sera appliquée à d'autres questions intéressant un public tripartite, en particulier dans le domaine des académies. Une liste actualisée d'experts qui devront être utilisés en tant que personnes ressources pour les travailleurs sur des sujets spécifiques sera également transmise aux autres programmes techniques.

Par ailleurs, le nombre croissant des activités promues par le Centre en partenariat avec l'OIT, qui sont fréquemment des ateliers de débats sur des sujets très pertinents et parfois controversés, exige des efforts renouvelés et opportuns, coordonnés entre l'OIT et le CIF, pour assurer l'information des travailleurs et des employeurs et leur implication dans ces activités dès l'origine, dans le plein respect des procédures de désignation des représentants des travailleurs appelés à participer par le Secrétaire du Groupe des travailleurs.

## **D. Propositions pour 2014 et plans indicatifs pour 2015**

Les cours réguliers du Programme sont classés par région et par sujet (voir l'Annexe 4). Compte tenu des cours menés ces dernières années et en vue de maximiser les possibilités d'aider les syndicats à intégrer les priorités des travailleurs dans les PPTD, les plans suivants sont présentés pour 2014 et 2015 (voir l'Annexe 16).

### **Plan provisoire pour les cours réguliers prévus en 2014**

#### Afrique

- Formation syndicale sur la sécurité sociale - anglais/français
- Communication à l'usage des syndicats - anglais
- Développement des capacités des syndicats pour la lutte contre la pauvreté - anglais/français

#### Amérique latine

- Les normes internationales du travail et la Déclaration sur la justice sociale dans les EMN - espagnol
- Développement des capacités des syndicats en matière de relations d'emploi et de travail précaire - espagnol

#### Asie-Pacifique

- Droits syndicaux et normes internationales du travail (travailleurs domestiques) - anglais
- Développement des capacités des syndicats en matière d'organisation et de négociation collective - anglais

#### Europe

- Les normes internationales du travail et la Déclaration sur la justice sociale dans les EMN - anglais/russe

#### Etats arabes

- Développement des capacités en matière de politiques de l'emploi (l'accent étant mis sur les jeunes et les femmes) - arabe/anglais

#### Interrégional

- Développement des capacités des syndicats en matière de politiques salariales et de lutte contre les inégalités - anglais/espagnol (**nouveau**)
- Développement des capacités des syndicats en matière d'organisation - portugais (Afrique lusophone et Brésil)
- Droits syndicaux et normes internationales du travail - anglais/espagnol/français

### **Plans indicatifs pour 2015**

*Les plans indicatifs pour 2015 seront distribués et feront l'objet de discussions pendant la réunion du Comité de la formation syndicale.*



Annexe 1	Conclusions du TUTC 2012
Annexe 2	Résumé des descriptions des cours 2012
Annexe 3	Cours réguliers 2012 par région
Annexe 4	Cours réguliers (répartition par région 2000-2012)
Annexe 5	Activités à Turin en 2012, hors cours réguliers et projets
Annexe 6	Activités sur le terrain en 2012, hors projets
Annexe 7	Activités d'apprentissage à distance exécutées en 2012 par région
Annexe 8	Activités liées à un projet exécutées en 2012 par région
Annexe 9	Répartition selon le genre
Annexe 10	Évaluation
Annexe 11	Activités financées ou cofinancées par ACTRAV
Annexe 11 bis	Activités financées ou cofinancées par la contribution volontaire italienne
Annexe 12	Liste des spécialistes
Annexe 13	Tableaux détaillés des activités bi- et tripartites
Annexe 13 bis	Tableau détaillé des Académies
Annexe 14	Cours réguliers 2013
Annexe 15	Activités prévues et exécutées en 2013
Annexe 16	Plans indicatifs pour 2014
Annexe 17	Généralités sur le programme



## **Annexe 1**

### **Conclusions du TUTC 2012**



# **31<sup>e</sup> session du Comité de la formation syndicale, Turin, 26-27 avril 2012**

## **Conclusions et recommandations**

Prenant bonne note des opinions exprimées lors du débat, le Comité a atteint un consensus sur les points suivants:

1. Réitérer son inquiétude face au déséquilibre structurel de la base de financement du Centre et demander à la Directrice de faire de l'intégration du Centre avec le BIT la priorité absolue de la mise en œuvre du Plan stratégique, et insister sur le mandat fondamental du Centre en tant qu'organe de formation de l'OIT en soutien de la promotion de l'Agenda du travail décent, et en particulier sur le rôle joué par le Centre dans le développement des capacités des mandants, reconnu par la Déclaration sur la justice sociale de 2008.
2. Réaffirmer le rôle transversal stratégique des normes internationales du travail, de la liberté syndicale et de la négociation collective, du tripartisme, de l'égalité de genre et de méthodologies d'apprentissage améliorées en tant que conditions essentielles et moyens d'action principaux de toutes les activités du Centre.
3. Demander que, par une intégration accrue entre le Centre et le BIT, y compris des discussions régulières au Conseil d'administration sur l'avenir du Centre, ce dernier fasse partie intégrante de la stratégie de mobilisation de ressources de l'OIT et ne soit plus une composante distincte ou ajoutée en dernière minute, en particulier quand il est question de la coopération technique, des négociations avec les bailleurs de fonds, de l'utilisation du CSBO, etc.
4. Inviter la Directrice, en consultation avec le Bureau du Conseil de Turin, à promouvoir l'implication du nouveau Directeur Général dans le processus décisionnel, afin d'atteindre ces objectifs et de consolider le rôle et le mandat du Centre, d'accroître son intégration avec le BIT et de mobiliser des ressources prévisibles et adéquates.
5. Confirmer sa préoccupation face à l'émergence d'un mode de fonctionnement à deux niveaux, qui risque de dénaturer progressivement l'action et le mandat du Centre et de diminuer la participation des travailleurs aux activités de formation, et appeler la Direction du Centre à gérer au mieux la tension entre, d'une part, la diversification des ressources et l'extension de la portée et, de l'autre, la capacité à améliorer la réalisation du mandat du Centre, qui est de développer les capacités des mandants en matière d'Agenda du travail décent, y compris sur la dimension de normes, dans le cadre de son action orientée sur les autres agences du Système des Nations Unies.
6. Demander l'application d'une stratégie de financement effective pour le Programme, qui a été fortement touché par la réduction des sources traditionnelles de financement.

7. Stimuler la politique du Centre sur les cours bi- et tripartites, avec une représentation accrue des partenaires sociaux et des plans d'étude adoptés de commun accord, en intensifiant la coopération entre le Programme des activités pour les travailleurs et d'autres programmes techniques et en insistant sur la qualité et la valeur ajoutée des contributions tripartites.
8. Exhorter le Centre à prendre des mesures pour garantir une meilleure représentation des travailleurs, à travers la consultation de la Secrétaire du Groupe des travailleurs et l'approbation par cette dernière des participants travailleurs aux activités du Centre autres que celles organisées par le Programme Activités pour les Travailleurs.
9. Se féliciter de l'implication et des compétences du personnel du Centre et demander une amélioration de la pratique de négociation régulière et de discussion avec le Comité du Syndicat du personnel, en particulier sur les points et les objectifs du Plan stratégique relatifs au personnel et aux conditions de travail.
10. Appréciant les efforts déployés par le Programme pour développer les capacités des syndicats et assurer une mobilisation cohérente des ressources, recommander qu'il cherche un meilleur équilibre entre les régions avec plus d'activités interrégionaux, entre les questions émergentes et les sujets fondamentaux tels que les normes internationales du travail, la liberté syndicale, la négociation collective, y inclus la politique salariale, et la sécurité sociale, tout en facilitant l'accès aux participants qui parlent d'autres langues que l'anglais ou l'espagnol.
11. Appeler le Programme à rédiger, en collaboration avec ACTRAV-Genève et avec la Secrétaire du Groupe des travailleurs, un document stratégique sur la planification et la réalisation d'activités de qualité élevée visant à améliorer la pertinence de la formation pour les organisations syndicales participantes et à renforcer la coordination avec ACTRAV-Genève, le groupe des travailleurs et le mouvement syndical international dans son ensemble.
12. Améliorer la capacité d'identification et d'évaluation des besoins de formation et de mobilisation de ressources par le biais d'une coopération renforcée avec ACTRAV-Genève, les spécialistes régionaux de l'éducation des travailleurs et la Secrétaire du Groupe des travailleurs, et promouvoir l'organisation sur base tournante d'ateliers régionaux spécifiques afin de contribuer à la planification des programmes de formation d'ACTRAV-Turin, comme suggéré dans le cadre du suivi du Symposium sur l'éducation ouvrière de 2007.
13. Préserver l'équilibre de genre et consolider l'intégration des questions de genre dans la conception, la réalisation et l'évaluation des activités.
14. Poursuivre le développement des activités pour les États arabes et les pays d'Afrique francophone, et inviter la Direction du Centre à contribuer à ces objectifs.

15. Étendre le développement d'un programme de formation de qualité élevée, basé sur des plans d'études nouveaux ou mis à jour, avec une majeure attention aux sujets spécifiques de chaque activité, dans le but de mettre en place des processus d'apprentissage consolidés et articulés en modules abordant des besoins et des thèmes diversifiés dans chaque domaine d'action du Programme et tenant compte des priorités identifiées par le groupe des travailleurs.
16. Organiser pour toutes les régions des formations sur les sujets fondamentaux, tels que les relations d'emploi, les politiques salariales, l'organisation des travailleurs, la négociation collective, la sécurité sociale, le développement durable et les EMN, et continuer à travailler sur les priorités du groupe des travailleurs afin de renforcer la pertinence des activités de formation pour les organisations syndicales et de contribuer à disséminer les connaissances et les informations.
17. Promouvoir, par des efforts coordonnés pour sa réalisation, le nouveau cours de formation sur le travail décent conçu par Actrav-Turin pour aider les syndicats à intégrer les priorités des travailleurs dans les PPTD et les PNUAD, en se basant sur la Déclaration sur la Justice Sociale et les quatre piliers de l'Agenda du travail décent.
18. Sécuriser les ressources provenant des bailleurs de fonds pour les nouveaux projets du Programme, en bâtissant sur les expériences positives vécues en Europe et en Amérique Latine, ainsi qu'avec le soutien de la direction d'ACTRAV et par la participation constante du Programme aux activités de mobilisation des ressources d'ACTRAV-Genève.
19. Évaluer en permanence l'impact des activités sur les syndicats des différentes régions, afin d'améliorer la qualité de la formation, de renforcer le suivi, d'établir des réseaux de points focaux sur les sujets traités par les activités et d'atteindre l'impact le plus élevé possible aux niveaux régional et national.
20. Tenir à jour une base de données des structures et institutions de formation gérées par des syndicats à travers le monde, nouer de nouveaux liens avec ces institutions syndicales pour réaliser des activités conjointes et soutenir la coopération syndicale Sud-Sud.
21. Poursuivre et étendre le développement de matériels de formation, avec un accent plus important sur l'actualisation régulière du contenu et sur les nouveaux sujets d'intérêt pour les priorités des travailleurs.
22. Plaider pour une meilleure diffusion de l'information sur les activités de formation du Programme au sein d'ACTRAV-Genève, du groupe des travailleurs, du mouvement syndical et des bailleurs des fonds potentiels.
23. Approuver la liste des activités proposées pour 2013 et 2014.



## **Annexe 2**

### **Résumé des descriptions de cours 2012**



## RÉSUMÉ DES DESCRIPTIONS DE COURS 2012

Les fichiers décrivant les activités de formation et le matériel didactique du Programme des activités pour les travailleurs pour 2012 peuvent être consultés sur la page web d'ACTRAV-Turin à l'adresse suivante:

[http://actrav.itsilo.org/index\\_fr.php](http://actrav.itsilo.org/index_fr.php)

### AFRIQUE

#### Activités à Turin

##### **A1-05066 - Formation syndicale sur les relations d'emploi et l'économie informelle, Turin, 20 février - 2 mars 2012, anglais/français, 13 participants (10 femmes)**

Ce cours a renforcé les capacités des syndicats à influencer les relations d'emploi en faveur des travailleurs et à promouvoir les droits de ces derniers, en particulier dans l'économie informelle, où les conditions de travail sont précaires.

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de décrire l'impact social et économique de la crise économique mondiale sur l'emploi, les relations de travail, les travailleurs et leurs syndicats;
- d'analyser les principales caractéristiques de leurs systèmes nationaux de relations de travail (et de la législation du travail) qui régissent les relations d'emploi;
- d'évaluer les politiques de leurs entreprises et directions en ce qui concerne l'emploi, les syndicats et les relations de travail et de développer les positions syndicales pour la négociation collective;
- de renforcer la compréhension du concept de travail décent et d'adopter une approche mettant l'accent sur le rôle des normes fondamentales de l'OIT relatives à la liberté syndicale et à la négociation collective pour la promotion du travail décent;
- d'expliquer la recommandation n° 198 de l'OIT sur la relation de travail et de mettre au des stratégies syndicales de promotion des réformes des systèmes de relations de travail pour la protection des travailleurs contractuels, occasionnels et informels;
- d'élaborer des politiques qui reflètent les besoins ressentis par les travailleurs du secteur informel, y compris des travailleuses, dans les systèmes de relations professionnelles, ainsi que des programmes et plans d'action syndicaux;
- de formuler des propositions et un agenda pour l'organisation et l'extension de la couverture de la protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle;
- de préparer des plans d'action à mettre en œuvre au niveau national ou local, visant à contribuer au renforcement technique et/ou organisationnel de leurs syndicats dans les domaines de l'organisation des travailleurs atypiques, de la négociation collective et des réformes des systèmes de relations de travail.

**A1-05067 - Formation syndicale sur le développement des capacités pour la promotion du travail décent, Turin, 8-19 octobre 2012, anglais, 15 participants (8 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de décrire la stratégie syndicale de promotion du travail décent, sur la base des priorités du Groupe des travailleurs;
- d'expliquer la crise de l'emploi des jeunes (facteurs, défis et conséquences de l'inaction);
- de décrire l'évolution des relations d'emploi et les instruments de l'OIT pour la promotion de l'emploi, des droits fondamentaux, de la liberté syndicale et de la négociation collective;
- d'expliquer le concept de travail décent et d'identifier les voies menant au travail décent pour les jeunes en Afrique et en Amérique latine;
- d'analyser les tendances mondiales en matière de salaires et le rôle de la négociation collective dans l'élaboration des politiques salariales;
- d'élaborer et négocier un agenda axée sur les résultats, intégrant une perspective de genre et orienté sur l'économie à faibles émissions de carbone pour améliorer les résultats des PPTD;
- de préparer des plans d'action à mettre en œuvre au niveau national ou local, visant à contribuer au renforcement technique et/ou organisationnel de leurs syndicats dans le domaine des PPTD.

**A1-05076 - Formation syndicale sur la sécurité et santé au travail et le VIH/sida, Turin, 26 novembre - 7 décembre 2012, anglais/français, 15 participants (8 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- d'expliquer les principaux concepts, principes, statistiques et politiques de l'OIT et les normes internationales du travail pertinentes en matière de sécurité et de santé, y compris celles qui traitent du VIH et du sida;
- de décrire la stratégie globale de l'OIT en matière de SST, le Cadre promotionnel pour la SST, la convention n° 187 et la recommandation n° 197;
- d'analyser la recommandation n° 200 sur le VIH et le sida;
- de partager les expériences sur les politiques et pratiques en matière de SST, et de développer leur connaissance des approches participatives de la gestion de la SST;
- de discuter des questions d'intérêt prioritaire pour les travailleurs dans les domaines de la SST et du VIH et de proposer de nouvelles stratégies en la matière;
- d'élaborer des stratégies visant à assurer le rôle des syndicats dans le renforcement du niveau et de la qualité des systèmes publics d'inspection du travail;
- de développer des plans d'action individuels leur permettant de transférer les connaissances et les compétences acquises lors de la formation à leurs syndicats.

**Activités sur le terrain**

**A1-54558 - Le dialogue social sur le terrain, de la théorie à la pratique, Bukavu, République démocratique du Congo, 7-10 mars 2012, français, 42 participants (28 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- d'expliquer les concepts de négociation collective et de dialogue social et leur application sur le terrain;
- de mieux comprendre les normes fondamentales de l'OIT en matière de négociation collective;
- d'examiner les politiques et pratiques locales en matière de négociation collective, d'en identifier les forces et faiblesses et de suggérer les modifications éventuellement nécessaires;
- de comprendre les politiques de gestion et les domaines essentiels de la négociation collective et de rédiger des listes de revendications efficaces;
- de discuter des stratégies de négociation collective et d'acquérir des techniques permettant des négociations fructueuses;
- de mener une négociation collective efficace à tous les niveaux pour la promotion de l'égalité des genres;
- de mettre au point des stratégies d'intégration des questions de genre dans tous les programmes et actions des syndicats, y compris la négociation collective.

**A1-54559 - L'Intersyndicale: un outil pour les femmes et le dialogue social dans la région des Grands Lacs, Bujumbura, 7-10 mai 2012, français, 52 participants (32 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- d'analyser la situation des organisations syndicales dans la région des Grands Lacs, et de comprendre l'intérêt à la collaboration intersyndicale;
- de réfléchir sur le rôle et la place des femmes dans les syndicats;
- de mettre au point des stratégies d'intégration des questions de genre dans toutes les actions des syndicats;
- de mener des actions de terrain au niveau local basées sur les connaissances acquises et les réseaux établis;
- de redynamiser l'Intersyndicale des Grands Lacs et de créer une plateforme de travail dédiée aux femmes de la région;
- de mettre en œuvre des actions de gestion et de prévention des situations d'après-conflit.

**A1-55169 - Action syndicale pour la réalisation du travail décent pour les travailleurs migrants en Afrique anglophone, Kisumu, Kenya, 21-25 mai 2012, anglais, 15 participants (7 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de décrire la situation des migrations internationales de main-d'œuvre et les efforts de l'OIT pour protéger les travailleurs migrants à travers une approche fondée sur les droits;

- d'analyser les travailleurs migrants et l'économie mondiale, avec un accent particulier sur l'impact de la crise économique mondiale sur les migrations de main-d'œuvre;
- d'analyser les conditions de travail et de vie des travailleurs migrants;
- d'évaluer la situation des travailleurs migrants et la nécessité d'une action syndicale;
- d'expliquer le contenu des conventions de l'OIT et des instruments connexes concernant les droits des travailleurs migrants;
- de décrire les principes clés de la gouvernance, le rôle du dialogue social et de l'inspection du travail dans les migrations de main-d'œuvre et de proposer des moyens de renforcer la cohérence des politiques;
- d'examiner les liens entre les priorités des travailleurs migrants et l'Agenda du travail décent de l'OIT;
- de proposer des actions syndicales visant à s'attaquer aux causes profondes des migrations de main-d'œuvre en Afrique pour la réalisation du travail décent pour tous;
- de préparer des propositions individuelles de suivi pour le transfert des connaissances et des compétences acquises vers leurs syndicats en vue de renforcer le rôle de ces derniers dans la promotion et la protection des droits des travailleurs migrants.

**A1-54560 - Formation syndicale sur l'organisation des travailleurs de l'économie informelle, Lomé, 11-14 juin 2012, français, 16 participants (6 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de comprendre l'économie informelle, ses principales caractéristiques et la pertinence de l'action syndicale;
- d'identifier les déficits de travail décent rencontrés par les travailleurs de l'économie informelle et de les relier aux réponses apportées par l'OIT;
- de formuler des actions et des stratégies pour la réalisation des conditions d'un travail décent, y compris sur des questions telles que la sécurité sociale, la protection sociale, les droits du travail, le dialogue social et la négociation collective pour les travailleurs de l'économie informelle;
- d'élaborer des stratégies, des activités et des modes d'organisation des travailleurs de l'économie informelle.

**A1-55171 - Formation de formateurs sur la sécurité et la santé au travail pour les représentants syndicaux, Accra, 13-17 août 2012, anglais/français, 20 participants (7 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de décrire les méthodologies et techniques d'apprentissage actives;
- d'expliquer les concepts fondamentaux et les principes de sécurité et de santé en relation avec le monde du travail;
- de décrire la stratégie globale et le cadre normatif de l'OIT en matière de SST;
- d'analyser la recommandation n° 200 sur le VIH et le sida;
- de proposer des actions et stratégies syndicales en matière de SST et de VIH/sida;
- d'élaborer des stratégies visant à assurer le rôle des syndicats dans le renforcement du niveau et de la qualité des systèmes publics d'inspection du travail;

- de développer des plans d'action individuels leur permettant de transférer les connaissances et les compétences acquises lors de la formation à leurs syndicats.

**A1-55170 - Formation de formateurs sur la promotion et la défense des droits des travailleurs domestiques, Kisumu, Kenya, 10-14 décembre 2012, anglais/français, 19 participants (9 femmes)**

Ce cours a contribué au développement des connaissances et des capacités d'éducation syndicale des organisations de travailleurs afin de leur permettre de jouer un rôle proactif et constructif dans la promotion du travail décent dans le secteur du travail domestique en Afrique.

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- d'évaluer la situation des travailleurs domestiques et la nécessité de l'action syndicale;
- de décrire le contenu de la convention de l'OIT sur les droits des travailleurs domestiques et des autres instruments connexes;
- d'identifier les priorités des travailleurs et de les relier aux priorités de l'OIT pour la réalisation du travail décent pour tous;
- de formuler des actions et stratégies visant à étendre la sécurité sociale et la couverture de protection sociale aux travailleurs domestiques;
- de préparer des plans d'action individuels guidant leurs efforts pour toucher les travailleurs domestiques.

## **AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES**

### **Activités à Turin**

**A2-05069 - Droits syndicaux et normes internationales du travail, avec une attention particulière pour les normes relatives au travail domestique, Turin/Madrid, 14 mai - 1<sup>er</sup> juin 2012, espagnol, 14 participants (13 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- d'effectuer une analyse comparative entre les pays de la région au niveau des NIT, en particulier des conventions fondamentales, ainsi que de la situation du travail domestique;
- de renforcer et développer les capacités sur les procédures et mécanismes d'adoption, de ratification, de soumission, de supervision et de contrôle prévus dans les normes internationales du travail de l'OIT et de les appliquer dans la pratique de leurs activités ordinaires afin de défendre et de promouvoir les principes et droits fondamentaux au travail au bénéfice des membres, et de les utiliser dans le contexte de l'après-adoption de la convention n° 189;
- de comprendre l'importance et l'efficacité de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et de son mécanisme de suivi;

- d'analyser le caractère transversal de l'intégration du genre dans les normes internationales du travail de l'OIT, en particulier dans les conventions fondamentales et la convention n° 189 et la recommandation n° 201;
- d'élaborer des documents de formation et des plans d'action individuels (y compris une proposition de projet) à mettre en œuvre aux niveaux local, national ou international;
- d'examiner les conditions de travail des travailleurs domestiques dans chacun des pays participants, en tenant compte du point de vue des pays d'origine et de destination, ainsi que de la migration interne;
- d'analyser le Cadre multilatéral de l'OIT pour les migrations de main-d'œuvre (Principes et lignes directrices non contraignants pour une approche des migrations de main-d'œuvre fondée sur les droits) en ce qui concerne son application dans les conditions de travail et la situation de l'emploi des travailleurs domestiques migrants;
- d'identifier les actions communes entre les différentes organisations et agences internationales et les organisations syndicales régionales et nationales, pour lutter contre l'exploitation et les abus, en particulier des filles dans le travail domestique.
- d'élaborer un plan d'action pour le développement de programmes et projets qui répondent aux besoins de l'organisation syndicale, pour la protection et le soutien des travailleurs domestiques, en conformité avec le cadre normatif international.

**A2-05075 - Capacités syndicales pour la promotion du travail décent, Turin/Madrid, 8-26 octobre 2012, espagnol, 15 participants (6 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- d'identifier des itinéraires de formation pour renforcer l'action syndicale en matière de promotion du travail décent, sur la base de la proposition contenue dans le paquet « Travail décent au cube »;
- d'intégrer les éléments du travail décent dans les documents spécifiques pour son application dans le processus de développement et de formation des dirigeants syndicaux, avec une attention particulière pour le renforcement des capacités de dialogue social et de négociation collective;
- de valider et d'adapter à leur propre contexte sectoriel la proposition contenue dans le paquet « Travail décent au cube »;
- d'identifier et d'échanger les expériences de travail en équipe avec les représentants des Fédérations syndicales internationales dans le domaine de la promotion du travail décent.

## **Activités sur le terrain**

**A2-55321 - Séminaire régional sur le travail décent, avec une approche transversale de genre, Buenos Aires, 25 juin - 6 juillet 2012, espagnol, 13 participants (11 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- d'identifier des itinéraires de formation pour renforcer l'action syndicale en matière de promotion du travail décent, sur la base de la proposition contenue dans le paquet « Travail décent au cube », avec une attention particulière pour les normes internationales du travail;
- d'intégrer les éléments du travail décent dans les documents spécifiques pour son application dans le processus de développement et de formation des dirigeants syndicaux, avec une attention particulière pour le renforcement des capacités de dialogue social et de négociation collective;
- de définir des lignes d'action afin de créer une équipe multidisciplinaire pour la promotion du travail décent (EMTD) au niveau des fédérations;
- d'échanger des expériences de travail entre syndicalistes spécialisés dans la formation, dans l'objectif de développer leurs compétences d'action syndicale;
- d'échanger des expériences de travail entre syndicalistes spécialisés dans les normes internationales du travail, dans l'objectif de développer leurs compétences d'action syndicale;
- de consolider le processus de formation généré par la Fondation Paix et Solidarité du syndicat espagnol Comisiones Obreras.

**A2-55325 - Atelier régional de formation de formateurs « Travail décent au cube », Buenos Aires, 25 juin - 6 juillet 2012, espagnol, 15 participants (8 femmes)**

Cette activité de formation de formateurs entendait diffuser l'utilisation du matériel didactique « Travail décent au cube » dans l'objectif de contribuer à la création d'équipes multidisciplinaires dans les pays de la région pour la formation de dirigeants syndicaux.

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- d'identifier des itinéraires de formation, résidentielle et à distance, pour renforcer l'action syndicale en matière de promotion du travail décent, sur la base de la proposition contenue dans le paquet « Travail décent au cube »;
- d'intégrer les éléments du travail décent dans les documents spécifiques pour son application dans le processus de développement et de formation des dirigeants syndicaux, avec une attention particulière pour le renforcement des capacités de dialogue social et de négociation collective;
- de définir des lignes d'action afin de créer une équipe multidisciplinaire pour la promotion du travail décent (EMTD) dans chacun des pays, en analysant le recours aux technologies de l'information et de la communication (TIC);
- d'échanger des expériences de travail entre syndicalistes spécialisés dans la formation, dans l'objectif de développer leurs compétences d'action syndicale;
- de consolider le processus de formation généré par la Fondation Paix et Solidarité du syndicat espagnol Comisiones Obreras.

**A2-55730 - Économie politique, travail décent et internationalisme syndical, Lima, 10-14 décembre 2012, espagnol, 15 participants (6 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de connaître, d'interpréter et de manier les principaux concepts et indicateurs

- économiques et du marché du travail;
- de légitimer les revendications syndicales en relation avec le travail décent, en les encadrant dans la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable de 2008 et dans le Pacte mondial pour l'emploi de 2009, dans les processus de l'économie internationale;
  - d'identifier des stratégies appliquant une approche de genre au sein des institutions de la gouvernance mondiale;
  - de reconnaître l'importance du cadre normatif de l'OIT en tant qu'ensemble d'outils de réponse à la crise;
  - d'identifier les caractéristiques de la crise économique et financière actuelle, dans le cadre des ajustements découlant de politiques fiscales restrictives et de leurs conséquences sur l'emploi, la distribution des revenus et la consommation;
  - de comprendre la participation du mouvement syndical au contrôle de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, au processus de réforme du Système des Nations Unies et aux négociations multilatérales au niveau de l'OMC.

**P202810 - Renforcement de la formation des agents syndicaux en Amérique latine en matière de sécurité sociale, en particulier concernant la viabilité des systèmes de protection sociale (projet SSOS sur la sécurité sociale pour les organisations syndicales) - phase II (juin 2010 - juin 2012)**

*La deuxième phase du projet (2010-2012 - 24 mois) a un triple objectif: répondre en grande partie aux besoins exprimés par les syndicats, intensifier les activités de la première phase du projet, en consolidant et en renforçant les progrès réalisés, et élargir la couverture du projet dans le Cône Sud au Chili et au Brésil et, en Amérique centrale, au Costa Rica, en tant que pays de référence régionale.*

Les lignes de travail définies dans le texte du projet pour atteindre les trois objectifs précités sont:

- la formation et le conseil en sécurité sociale et en SST, pour le renforcement des équipes techniques syndicales au sein des organisations syndicales qui améliorent en permanence leur capacité de proposition dans le dialogue social et fournissent des informations et de formation aux travailleurs.

Le programme de formation correspondant se compose d'activités nationales, sous-régionales et régionales résidentielles et à distance spécifiques:

- renforcement de la coordination sous-régionale et régionale des syndicats en matière de sécurité sociale et de sécurité et santé au travail: la perspective internationale en matière de sécurité sociale et de SST revêt une importance stratégique à l'heure d'intégrer de manière efficace une dimension sociale dans les processus d'intégration économique.
- nécessité de promouvoir l'égalité des genres par le biais de la sécurité sociale et de la SST, et de transversaliser la dimension de genre dans le développement du projet: cette partie vise également à 1) mettre en place une base de données sur la situation de la couverture des femmes dans les pays, 2) promouvoir l'intégration de la dimension de genre dans les politiques publiques de sécurité sociale dans les pays, et 3) développer des expériences

qui démontrent l'extension de la protection sociale aux femmes, que ce soit dans les programmes de santé ou les programmes de pensions;

- renforcement du tripartisme et du dialogue social (transversal): le renforcement du tripartisme et du dialogue social en matière de sécurité sociale, dont l'objectif est de travailler à l'intégration d'une dimension sociale adéquate dans les processus d'intégration, recommande que soient organisées des réunions permettant de connaître les expériences de la construction de l'Union européenne et son fonctionnement actuel, l'Espagne étant un point de référence pour les liens culturels entre les réalités de l'Amérique latine et de l'Union européenne.

Les activités réalisées en 2012 sont les suivantes:

TITRE	DATES	PARTICIPANTS
<b>ACTIVITÉS RÉGIONALES</b>		
Jornadas Regionales Salud y Seguridad en el Trabajo y Seguridad Social (Brésil)	16/04/2012	15
	17/04/2012	6♀
Jornadas bipartitas SS y SST (Madrid)	29/05/2012	8
	30/05/2012	4♀
<b>ACTIVITÉS SOUS-RÉGIONALES</b>		
Taller Subregional para Cono Sur y Países Andinos sobre Seguridad Social (Iniciativa Piso de Protección Social), Asunción (Paraguay)	16/05/2012	13
	18/05/2012	5♀
Taller Subregional para Centro América y Caribe sobre Seguridad Social (Iniciativa Piso de Protección Social), Panamá	22/05/2012	15
	24/05/2012	4♀
<b>ACTIVITÉS NATIONALES</b>		
Taller Trabajadoras del hogar y seguridad social en República Dominicana (Santo Domingo)	08/03/2012	32
	09/03/2012	21♀
Taller SST Argentina (Buenos Aires)	12/03/2012	25
	14/03/2012	4♀
<b>FORMATION À DISTANCE</b>		

Curso a distancia sobre la iniciativa del piso de protección social	20/02/2012	20
	20/04/2012	9♀
Curso sobre TD, Desarrollo Sostenible, SS y género	23/04/2012	20
	31/05/2012	17♀
Curso a distancia sobre SST y género.	26/03/201	25
	23/05/2012	15♀
<b>FINANCEMENT DE BOURSES POUR D'AUTRES ACTIVITÉS</b>		
Gestión de la seguridad y salud en el trabajo (SOCPRO)	16/04/2012	
	27/04/2012	1♀
		<b>174</b>
<b>TOTAL PARTICIPANTS</b>		<b>86♀</b>

## **ASIE ET PACIFIQUE**

### **Activités à Turin**

**A3-05068 - Organisation des travailleurs et négociation collective dans les entreprises multinationales, Turin, 13-24 février 2012, anglais, 17 participants (7 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de renforcer les capacités organisationnelles et techniques des syndicats pour la promotion de la liberté syndicale, du dialogue social et de la négociation collective dans les entreprises multinationales;
- de développer une compréhension des normes et politiques de l'OIT, y compris de la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale (Déclaration sur les EMN) et du rôle des syndicats;
- de comprendre les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les autres initiatives internationales visant à promouvoir des pratiques de gestion socialement responsables des entreprises multinationales;

- d'acquérir des connaissances sur les initiatives du mouvement syndical international visant à promouvoir l'organisation des travailleurs et le travail décent dans les entreprises multinationales et développer des stratégies pour l'organisation et la négociation collective dans les entreprises multinationales;
- de comprendre les politiques de gestion des entreprises multinationales et développer des compétences de négociation pour la négociation collective dans ces entreprises;
- de préparer une proposition de suivi pour le transfert de connaissances et de l'expérience acquises vers leurs syndicats en vue de soutenir l'action de ces derniers dans les domaines de l'organisation et de la négociation collective dans les entreprises multinationales.

**A3-05071 - Formation syndicale sur les actions syndicales en faveur du travail décent (accent sur la liberté syndicale et la sécurité sociale), Turin/Tokyo, 25 juin - 13 juillet 2012, anglais, 15 participants (7 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de promouvoir la compréhension par les syndicats de l'approche du travail décent adoptée par l'OIT sur les questions d'emploi, de travail et de développement, des programmes par pays de promotion du travail décent et du rôle des syndicats;
- de renforcer les capacités syndicales nationales à prendre des mesures éclairées à travers le dialogue social tripartite et la négociation collective pour promouvoir la liberté syndicale et la protection sociale en tant que partie intégrante de l'agenda du travail décent du pays;
- d'améliorer la connaissance et l'utilisation des normes internationales du travail, y compris des mécanismes de contrôle de l'OIT pour la promotion de la liberté syndicale;
- de faciliter le dialogue et l'échange d'expériences sur les défis et possibilités pour les syndicats et sur la solidarité internationale dans la défense des intérêts et des droits des travailleurs dans une économie mondialisée.

## **Activités additionnelles à Turin**

**A3-05187 - Formation pour l'ACFTU sur les défis et le rôle des syndicats dans l'économie mondialisée, Turin/Madrid, 16-25 avril 2012, anglais/chinois, 19 participants (8 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de renforcer les capacités de l'ACFTU à organiser les travailleurs et à promouvoir les droits fondamentaux des travailleurs en Chine;
- de promouvoir la compréhension par les syndicalistes de l'ACFTU des forces et facteurs qui façonnent le monde du travail dans l'économie mondialisée et des réponses de l'OIT et du mouvement syndical pour la promotion du travail décent et du développement durable;
- de faciliter le dialogue et l'échange d'expériences sur les défis et possibilités pour les syndicats et sur la solidarité internationale dans la défense des intérêts et des droits des travailleurs dans une économie mondialisée.

**A3-05199 – Formation syndicale sur la promotion du travail décent par l'organisation et la négociation collective en Chine, Turin/Vienne, 10-19 septembre 2012, anglais/chinois, 20 participants (11 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de promouvoir la compréhension par les syndicalistes de l'ACFTU des forces et facteurs qui façonnent le monde du travail dans l'économie mondialisée et des réponses de l'OIT et du mouvement syndical pour la promotion du travail décent et du développement durable;
- de promouvoir la compréhension par les syndicats de l'approche du travail décent adoptée par l'OIT sur les questions d'emploi, de travail et de développement et du rôle des syndicats;
- de renforcer les capacités de l'ACFTU à organiser les travailleurs et à négocier collectivement pour promouvoir les droits fondamentaux des travailleurs;
- de faciliter le dialogue et l'échange d'expériences sur les défis et possibilités pour les syndicats et sur la solidarité internationale dans la défense des intérêts et des droits des travailleurs dans une économie mondialisée.

### **Activités sur le terrain**

**A3-55196 – Formation syndicale sur les politiques salariales et la négociation collective, Singapour, 30 juillet - 3 août 2012, anglais, 23 participants (10 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de renforcer les capacités de dialogue social et de négociation collective des syndicats pour la promotion du travail décent;
- de développer la compréhension des politiques et normes de l'OIT en matière de politiques salariales, y compris de salaire minimum;
- d'améliorer les capacités de négociation collective des syndicats pour façonner la croissance économique et industrielle;
- de faciliter le dialogue et l'échange d'expériences sur les défis et possibilités pour les syndicats dans la défense des intérêts et des droits des travailleurs dans une économie mondialisée.

**A3-55250 - Promotion de la liberté syndicale et du travail décent pour les travailleurs précaires, Bangkok, 21-25 août 2012, anglais, 23 participants (9 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- d'examiner les systèmes nationaux de relations de travail (et la législation du travail) qui régissent les relations d'emploi et de renforcer les capacités des syndicats à prendre des mesures éclairées pour promouvoir la liberté syndicale, l'organisation des travailleurs et la protection sociale des travailleurs précaires;

- de développer au sein des syndicats la compréhension de la manière dont les politiques et normes de l'OIT peuvent contribuer à promouvoir le travail décent pour tous, y compris pour les travailleurs précaires;
- de renforcer les capacités des syndicats à prendre des mesures éclairées pour influencer les relations de travail et promouvoir les droits des travailleurs;
- de faciliter le dialogue et l'échange d'expériences sur les défis et possibilités pour les syndicats dans la défense des intérêts et des droits des travailleurs dans une économie mondialisée.

**A3-55201 - Formation syndicale sur la protection sociale et les politiques de sécurités, Séoul, 8-12 octobre 2012, anglais, 18 participants (7 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de promouvoir la compréhension des grands enjeux dans le domaine de la protection sociale et des régimes de sécurité sociale, y compris la recommandation de l'OIT relative à un socle de protection sociale;
- d'aider les syndicats à mettre au point des politiques et stratégies d'organisation des travailleurs et de promotion de la protection sociale, en particulier pour les travailleurs de l'économie informelle;
- de renforcer les capacités des syndicats nationaux à prendre des mesures éclairées à travers le dialogue social tripartite et la négociation collective pour promouvoir la protection sociale en tant que partie intégrante de l'agenda du travail décent du pays.

**A3-55203 - Formation syndicale sur l'organisation et le travail décent pour les travailleurs domestiques, Kuala Lumpur, 16-19 octobre 2012, anglais, 20 participants (17 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de renforcer les capacités des syndicats et des organisations de travailleurs domestiques à organiser et à promouvoir le travail décent pour les travailleurs domestiques;
- de sensibiliser à la portée, au but et au contenu de la nouvelle norme de l'OIT sur les travailleurs domestiques;
- d'identifier les obstacles pratiques, administratifs et juridiques à la liberté syndicale et à la protection sociale pour les travailleurs domestiques, ainsi que les changements nécessaires pour promouvoir le travail décent pour les travailleurs domestiques;
- de discuter des stratégies pour des campagnes de promotion de la ratification et de l'application de la convention n° 189 et de la recommandation n° 201, en ligne avec la résolution de la CIT, afin de promouvoir le travail décent pour les travailleurs domestiques.

**A3-52662 - Formation syndicale sur le travail décent, les PPTD et le rôle des syndicats, Djakarta, 6-9 novembre 2012, anglais, 22 participants (10 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de promouvoir la compréhension par les syndicats de l'approche du travail décent adoptée par l'OIT sur les questions d'emploi, de travail et de développement, des programmes par pays de promotion du travail décent et du rôle des syndicats;
- d'identifier les carences en matière de capacités des syndicats qui doivent être affrontées pour améliorer l'efficacité de l'action syndicale et la participation des syndicats aux PPTD;
- de renforcer les capacités des syndicats en matière de dialogue social et de négociation collective pour promouvoir les priorités des travailleurs et les normes en influençant les PPTD et les actions de promotion du travail décent pour tous.

**A3-55205 - Formation syndicale sur la liberté syndicale, l'organisation des travailleurs et la négociation collective, Yangon, 11-14 décembre 2012, anglais, 33 participants (10 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de promouvoir la compréhension des principes de liberté syndicale et des systèmes de supervision de l'OIT pour la défense des droits des travailleurs, au Myanmar et ailleurs;
- de comprendre l'Agenda du travail décent, l'approche et les normes de l'OIT pour la promotion du travail décent pour tous;
- de renforcer les capacités des syndicats nationaux à prendre des mesures éclairées pour la promotion de la liberté syndicale, de l'organisation des travailleurs, de la négociation collective et du travail décent pour les travailleurs birmans.

## **EUROPE**

### **Activités à Turin**

**A4-05073 - Formation de jeunes dirigeants syndicaux sur les politiques et compétences de communication, Turin, 3-14 décembre 2012, anglais/russe, 18 participants (8 femmes)**

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- d'utiliser la communication comme un soutien permanent aux objectifs, politiques et programmes des organisations syndicales;
- d'appliquer les techniques de communication nouvellement acquises et de faire preuve de confiance en soi dans l'art oratoire;
- de gérer les diverses situations de communication en appliquant le bon message;
- d'utiliser les capacités de communication nouvellement développées pour traiter avec les médias dans le contexte syndical;
- de reconnaître le potentiel et la façon d'utiliser les médias sociaux pour la communication syndicale;
- d'identifier la nécessité de partager les informations en vue de renforcer la démocratie interne à leur organisation.

## Projets

RER/11/54/EEC « Renforcer le dialogue social et les relations professionnelles en Europe par le développement des capacités des travailleurs et des employeurs », lié au projet global RER/11/03/EEC « Coopération en matière de dialogue social et de relations professionnelles dans le contexte de la crise financière et économique »

### **P454653 Développement des capacités des organisations de travailleurs**

#### **Renforcer le dialogue social sectoriel dans les nouveaux États membres de l'Union européenne et les pays candidats dans des secteurs sélectionnés (1<sup>er</sup> octobre 2011 - 30 septembre 2012)**

##### Résumé

S'appuyant sur sa grande expérience de la mise en œuvre de projets de formation et de renforcement des capacités de dialogue social sectoriel, accumulée depuis 2003, ACTRAV-Turin a poursuivi sa stratégie de formation en Europe en lançant un programme triennal intitulé « Renforcer le dialogue social sectoriel dans les nouveaux États membres de l'Union européenne et les pays candidats dans des secteurs sélectionnés ». Le programme de formation entend aborder la question de la faible participation des partenaires sociaux des nouveaux États membres et des pays candidats aux comités de dialogue social sectoriel européen et de l'application limitée des résultats du dialogue social européen au niveau national. Il répond à l'objectif de renforcement des capacités institutionnelles des syndicats affiliés aux Fédérations syndicales européennes pour la participation au dialogue social sectoriel aux niveaux national et européen, en contribuant ainsi aux stratégies de la Commission européenne et de l'OIT dans le domaine du dialogue social. En 2012, six activités ont été réalisées, qui visaient les syndicats des secteurs de l'agriculture, de l'alimentation, du tabac, de l'hôtellerie-restauration et du tourisme affiliés à l'EFFAT et les syndicats des secteurs de l'exploitation minière, de la chimie et de l'énergie affiliés à l'EMCEF (devenue « IndustriALL » en mai 2012). Le projet a formé 206 participants (88 femmes) de 14 pays: Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Macédoine (ARY), Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Turquie. Prévu à l'origine à environ 140 (400 en trois ans), le nombre de participants a augmenté de 47% en raison du grand intérêt exprimé par de nombreuses organisations ainsi de l'interprétation en plusieurs langues. Cette augmentation a été rendue possible par les économies substantielles réalisées dans les activités sous-régionales. Le projet a été mis en œuvre en étroite collaboration avec le bureau de Zagreb d'IndustriALL Global Union/European Trade Union et le bureau de l'UITA/EFFAT pour l'Europe du Sud-est.

Un des principaux résultats de la première phase du projet est le manuel de formation syndicale sur le thème du dialogue social, destiné en particulier aux syndicats sectoriels d'Europe centrale et orientale. Le manuel se compose de 7 modules de formation autonomes: 1) Présentation du dialogue social; 2) Dialogue social national; 3) Dialogue social européen; 4) Comités d'entreprise européens; 5) Résolution des conflits; 6) Négociation avec les employeurs; et 7) Intégration des questions de genre. Le manuel, actuellement disponible en anglais, croate, hongrois, polonais et roumain, sera traduit dans d'autres langues d'Europe centrale et orientale au cours de la deuxième année de la mise en œuvre du projet.

Les activités suivantes ont été organisées dans le cadre de ce projet en 2012:

- A4-05177 – « Dialogue social sectoriel dans les nouveaux États membres et les pays candidats pour les syndicats affiliés à l'EFFAT et l'EMCEF », Turin, 20-24 février 2012, 32 participants (12 femmes)
- A4-55185 – « Développement des capacités de dialogue social: atelier pour les organisations syndicales de Croatie, de Macédoine, de Malte et de Slovénie affiliées à l'EFFAT et l'EMCEF », Opatija, Croatie, 3-4 avril 2012, 29 participants (10 femmes)
- A4-55181 – « Développement des capacités de dialogue social: atelier pour les organisations syndicales d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie affiliées à l'EFFAT l'EMCEF, Vilnius, 6-7 juin 2012, 19 participants (8 femmes)
- A4-55182 – « Développement des capacités de dialogue social: atelier pour les organisations syndicales de Hongrie, de Pologne, de République tchèque et de Slovaquie affiliées à l'EFFAT et IndustriALL », Budapest, 2-3 juillet 2012, 48 participants (21 femmes)
- A4-55184 – « Développement des capacités de dialogue social: atelier pour les organisations syndicales de Bulgarie, de Roumanie et de Turquie affiliées à l'EFFAT et IndustriALL », Bucarest, 11-12 juillet 2012, 35 participants (16 femmes)
- A4-55192 – « Conférence de clôture: Renforcer le dialogue social sectoriel dans les nouveaux États membres de l'Union européenne et les pays candidats dans les secteurs couverts par l'EFFAT et IndustriALL », Bruxelles, 13-14 septembre 2012, 43 participants (21 femmes)

#### **P455207 Un travail décent pour les travailleurs domestiques (15 décembre 2011 - 14 décembre 2012)**

Le projet pilote intitulé « Un travail décent pour les travailleurs domestiques », financé par l'UE et mis en œuvre par le Programme des activités pour les travailleurs du Centre international de formation de l'OIT en partenariat avec la Confédération européenne des syndicats (CES) et la Fédération européenne des syndicats de l'alimentation, de l'agriculture et du tourisme (EFFAT), a pour objectif de promouvoir une approche des travailleurs domestiques, catégorie particulièrement défavorisée de travailleurs précaires, basée sur les droits. Les activités du projet ont porté sur les défis particuliers auxquels font face les travailleurs domestiques migrants, sur les mesures et incitations visant à permettre la transformation de leurs relations de travail précaires en contrats assurant plus de droits sociaux, y compris la représentation collective, ainsi que sur les mesures et incitations visant à la lutte contre le travail non déclaré en le transformant en emploi régulier, en particulier dans le domaine du travail domestique.

Le projet s'est appuyé sur les conclusions du projet intersectoriel du Centre « Un travail décent pour les travailleurs précaires », réalisé en 2011 en partenariat avec la CES, du projet de l'EFFAT sur le travail précaire, du Symposium d'ACTRAV sur le travail précaire (octobre 2011), ainsi que sur les discussions de la Conférence internationale du Travail de 2011 dans le domaine des travailleurs domestiques. Il a exploré les modes de reconnaissance et d'extension des droits des travailleurs domestiques dans certains États membres de l'UE. Promouvant une approche fondée sur les droits de cette catégorie de travailleurs, le projet préconise la ratification de la convention n° 189 et la considération attentive par les législateurs de la recommandation (n° 201) sur les travailleurs domestiques dans les États membres de l'UE, conformément à la résolution du Parlement européen.

Le projet a organisé trois ateliers, une recherche à petite échelle et une conférence européenne de clôture. Les ateliers, qui se sont tenus à Berlin, Madrid et Dublin, ont renforcé la capacité des syndicats dans le domaine des droits des travailleurs domestiques. La recherche a porté sur la mise en œuvre de la législation nationale sur les travailleurs domestiques dans certains pays (Allemagne, Espagne, Irlande et Italie), sur les défis auxquels sont confrontés les travailleurs domestiques migrants dans les pays d'origine et de destination, sur les initiatives conjointes des partenaires sociaux et sur les actions syndicales visant à organiser et à protéger cette catégorie de travailleurs. La formation et la recherche ont été complétées par la publication en ligne des présentations nationales, d'études de cas portant sur des bonnes pratiques et de ressources documentaires. La conférence de clôture organisée à Turin a permis d'évaluer le projet, de diffuser les informations recueillies et d'orienter les activités futures des organisations de travailleurs dans ce domaine.

Le projet s'adressait essentiellement aux pays de destination (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède) et à un petit nombre de pays d'origine (Bulgarie, Estonie, Lituanie, Pologne et Roumanie). En douze mois, le projet a touché quelque 40 organisations syndicales et formé 128 participants (95 femmes), soit 28% de plus que prévu, grâce à l'intérêt élevé relevé dans certains pays, en particulier en Italie et en Espagne.

Les activités suivantes ont été organisées dans le cadre de ce projet en 2012:

- A4-55254 – « Un travail décent pour les travailleurs domestiques d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, de Bulgarie et des Pays-Bas », Berlin, 24-25 avril 2012, 18 participants (14 femmes)
- A4-55256 – « Un travail décent pour les travailleurs domestiques d'Espagne, de France, d'Italie, du Portugal et de Roumanie », Madrid, 19-20 juin 2012, 35 participants (27 femmes)
- A4-55255 – « Un travail décent pour les travailleurs domestiques », Dublin, 25-26 juin 2012, 29 participants (20 femmes)
- A4-05257 – « Conférence de clôture: Un travail décent pour les travailleurs domestiques dans les États membres de l'Union européenne », Turin, 27-28 novembre 2012, 46 participants (34 femmes)

## **Activités additionnelles à Turin**

**A4-05274 - Atelier EFFAT-ISE sur la négociation en temps de crise dans les secteurs couverts par l'EFFAT, Turin, 25-27 janvier 2012, 29 participants (9 femmes)**

**A4-05193 - Emploi, travail décent et migration, Turin, 15-18 mai 2012, 20 participants (11 femmes)**

**A4-05202 - Formation de jeunes dirigeants syndicaux, Turin, 3-7 décembre 2012, 16 participants (6 femmes)**

## ÉTATS ARABES

### Activités à Turin

#### **A5-04026 – Vers un syndicalisme démocratique et le travail décent dans les pays arabes, Turin, 23-27 janvier 2012, anglais/arabe, 15 participants (4 femmes)**

Ce cours a contribué à:

- promouvoir un syndicalisme démocratique et indépendant dans la région arabe et son rôle dans le renforcement des institutions démocratiques, la bonne gouvernance et la promotion des droits fondamentaux des travailleurs;
- développer la compréhension entre les syndicats sur la façon dont les normes de l'OIT peuvent aider à promouvoir des systèmes de relations professionnelles démocratiques et réactifs en appui au travail décent pour tous les travailleurs;
- renforcer les capacités nationales des syndicats à organiser les travailleurs et à prendre des mesures éclairées - aux niveaux national, régional et international - pour influencer les relations de travail et promouvoir le travail décent.

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de comprendre l'impact de la crise économique mondiale et des développements politiques actuels dans la région arabe sur les syndicats, l'emploi et les systèmes et institutions de relations de travail;
- de reconnaître les principales caractéristiques des syndicats et de leur fonctionnement en vue d'améliorer leurs capacités d'organisation, de représentation et de négociation collective pour la promotion des droits des travailleurs et du travail décent pour tous;
- de comprendre le rôle et les capacités nécessaires pour le dialogue social et la négociation collective;
- d'examiner les systèmes nationaux de relations de travail (et la législation du travail) qui régissent les relations d'emploi, en gardant à l'esprit les politiques pertinentes de l'OIT et les normes et les pratiques d'autres pays;
- de comprendre le concept de travail décent de l'OIT et la pertinence des normes de l'OIT sur la liberté syndicale et la négociation collective pour la promotion de relations d'emploi démocratiques;
- de comprendre les politiques des dirigeants des entreprises en matière d'emploi, de syndicats et de relations de travail et de développer les compétences clés pour la négociation collective.

#### **A5-05070 - Formation syndicale sur la protection sociale et les politiques de sécurité sociale, Turin, 19-23 novembre 2012, anglais/arabe, 17 participants (7 femmes)**

Ce cours a contribué à:

- renforcer les capacités des syndicats pour la promotion des droits fondamentaux des travailleurs à l'ère de la mondialisation;

- élaborer des politiques et stratégies syndicales de promotion de la sécurité sociale pour tous, en particulier pour les travailleurs de l'économie informelle syndicaux;
- améliorer la connaissance et l'utilisation des normes et des politiques de l'OIT pour promouvoir le travail décent.

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- d'identifier les principaux défis et difficultés rencontrés par les syndicats dans l'organisation et la protection des droits des travailleurs;
- de comprendre le processus de mondialisation, la crise économique, son impact social et économique sur les travailleurs et les syndicats et le travail décent en tant que réponse à la crise et voie menant à un développement durable;
- de comprendre les principales dispositions des normes internationales du travail dans le domaine de la sécurité sociale;
- de comprendre les politiques, systèmes et pratiques de sécurité sociale en vigueur dans d'autres pays, ainsi que les initiatives de protection sociale menées par les syndicats;
- de comprendre les grands enjeux de la réforme de la sécurité sociale, y compris le ciblage, la couverture, les prestations, les sources de financement, le rôle de la législation et la négociation collective;
- de comprendre le rôle joué par la liberté syndicale et la négociation collective dans la promotion d'un « environnement favorable » à la protection sociale des travailleurs;
- de développer une compréhension des questions de genre dans le domaine des politiques de protection sociale;
- de proposer à leur organisation de meilleures stratégies pour la protection sociale des travailleurs, en visant en particulier les travailleurs migrants et d'autres travailleurs dans les secteurs privé et informel.

## INTERRÉGIONAL

### Activités à Turin

**A9-05135 - Relations d'emploi et économie informelle (PALOP et Brésil), Turin, 20 février - 9 mars 2012, portugais, 14 participants (8 femmes)**

Objectifs:

- comprendre les divers aspects du travail dans l'économie informelle;
- valider les politiques actuelles des syndicats dans l'économie informelle;
- identifier les grands thèmes, des exemples de bonnes pratiques et les défis pour la politique des syndicats dans l'économie informelle;
- intégrer les questions de genre dans les politiques des syndicats dans l'économie informelle;
- utiliser les instruments pertinents de l'OIT et adopter une approche basée sur les droits pour la conception des politiques des syndicats dans l'économie informelle.

**A9-05072 - Formation syndicale interrégionale sur le travail décent, le développement durable et les emplois verts, Turin, 3-14 septembre 2012, anglais/espagnol, 16 participants (8 femmes)**

Objectif:

- renforcer les compétences du mouvement syndical par la formation des syndicalistes impliqués dans la promotion du développement durable et du travail décent, avec une référence spécifique à la Déclaration de 2008, au Pacte mondial de 2009, et au discours du Directeur général sur le travail décent pour le développement durable lors de la Conférence de 2007.

Cela a impliqué en particulier:

- l'examen de certains des concepts clés de la pensée environnementale, en référence à la manière dont les régions sont touchées par les principaux problèmes environnementaux locaux et mondiaux, des notions de crise environnementale, de croissance, de développement durable et des principaux aspects et concepts qui sous-tendent ces notions;
- l'analyse des caractéristiques des méthodes de production et de conception, de leurs impacts sociaux et environnementaux, ainsi que des retombées sur l'emploi et sociales du passage à un modèle plus durable;
- la présentation de quelques-uns des instruments utilisés comme indicateurs de la durabilité du modèle de développement;
- l'analyse des défis et des possibilités de création d'emplois décents dans un nouveau modèle de production et de consommation durables.
- l'étude de différentes approches possibles pour l'action syndicale en matière environnementale à différents niveaux, dans un contexte national, régional et international, en se concentrant sur des exemples de lieux de travail plus durables et sur le dialogue social bi- et tripartite sur les questions environnementales;
- la présentation d'exemples d'action syndicale en matière environnementale, en particulier dans les pays de la région;
- le partage de la nature transversale d'une approche de développement durable en réponse à la Déclaration de 2008, au Pacte mondial pour l'emploi de 2009 et à l'initiative de l'OIT et d'autres agences des Nations Unies (PNUE) pour les emplois verts.

## **Autres activités à Turin**

**A9-05450 – Réunion du réseau FIAT/Chrysler, Turin, 6-7 juin 2012, anglais/espagnol/français/italien, 65 participants (9 femmes)**

Cette activité, menée en partenariat avec la fédération mondiale IndustriAll, vise à renforcer l'action de coordination syndicale aux niveaux européen et international et inclut toujours une composante de formation liée aux questions émergentes dans les relations professionnelles avec l'entreprise concernée.

**A9-05346 – Cours pour les jeunes dirigeants de la CISL, Turin, 4-6 septembre 2012, anglais/italien, 27 participants (11 femmes)**

Ce cours représente une première expérience d'activité de formation sur mesure pour une centrale nationale de la zone de l'OCDE existant depuis de longues années. Il s'est notamment inscrit dans un programme plus large (une série de modules de formation d'une semaine dans l'année, menée par l'école nationale de formation de la CISL à Fiesole, Florence) pour les jeunes dirigeants de la Confédération italienne des syndicats de travailleurs (CISL). Les participants ont été informés sur les questions fondamentales liées aux fonctions de l'OIT et sur les priorités du Groupe des travailleurs, ainsi que sur le mouvement syndical international. De plus, ils ont participé à une session conjointe avec les participants au cours interrégional sur le travail décent, le développement durable et les emplois verts, ce qui a donné lieu à un échange d'expériences très efficace et concluant.



## **Annexe 3**

### **Cours réguliers 2012 par région**



### ANNEXE 3 - Cours réguliers 2012 par région

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A105066	Trade union training in employment relations and the informal economy	C	20/02/2012 02/03/2012	10	13	130	ENFR	ITALY MAE (VC) ILO ACTRAV GENEVA FES (GERMANY)
A105067	Trade union training on capacity building for promoting decent work	C	08/10/2012 19/10/2012	10	15	150	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ILO RBTC/TC/AFRICA (12-13) FES (GERMANY)
A105076	Trade union training on occupational safety and health and HIV/AIDS	C	26/11/2012 07/12/2012	10	15	150	ENFR	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) INCOME TRANSFERRED FROM A905072/120322 ILO ACTRAV GENEVA ILO AIDS GENEVA
<b>SUBTOTAL ' Africa '</b>				<b>30</b>	<b>43</b>	<b>430</b>		
A205069	Derechos sindicales y normas internacionales del trabajo, con especial atención a las normas sobre trabajo doméstico - linked to P202810	C	14/05/2012 01/06/2012	15	14	210	ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ILO RBTC/TC/AMERICAS (12-13) FES (GERMANY) MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPAÑA
A205075	Capacidades sindicales para la promoción del trabajo decente	C	08/10/2012 26/10/2012	15	15	225	ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ILO RBTC/TC/AMERICAS (12-13)
<b>SUBTOTAL ' Americas '</b>				<b>30</b>	<b>29</b>	<b>435</b>		
A305068	Organizing and collective bargaining in multinational enterprises (MNEs)	C	13/02/2012 24/02/2012	10	17	170	EN	ILO SPECIAL ALLOCATION TO TURIN CENTRE FOR 2012 ACTIVITIES
A305071	Trade union action for decent work (freedom of association and social security)	C	25/06/2012 13/07/2012	15	15	225	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) FES GERMANY ILO RBTC/TC/ASIA (12-13)
<b>SUBTOTAL ' Asia '</b>				<b>25</b>	<b>32</b>	<b>395</b>		
A405073	Young leadership training on communication policies and skills for trade unions	C	03/12/2012 14/12/2012	10	18	180	ENRU	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ILO GENEVA FES (GERMANY)
<b>SUBTOTAL ' Europe '</b>				<b>10</b>	<b>18</b>	<b>180</b>		
A504026	Towards democratic trade unionism and decent work in Arab countries	C	23/01/2012 27/01/2012	5	15	75	AR	ITALY MAE (VC) 2012
A505070	Trade union training on social protection and social security policies	C	19/11/2012 23/11/2012	5	17	85	ENAR	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ITALY GENERAL FUND - MENA PROJECT FES ILO RBTC/TC/ARAB STATES (12-13)
<b>SUBTOTAL ' Arab States '</b>				<b>10</b>	<b>32</b>	<b>160</b>		
A905135	Relações laborais e a economia informal (PALOPS e Brasil)	C	20/02/2012 09/03/2012	15	14	210	PT	ITALY MAE (VC)
A905072	Inter-regional trade union training on Decent Work, Sustainable Development and Green Jobs	C	03/09/2012 14/09/2012	10	16	160	ENES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
<b>SUBTOTAL ' Interregional '</b>				<b>25</b>	<b>30</b>	<b>370</b>		
<b>GRAND TOTAL</b>				<b>130</b>	<b>184</b>	<b>1970</b>		



## **Annexe 4**

### **Cours réguliers (répartition par région 2000 - 2012)**



## Cours réguliers (répartition par région 2000 - 2012)

	English for Africa	French for Africa and Haiti	Portuguese for Africa/Brazil	Spanish for Latin America	Spanish for Brazil	English for Asia and the Pacific	Central and Eastern Europe	Arabic for Arabic speaking countries	Interregional Programmes	Sectoral Programmes
<b>International Labour Standards</b>										
ILS and on the Declaration and FOA	2003 - 2007	2000-2001-2005-2008-2011	2003	2001-2004-2009-2012	2000-2001-2011	2002-2005-2007-2011-2012	2000	2003-2006-2009	2008-2009	
Child Labour									2000	
<b>Employment Policies</b>										
Employment Policies	2008	2002-2004-2006	2005	2001-2004-2006		2003-2007-2010	2010	2005		
Sustainable development and decent jobs									2012	
<b>Social protection</b>										
Social security	2000-2004-2007	2002-2006-2009	2001	2002-2005-2008-2010		2000-2003-2009	2011	2002-2012	2010	
OSH/E and HIV/AIDS	2002-2010-2012	2003-2012	2002-2006	2000-2003-2006		2001-2006-2011		2004-2009		
<b>Social dialogue and collective bargaining</b>										
Economic and financial analysis of enterprises for c. bargaining			2000	2003		2005-2010				
Collective bargaining	2002 - 2011	2004 - 2011	2004	2011		2012		2000-2010	2010	
Labour relations	2001 - 2012	2003-2009-2012	2012			2000-2008		2001	2010	
<b>Organizing and TU management</b>										
Organizing and capacity building	2006-2012	2004-2007	2009	2007 - 2011-2012		2006		2007-2012	2011	
Communication		2010					2012			
<b>International economy &amp; globalization</b>										
International economics and political economy	2001-2005-2010	2000-2005		2000-2007-2009		2004			2010	
Social justice and global economy	2011									
<b>Application of IT to trade unions</b>										
Information technology with special focus on distance education	2003-2006	2005		2005		2002	2000			
Information technologies	2000-2005	2001-2007	2007	2002		2001-2004-2009				
<b>Training methodology/distance education</b>										
Training methodology	2007-2008	2008	2008	2008-2010		2008	2009	2008		
<b>Sctoral programmes</b>										
Training of trade union officials (tailor made training activities)										
PSI & UNI										2000
ITS										2001-2002
GUFS										2003-2004-2005 2006



## **Annexe 5**

### **Activités à Turin en 2012 hors cours réguliers et projets**



## ANNEXE 5 - Activités à Turin en 2012 hors cours réguliers et projets

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A305187	Training course for ACFTU on challenges and role of trade unions in globalizing economy	C	16/04/2012 25/04/2012	8	19	152	ENCH	ILO SPECIAL ALLOCATION TO TURIN CENTRE FOR 2012 ACTIVITIES
A305199	Trade union training on promoting decent work through organizing and collective bargaining (China)	C	10/09/2012 19/09/2012	8	20	160	ENCH	ITALY MAE (VC)
<b>SUBTOTAL ' Asia '</b>				<b>16</b>	<b>39</b>	<b>312</b>		
A405274	EFFAT- ETUI Workshop on negotiating at times of crisis in the EFFAT sectors	C	25/01/2012 27/01/2012	3	29	87	ENFR	ETUI
A405193	Employment, decent work and migration	C	15/05/2012 18/05/2012	4	20	80	ENFR ES	ETUI
A405202	Young leadership training	C	03/12/2012 07/12/2012	5	16	80	EN	ETUI
<b>SUBTOTAL ' Europe '</b>				<b>12</b>	<b>65</b>	<b>247</b>		
A905450	FIAT/CHRYSLER network meeting	C	06/06/2012 07/06/2012	2	65	130	ENFR ESIT	INTERNATIONAL METALWORKERS FEDERATION (IMF) INCOME FROM ROOMS
A905346	Corso giovani dirigenti CISL	C	04/09/2012 06/09/2012	3	27	81	ENIT	CENTRO STUDI NAZIONALE CISL
<b>SUBTOTAL ' Interregional '</b>				<b>5</b>	<b>92</b>	<b>211</b>		
<b>GRAND TOTAL</b>				<b>33</b>	<b>196</b>	<b>770</b>		



## **Annexe 6**

### **Activités sur le terrain 2012 hors projets**



## ANNEXE 6 - Activités sur le terrain 2012 hors projets

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A155169	Trade union actions for achieving decent work for migrants for English-speaking Africa ( Kisumu, Kenya )	F	21/05/2012 25/05/2012	5	15	75	EN	ILO RBTC/TC/AFRICA (12-13) ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A155171	Training of trainers on occupational safety and health for trade union representatives in Africa ( Accra, Ghana )	F	13/08/2012 17/08/2012	5	20	100	ENFR	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ILO ACTRAV
<b>SUBTOTAL ' Africa '</b>				<b>10</b>	<b>35</b>	<b>175</b>		
A255321	Seminario regional sobre trabajo decente con transversalidad de genero (FSI y red DDHH) ( Buenos Aires, Argentina )	F	25/06/2012 06/07/2012	10	13	130	ES	ILO ACTRAV GENEVA ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A255325	Taller regional de formación de formadores trabajo decente al cubo ( Buenos Aires, Argentina )	F	25/06/2012 06/07/2012	10	15	150	ES	ILO ACTRAV GENEVA ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A255730	Economia politica, trabajo decente e internacionalismo sindical ( Lima, Peru )	F	10/12/2012 14/12/2012	5	15	75	ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
<b>SUBTOTAL ' Americas '</b>				<b>25</b>	<b>43</b>	<b>355</b>		
A355196	Trade union training on wage policies and collective bargaining ( Singapore )	F	30/07/2012 03/08/2012	5	23	115	EN	SNTUC (IN KIND) ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A355250	Promoting Freedom of Association and Decent Work for workers in precarious employment ( Bangkok, Thailand )	F	21/08/2012 25/08/2012	5	23	115	EN	JILAF (JAPAN) ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A355201	Trade union training on social protection and security policies ( Seoul, Republic of Korea )	F	08/10/2012 12/10/2012	5	18	90	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) KOREA LABOUR FOUNDATION - KLF (IN KIND)
A352662	Trade union training on Decent Work, Decent Work Country Programmes (DWCPs) and role of trade unions ( Jakarta, Indonesia )	F	06/11/2012 09/11/2012	5	22	110	EN	RBTC/TC ACTRAV RBTC/TC/ASIA
<b>SUBTOTAL ' Asia '</b>				<b>20</b>	<b>86</b>	<b>430</b>		
<b>GRAND TOTAL</b>				<b>55</b>	<b>164</b>	<b>960</b>		



## **Annexe 7**

### **Activités d'apprentissage à distance exécutées en 2012 par région**



## ANNEXE 7 - Activités d'apprentissage à distance exécutées en 2012 par région

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A272983	Formación sindical sobre la iniciativa del piso de protección social - linked to P202810	D	20/02/2012 20/04/2012	9	20	180	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
A275200	Salud y seguridad en el trabajo con enfoque de género - linked to P202810	D	26/03/2012 31/05/2012	10	25	250	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
A275179	Trabajo decente, desarrollo sostenible y seguridad social - linked to P202810	D	23/04/2012 31/05/2012	6	20	120	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
<b>Americas</b>				<b>25</b>	<b>65</b>	<b>550</b>		



## **Annexe 8**

### **Activités liées à un projet exécutées en 2012 par région**



## ANNEXE 8 - Activités liées à un projet exécutées en 2012 par région

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A105066	Trade union training in employment relations and the informal economy	C	20/02/2012 02/03/2012	10	13	130	ENFR	ITALY MAE (VC) ILO ACTRAV GENEVA FES (GERMANY)
A154558	Le dialogue social sur le terrain, de la théorie à la pratique - linked to P154556 ( Bukavu, RDC )	F	07/03/2012 10/03/2012	3	42	126	FR	WALLON REGION ITALY MAE (VC) SLIPPAGE 2011  ILO ACTRAV
A154559	L'Intersyndicale: un outil pour les femmes et le dialogue social dans la région des Grands Lacs - linked to P154556 ( Bujumbura, Burundi )	F	07/05/2012 10/05/2012	5	52	260	FR	WALLON REGION ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ILO ACTRAV GENEVA
A154560	Formation syndicale sur l'organisation des travailleurs de l'économie informelle - linked to P154556 ( Lomé, Togo )	F	11/06/2012 14/06/2012	4	16	64	FR	WALLON REGION (BELGIUM) ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ILO ACTRAV GENEVA
A155171	Training of trainers on occupational safety and health for trade union representatives in Africa ( Accra, Ghana )	F	13/08/2012 17/08/2012	5	20	100	ENFR	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ILO SIDA through ILO ACTRAV
<b>SUBTOTAL 'Africa'</b>				<b>27</b>	<b>143</b>	<b>680</b>		
A272983	Formación sindical sobre la iniciativa del piso de protección social - linked to P202810	D	20/02/2012 20/04/2012	9	20	180	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
A255402	Retos y desafíos de las trabajadoras del hogar para su inclusion en la seguridad social - linked to P202810 ( Santo Domingo )	F	08/03/2012 09/03/2012	2	32	64	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
A255173	Seminario taller de presentacion y validacion de la guia nacional de accion sindical en salud y seguridad en el trabajo para sindicalistas Argentinos - linked to P202810 ( Buenos Aires, Argentina )	F	12/03/2012 14/03/2012	3	25	75	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
A275200	Salud y seguridad en el trabajo con enfoque de género - linked to P202810	D	26/03/2012 31/05/2012	10	25	250	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
A255183	Jornadas regionales - linked to P202810 ( Foz de Iguacu, Brasil )	F	16/04/2012 17/04/2012	2	15	30	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
A275179	Trabajo decente, desarrollo sostenible y seguridad social - linked to P202810	D	23/04/2012 31/05/2012	6	20	120	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
A205069	Derechos sindicales y normas internacionales del trabajo, con especial atención a las normas sobre trabajo doméstico - linked to P202810	C	14/05/2012 01/06/2012	15	14	210	ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ILO RBTC/TC/AMERICAS (12-13)  FES (GERMANY) MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
A255324	Encuentro subregional Cono Sur y Países Andinos sobre seguridad social - linked to P202810 ( Asuncion, Paraguay )	F	16/05/2012 18/05/2012	3	13	39	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A255186	Encuentro subregional Centro América y Caribe sobre seguridad social - linked to P202810 ( Panama )	F	22/05/2012 24/05/2012	3	15	45	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
A255190	Encuentro regional - presentación de resultados - linked to P202810 ( Madrid, Spain )	F	29/05/2012 30/05/2012	2	8	16	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
<b>SUBTOTAL 'Americas'</b>				<b>55</b>	<b>187</b>	<b>1029</b>		
A355205	Trade union training for FTUB on Freedom of Association, organizing and collective bargaining ( Yangon, Myanmar )	F	11/12/2012 14/12/2012	4	33	132	EN	ITALY MYANMAR PROJECT
<b>SUBTOTAL 'Asia'</b>				<b>4</b>	<b>33</b>	<b>37</b>		
A405177	Sectoral social dialogue in new Member States and candidate countries for EFFAT and EMCEF affiliates - linked to P454653	C	20/02/2012 24/02/2012	5	32	160	EN	EUROPEAN COMMISSION through ILO PARDEV (RER/11/54/EEC)
A455185	Capacity-building for social dialogue: Workshop for trade union organizations in Croatia, Macedonia, Malta and Slovenia in EFFAT and EMCEF sectors - linked to P454653 ( Opatija, Croatia )	F	03/04/2012 04/04/2012	2	29	58	EN	EUROPEAN COMMISSION through ILO PARDEV (RER/11/54/EEC)
A455254	Decent work for domestic workers for Austria, Germany, Belgium, Netherlands, Bulgaria - linked to P455207 ( Berlin, Germany )	F	24/04/2012 25/04/2012	2	18	36	ENFR	EUROPEAN COMMISSION
A455181	Capacity-building for social dialogue: Workshop for EFFAT and EMCEF affiliates in Estonia, Latvia and Lithuania - linked to P454653 ( Vilnius, Lithuania )	F	06/06/2012 07/06/2012	2	19	38	EN	EUROPEAN COMMISSION through ILO PARDEV (RER/11/54/EEC)
A455256	Decent work for domestic workers for France, Italy, Spain, Portugal and Romania - linked to P455207 ( Madrid, Spain )	F	19/06/2012 20/06/2012	2	35	70	EN	EUROPEAN COMMISSION
A455255	Decent Work for domestic workers - linked to P455207 ( Dublin, Ireland )	F	25/06/2012 26/06/2012	2	29	58	EN	EUROPEAN COMMISSION
A455182	Capacity-building for social dialogue: Workshop for EFFAT and IndustriALL affiliates in Slovakia, Czech Republic, Poland and Hungary - linked to P454653 ( Budapest, Hungary )	F	02/07/2012 03/07/2012	2	48	96	EN	EUROPEAN COMMISSION through ILO PARDEV ( RER/11/54/EEC)
A455184	Capacity-building for social dialogue: workshop for EFFAT and IndustriALL affiliates in Turkey, Bulgaria and Romania - linked to P454653 ( Bucharest, Romania )	F	11/07/2012 12/07/2012	2	35	70	EN	EUROPEAN COMMISSION through ILO PARDEV ( RER/11/54/EEC)
A455192	Closing conference: Strengthening sectoral social dialogue in NMSCC in EFFAT and industriALL sectors - linked to P454653 ( Brussels, Belgium )	F	13/09/2012 14/09/2012	2	43	86	EN	EUROPEAN COMMISSION through ILO PARDEV ( RER/11/54/EEC)
A405257	Closing conference: Decent work for domestic workers in EU Member States - linked to P455207	C	27/11/2012 28/11/2012	2	46	92	ENFR	EUROPEAN COMMISSION ILO GENEVA
<b>SUBTOTAL 'Europe'</b>				<b>23</b>	<b>334</b>	<b>764</b>		
A505070	Trade union training on social protection and social security policies	C	19/11/2012 23/11/2012	5	17	85	ENAR	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ITALY GENERAL FUND - MENA PROJECT FES ILO RBTC/TC/ARAB STATES (12-13)
<b>SUBTOTAL 'Arab States'</b>				<b>5</b>	<b>17</b>	<b>22</b>		
<b>GRAND</b>				<b>114</b>	<b>714</b>	<b>2532</b>		

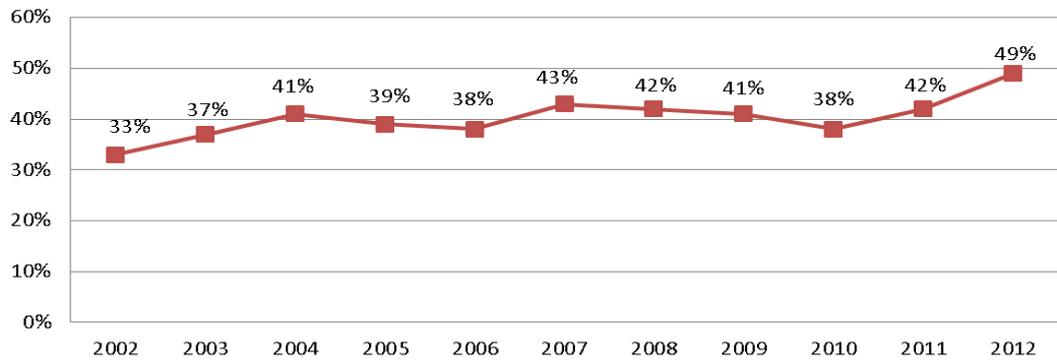


## **Annexe 9**

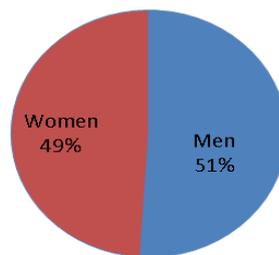
### **Répartition selon le genre**



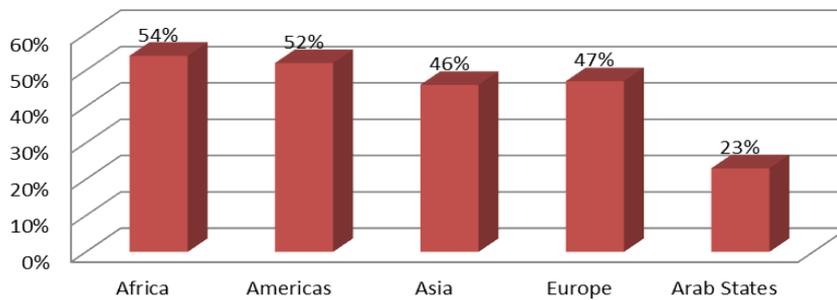
### Taux de participation des femmes 2001 - 2012



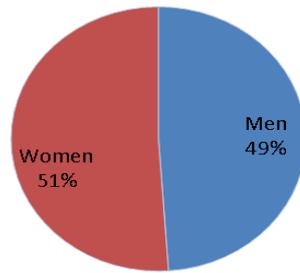
### Taux de participation femmes 2012 (général)



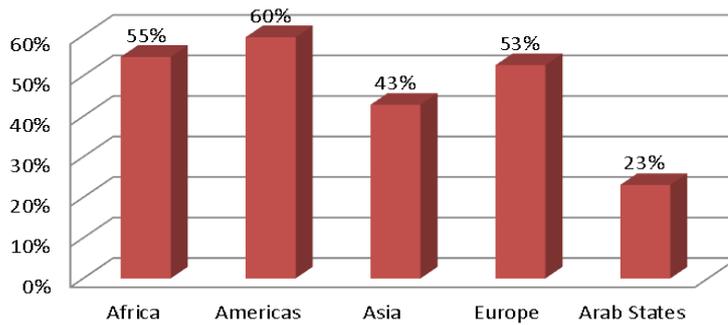
### Taux de participation femmes 2012 par région (général)



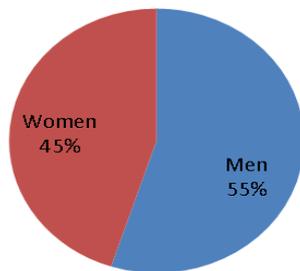
### Participation des femmes aux cours réguliers 2012



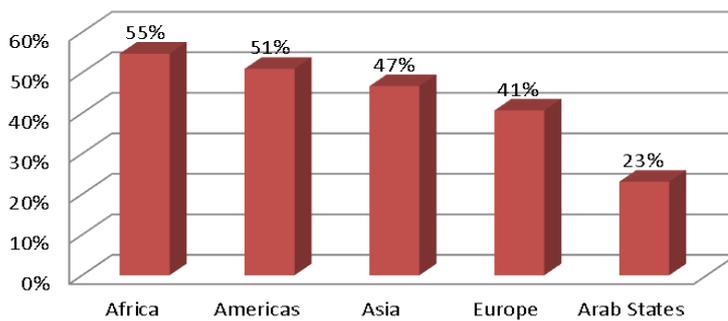
### Participation des femmes aux cours réguliers par Region 2012



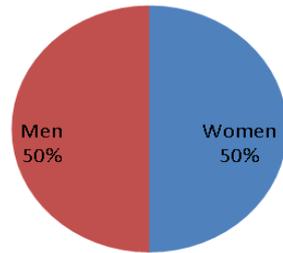
### Participation des femmes 2012 (toutes les activités à Turin)



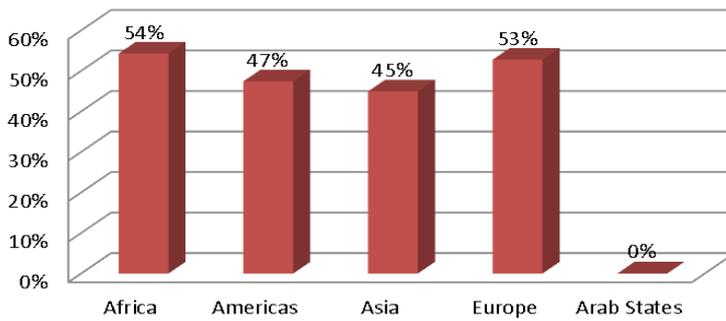
### Participation des femmes 2012 toutes les activités Turin par région



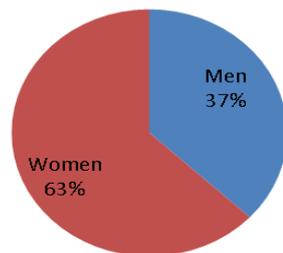
### Participation des femmes aux activités sur le terrain 2012



### Participation femmes aux activités sur le terrain 2012 par région



### Participation des femmes à la formation à distance 2012





**Annexe 10**

**Evaluation**



## Evaluation Results 2012\* - Workers' Activities

### End-of-activity evaluation

Question	2012		Difference in mean scores	
	means	% 4 & 5	ACTRAV2012- ACTRAV2011	ACTRAV2012- ITCILO2012
Preliminary information	3.95	72%	0.22	0.26
Achievement of objectives	4.31	90%	0.03	0.11
Contents serve objectives	4.42	92%	0.06	0.14
Gender in the training	4.24	81%	0.18	0.30
Learning methods	4.37	91%	0.06	0.07
Resource persons	4.53	95%	-0.01	0.09
Group working relations	4.37	91%	0.00	0.05
Materials	4.40	92%	0.04	0.09
Activity's organization	4.43	89%	-0.14	0.04
Secretariat	4.55	93%	-0.02	0.07
Relevance to current function	4.49	95%	-0.02	0.05
Relevance to organization's needs	4.47	93%	0.02	0.01
Activity overall quality	4.55	96%	0.09	0.08
<b>Average of all 13 questions</b>	<b>4.39</b>	<b>90%</b>	<b>0.05</b>	<b>0.10</b>
<b>Nb of received questionnaires</b>	<b>866</b>			
<b>Nb of evaluated activities</b>	<b>40</b>			

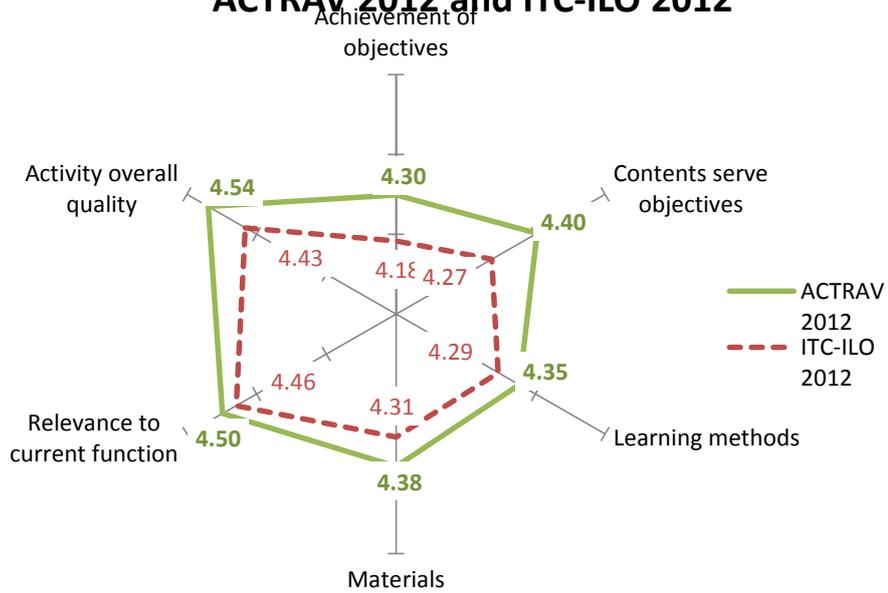
### Follow-up evaluation

Calendar courses (from January 2011 to May 2012)				
Question	means	% 4 & 5	ACTRAV- ITCILO	
Improvement of participant's competencies	3.90	70%	0.15	
Improvement of participant's job performance	3.79	71%	0.23	
Improvement of organizational performance	3.12	31%	0.25	
Use of distributed materials	3.38	43%	0.28	
Use of established networks	2.72	25%	0.19	
Participation in the training considered as a good investment	4.18	79%	0.22	
<b>Nb of received questionnaires</b>	<b>71</b>			
<b>Nb of evaluated activities</b>	<b>11</b>			

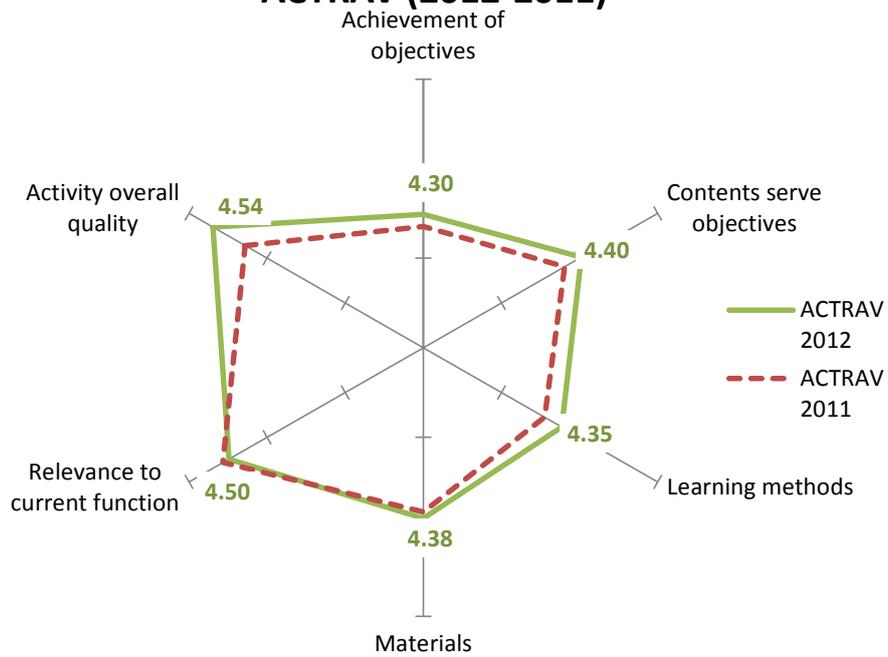
\* As at 14 January 2013.

This documents reports only the results of ITC-ILO standard questionnaires (both for the end-of-activity and the follow-up evaluation). All questions are in a 1-5 scale.

### ACTRAV 2012 and ITC-ILO 2012



### ACTRAV (2012-2011)



## **Annexe 11**

### **Activités financées ou cofinancées par ACTRAV**



## ANNEXE 11 - Activités financées ou cofinancées par ACTRAV

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A105066	Trade union training in employment relations and the informal economy	C	20/02/2012 02/03/2012	10	13	130	ENFR	ITALY MAE (VC) ILO ACTRAV GENEVA FES (GERMANY)
A154558	Le dialogue social sur le terrain, de la théorie à la pratique - linked to P154556 ( Bukavu, RDC )	F	07/03/2012 10/03/2012	3	42	126	FR	WALLON REGION ITALY MAE (VC) SLIPPAGE 2011  ILO ACTRAV
A154559	L'Intersyndicale: un outil pour les femmes et le dialogue social dans la région des Grands Lacs - linked to P154556 ( Bujumbura, Burundi )	F	07/05/2012 10/05/2012	5	52	260	FR	WALLON REGION ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ILO ACTRAV GENEVA
A155169	Trade union actions for achieving decent work for migrants for English-speaking Africa ( Kisumu, Kenya )	F	21/05/2012 25/05/2012	5	15	75	EN	  ILO RBTC/TC/AFRICA (12-13) ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A154560	Formation syndicale sur l'organisation des travailleurs de l'économie informelle - linked to P154556 ( Lomé, Togo )	F	11/06/2012 14/06/2012	4	16	64	FR	WALLON REGION (BELGIUM) ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ILO ACTRAV GENEVA
A155171	Training of trainers on occupational safety and health for trade union representatives in Africa ( Accra, Ghana )	F	13/08/2012 17/08/2012	5	20	100	ENFR	  ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ILO SIDA through ILO ACTRAV
A105067	Trade union training on capacity building for promoting decent work	C	08/10/2012 19/10/2012	10	15	150	EN	  ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ILO RBTC/TC/AFRICA (12-13) FES (GERMANY)
A105076	Trade union training on occupational safety and health and HIV/AIDS	C	26/11/2012 07/12/2012	10	15	150	ENFR	  ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) INCOME TRANSFERRED FROM A905072/120322 ILO ACTRAV GENEVA ILO AIDS GENEVA
A155170	Trade union training on promoting and defending the rights of domestic workers ( Kisumu, Kenya )	F	10/12/2012 14/12/2012	5	19	95	ENFR	   ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
<b>SUBTOTAL 'Africa'</b>				<b>57</b>	<b>207</b>	<b>1150</b>		

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A205069	Derechos sindicales y normas internacionales del trabajo, con especial atención a las normas sobre trabajo doméstico - linked to P202810	C	14/05/2012 01/06/2012	15	14	210	ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ILO RBTC/TC/AMERICAS (12-13)  FES (GERMANY) MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
A255321	Seminario regional sobre trabajo decente con transversalidad de genero (FSI y red DDHH) ( Buenos Aires, Argentina )	F	25/06/2012 06/07/2012	10	13	130	ES	ILO ACTRAV GENEVA ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A255325	Taller regional de formación de formadores trabajo decente al cubo ( Buenos Aires, Argentina )	F	25/06/2012 06/07/2012	10	15	150	ES	ILO ACTRAV GENEVA ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A205075	Capacidades sindicales para la promoción del trabajo decente	C	08/10/2012 26/10/2012	15	15	225	ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ILO RBTC/TC/AMERICAS (12-13)
A255730	Economía política, trabajo decente e internacionalismo sindical ( Lima, Peru )	F	10/12/2012 14/12/2012	5	15	75	ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
<b>SUBTOTAL 'Americas'</b>				<b>55</b>	<b>72</b>	<b>790</b>		
A305071	Trade union action for decent work (freedom of association and social security)	C	25/06/2012 13/07/2012	15	15	225	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) FES GERMANY ILO RBTC/TC/ASIA (12-13)
A355196	Trade union training on wage policies and collective bargaining ( Singapore )	F	30/07/2012 03/08/2012	5	23	115	EN	SNTUC (IN KIND) ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A355250	Promoting Freedom of Association and Decent Work for workers in precarious employment ( Bangkok, Thailand )	F	21/08/2012 25/08/2012	5	23	115	EN	JILAF (JAPAN) ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A355201	Trade union training on social protection and security policies ( Seoul, Republic of Korea )	F	08/10/2012 12/10/2012	5	18	90	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) KOREA LABOUR FOUNDATION - KLF (IN KIND)
A355203	Training on organizing and decent work for domestic workers ( Kuala Lumpur, Malaysia )	F	16/10/2012 19/10/2012	4	20	80	EN	ILO RBTC/TC/ASIA ILO TRAVAIL ILO ACTRAV (RBSA)
A352662	Trade union training on Decent Work, Decent Work Country Programmes (DWCPs) and role of trade unions ( Jakarta, Indonesia )	F	06/11/2012 09/11/2012	5	22	110	EN	RBTC/TC ACTRAV RBTC/TC/ASIA
<b>SUBTOTAL 'Asia'</b>				<b>39</b>	<b>121</b>	<b>735</b>		
A405073	Young leadership training on communication policies and skills for trade unions	C	03/12/2012 14/12/2012	10	18	180	ENRU	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ILO GENEVA FES (GERMANY)
<b>SUBTOTAL 'Europe'</b>				<b>10</b>	<b>18</b>	<b>180</b>		
A505070	Trade union training on social protection and social security policies	C	19/11/2012 23/11/2012	5	17	85	ENAR	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ITALY GENERAL FUND - MENA PROJECT FES ILO RBTC/TC/ARAB STATES (12-13)
<b>SUBTOTAL 'Arab States'</b>				<b>5</b>	<b>17</b>	<b>85</b>		
A905072	Inter-regional trade union training on Decent Work, Sustainable Development and Green Jobs	C	03/09/2012 14/09/2012	10	16	160	ENES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
<b>SUBTOTAL 'Interregional'</b>				<b>10</b>	<b>16</b>	<b>160</b>		
<b>GRAND TOTAL</b>				<b>176</b>	<b>451</b>	<b>3100</b>		



## **Annexe 11 bis**

### **Activités financées ou cofinancées par la contribution volontaire italienne**



## ANNEXE 11 bis - Activités financées ou cofinancées par la contribution volontaire italienne

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A105066	Trade union training in employment relations and the informal economy	C	20/02/2012 02/03/2012	10	13	130	ENFR	ITALY MAE (VC) ILO ACTRAV GENEVA FES (GERMANY)
A154558	Le dialogue social sur le terrain, de la théorie à la pratique - linked to P154556 ( Bukavu, RDC )	F	07/03/2012 10/03/2012	3	42	126	FR	WALLON REGION ITALY MAE (VC) SLIPPAGE 2011  ILO ACTRAV
<b>SUBTOTAL 'Africa'</b>				<b>13</b>	<b>55</b>	<b>256</b>		
A305068	Organizing and collective bargaining in multinational enterprises (MNEs)	C	13/02/2012 24/02/2012	10	17	170	EN	ILO SPECIAL ALLOCATION TO TURIN CENTRE FOR 2012 ACTIVITIES
A305187	Training course for ACFTU on challenges and role of trade unions in globalizing economy	C	16/04/2012 25/04/2012	8	19	152	ENCH	ILO SPECIAL ALLOCATION TO TURIN CENTRE FOR 2012 ACTIVITIES
A305199	Trade union training on promoting decent work through organizing and collective bargaining (China)	C	10/09/2012 19/09/2012	8	20	160	ENCH	ITALY MAE (VC)
A355205	Trade union training for FTUB on Freedom of Association, organizing and collective bargaining ( Yangon, Myanmar )	F	11/12/2012 14/12/2012	4	33	132	EN	ITALY MYANMAR PROJECT
<b>SUBTOTAL 'Asia'</b>				<b>26</b>	<b>56</b>	<b>482</b>		
A504026	Towards democratic trade unionism and decent work in Arab countries	C	23/01/2012 27/01/2012	5	15	75	AR	ITALY MAE (VC) 2012
A505070	Trade union training on social protection and social security policies	C	19/11/2012 23/11/2012	5	17	85	ENAR	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ITALY GENERAL FUND - MENA PROJECT FES ILO RBTC/TC/ARAB STATES (12-13)
<b>SUBTOTAL 'Arab States'</b>				<b>5</b>	<b>15</b>	<b>75</b>		
A905135	Relações laborais e a economia informal (PALOPS e Brasil)	C	20/02/2012 09/03/2012	15	14	210	PT	ITALY MAE (VC)
<b>SUBTOTAL 'Interregional'</b>				<b>15</b>	<b>14</b>	<b>210</b>		
<b>GRAND TOTAL</b>				<b>59</b>	<b>140</b>	<b>1023</b>		



## **Annexe 12**

### **Liste des personnes ressources**



## Liste des personnes ressources 2012 - Turin -

### CONSULTANTS

	NOM	NATIONALITE	ORGANISATION
	Anabella Rosemberg ♀	Argentina	ITUC
	Guillermo Zuccotti	Argentina	Consultant
	Gustavo Triani	Argentina	UNI Americas
	Ruben Cortina	Argentina	FAECYS
	Jean-Claude Le Douaron	Belgium	ETUC
	Ana Paula Melli ♀	Brasil	CUT
	Abdesattar Mansour	Cairo	ITUC
	Stephen Benedict	Canada	ITUC
	Patti Janega ♀	Canada	Consultant
	Helmut Lense	Germany	IMF
	Adu Amankwah Kwasi	Ghana	ITUC
	Georgios Altintzis	Greece	ITUC
	Arvind Shrouti	India	Consultant
	Carla Coletti ♀	Italy	IMF
	Daria Cibrario ♀	Italy	EFFAT
	Fulvio Perini	Italy	Consultant
	Giulia Massobrio ♀	Italy	Consultant
	Giuseppe Nastro	Italy	INPS
	Vittorio Longhi	Italy	COM/CAM ITUC-CSI
	Mansour Omeira	Lebanon	Consultant
	Esther Busser ♀	Netherland	ITUC
	Carlos Ledesma	Peru	Consultant
	Zuzanna Muskat-Gorska ♀	Poland	ITUC
	Ulisses Garrido	Portugal	ETUI
	Valerica Dumitrescu ♀	Romania	ETUI
	Anton Leppik	Russia	ITUC-CSI
	Antonio Camacho	Spain	CCOO
	Cristina Segura ♀	Spain	CCOO
	Laura Martin ♀	Spain	Sustainlabour
	Pedro Soler	Spain	Consultant
	Kristine Drew ♀	UK	TUAC
	Wellington Chibebe	Zimbabwe	ITUC

## CONFEDERATIONS SYNDICALES ITALIENNES

	NOM	CONFEDERATION
	Giovanni Biz	CISL
	Piero Bozzola	CISL
	Federica Castegnaro ♀	CISL
	Mario Scotti	CISL
	Stefano Serafino	CISL
	Nanni Tosco	CISL
	Giovanna Ventura ♀	CISL
	Gianmarco Gilardoni	CISL
	Renzo Bellini	ISCOS CISL
	Nino Baseotto	CGIL
	Fabio Ghelfi	CGIL
	Leopoldo Tartaglia	CGIL
	Cinzia Del Rio ♀	UIL

## FONCTIONNAIRES OIT

	NOM	PROGRAMME/BUREAU OIT
	Frederick Parry	ACTRAV Addis Ababa
	Christine Nathan ♀	ACTRAV Bangkok
	Mustapha Said	ACTRAV Beirut
	Mohammed Trabelsi	ACTRAV Cairo
	Beatriz Vacotto ♀	ACTRAV Geneva
	Anna Biondi ♀	ACTRAV Geneva
	Lene Olsen ♀	ACTRAV Geneva
	Mamadou Kaba Souare	ACTRAV Geneva
	Walid Hamdan	ACTRAV Geneva
	Carmen Benitez ♀	ACTRAV Lima
	Inviolata Chinyangarara ♀	ACTRAV Pretoria
	Syed Mohammad Afsar	AIDS Geneva
	Corinne Perthuis ♀	DCOMM Geneva
	Emily Sims ♀	EMP/MULTI Geneva
	Kees Van de Ree	GREEN JOBS - Geneva
	Abid Briki	ILO Cairo
	Chang Hee Lee	INTEGRATION Geneva
	Ryszard Cholewinski	MIGRANTS Geneva

## FONCTIONNAIRES DU CENTRE DE L'OIT, TURIN

	NOM	PROGRAMME
	Mostefa Boudiaf	EPSD
	Alice Voza ♀	EPSD
	Simonetta Cavazza ♀	ILSGEN
	Johanne Lortie ♀	ILSGEN
	Maura Miraglio ♀	ILSGEN
	Miriam Boudraa ♀	SOCSEC
	Charles Crevier	SOCSEC
	Luisa Guimaraes ♀	SOCSEC

## PERSONNES RESSOURCES 2012 ACTIVITES SUR LE TERRAIN (hors projets)

### CONSULTANTS

	Gustavo Gandara	Argentina	CGT
	Marita Gonzalez ♀	Argentina	CGT
	Ruben Cortina	Argentina	FAECYS
	Amanda Villatoro ♀	El Salvador	CSA
	Maria Trijntje Koning ♀	Germany	ITUC
	Ip Pui Yu ♀	Hong Kong	IDWN
	Yuki Otsuji ♀	Japan	JILAF
	Julio Gamero	Peru	Consultant
	Marta Maria Del Castillo Coba ♀	Spain	CCOO
	Michael P. Besha	Tanzania	OATUU
	Moses Kachima	Tanzania	TMLC

### FONCTIONNAIRES OIT

	NOM	PROGRAMME/BUREAU OIT
	Frederick Parry	ACTRAV Addis Ababa
	Christine Nathan ♀	ACTRAV Bangkok
	Pongsul Ahn	ACTRAV Bangkok
	Shigeru Wada	ACTRAV Bangkok
	Luc Demaret	ACTRAV Geneva
	Carmen Benitez ♀	ACTRAV Lima
	Claire Hobden ♀	ILO Geneva
	Franklin Muchiri	ILO Pretoria
	Malte Luebker	ILO TRAVAIL

## PERSONNES RESSOURCES 2012 – PROJETS

### CONSULTANTS

	NOM	NATIONALITE	ORGANISATION
	Eduardo Choren	Argentina	CGT
	Carlos Anibal Rodríguez	Argentina	Consultant
	Guillermo Zuccotti	Argentina	Consultant
	Laura Maffei ♀	Argentina	Consultant
	Ruben Garrido	Argentina	CTA
	Marta Pujadas ♀	Argentina	UOCRA
	Eduard Laurijssen	Belgium	Consultant
	Luc Triangle	Belgium	IndustriALL
	Jefferey Vogt	Belgium	ITUC
	Katia PAREDES MORENO ♀	Belgium	CSI
	Nicolas HERBECQ	Belgium	CGSLB
	Annick THYRE ♀	Belgium	FGTB
	André BRUYNEEL	Belgium	CGSLB
	Laerte Teixeira Da Costa	Brazil	CSA-TUCA
	Claudia De Lima ♀	Brazil	CUT
	Ana Maria Muñoz ♀	Chile	CUT
	Jasna A. Petrovic ♀	Croatia	Consultant
	Mato Lalic	Croatia	ICEM/EMCEF-IUF/EFFATT SEE
	Domagoj Ferdebar	Croatia	UATUC
	Bozo Skoko	Croatia	University
	Ruth Medrano Díaz ♀	Dominican Republic	CNTD
	Hannes Roosaar	Estonia	EAKL, EE
	Jorma Rusanen ♀	Finland	IndustriALL
	Sylvain Lefebvre	France	IndustriALL
	Gaelle Stierlam ♀	France	Consultant
	Kristin Carls ♀	German	Consultant
	Michael Wolters	German	EMCEF
	Harald Wiedenhoffer	Germany	EFFAT
	Kerstin Howald ♀	Germany	EFFAT
	Norbert Schoebel	Germany	European Commission
	Marieke Koning ♀	Germany	ITUC
	Rabiatou Serah Diallo ♀	Guinea	Consultant
	Luis Fernando Pacheco Lobo	Honduras	CUTH
	Gerry McCormack	Ireland	SIPTU
	Orlagh Fawl ♀	Ireland	SIPTU
	Eddie Higgins	Ireland	SIPTU/ITUC
	Cinzia Del Rio ♀	Italian	UIL
	Fulvio Perini	Italy	Consultant
	Giulia Massobrio ♀	Italy	Consultant
	Daria Cibrario ♀	Italy	EFFAT

	Luca Visentini	Italy	ETUC
	Marco Cilento	Italy	ETUC
	Cinzia Sechi ♀	Italy	ETUC
	Janina Matuiziene ♀	Lithuania	LPSK
	Martha Ayala ♀	Paraguay	CSA-TUCA
	Victor Baez	Paraguay	CSA-TUCA
	Fiorella Puccio ♀	Peru	Consultant
	Julio Franco Perez	Peru	Consultant
	Maria Bastidas ♀	Peru	Consultant
	Lukasz Kopec	Poland	NSZZ Solidarnosc
	Pavle Vrhovec	Slovenia	ZSSS
	Purificacion Moran ♀	Spain	Consultant
	Rebeca Torada ♀	Spain	Consultant
	Zingan Alihonou	Togo	CSI Afrique
	Jeff Bridgford	U.K.	Consultant
	Lenni George ♀	U.K.	Consultant
	Ariel Ferrari	Uruguay	PIT-CNT
	Leida Marcela Leon ♀	Venezuela	ASI
	Maria Isamar Escalona ♀	Venezuela	CSA-TUCA

### FONCTIONNAIRES OIT

	NOM	PROGRAMME/BUREAU OIT
	Ovidiu Jurca	ACTRAV Budapest
	Anna Biondi ♀	ACTRAV Geneva
	Frank Hoffer	ACTRAV Geneva
	Hilda Sanchez Martinez ♀	ACTRAV Geneva
	Luc Demaret	ACTRAV Geneva
	Carmen Benitez ♀	ACTRAV Lima
	Eduardo Rodríguez Calderon	ACTRAV Lima
	Ben Saïd	ACTRAV Pretoria
	Oscar Valverde	ACTRAV San Jose
	Carlos Rodriguez	ACTRAV Santiago
	Hervé Sea	ACTRAV Yaoundé
	Julio Gomez	CTP Proyecto SS Andino, ILO Lima,
	Maria Jose Chamorro ♀	GENDER, ILO San Jose
	Maria Elena Valenzuela ♀	GENDER, ILO Santiago
	Sabine Baun ♀	ILO Berlin
	Natalia Diaz Santin ♀	ILO Madrid
	Rudi Delarue	ILO, Brussels
	Maria Gallotti ♀	MIGRANT Geneva
	Fabio Bertranou	SECSOC, Buenos Aires
	Pablo Casali	SECSOC, Lima
	Sergio Velasco	SECSOC, San Jose
	Claire Hobden ♀	TRAVAIL Geneva

## FONCTIONNAIRES DU CENTRE DE L'OIT, TURIN

	<b>NOM</b>	<b>PROGRAMME</b>
	Paolo Salvai	ACT/EMP
	Alessandro Patrone	EVALUATION



## **Annexe 13**

### **Tableaux détaillés des activités bi- et tripartites**



Annexe 13 - Tableaux détaillés des activités bi- et tripartites

0 skipped.					AFRICA								AMERICAS						ASIA						EUROPE						ARAB STATES						ICS		TOTAL WORKERS	NOTES	EMPLOYERS ATTENDING ACTIVITIES				
Title	Venue	DoT	Part. Days	No. Part	TOT				Work				Empl				TOT				Work				Empl				TOT				Work				Empl					TOT			
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W							
A905109 - ILO Maritime Labour Academy - Track 4: Workshop for seafarers and seafarers' representatives on the ILO MLC, 2006	C	7	168	24	0	0	0	0	0	0	5	0	5	0	0	0	6	0	6	0	0	0	9	4	9	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24	only for workers in cooperation with ITF	
A905110 - ILO Maritime Labour Academy - Track 4: workshop for seafarers and seafarers' representatives on the ILO MLC, 2006	C	7	161	23	2	1	2	1	0	0	2	0	2	0	0	0	5	0	5	0	0	0	13	0	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23	only for workers in cooperation with ITF	
A905111 - ILO Maritime Labour Academy - Track 4b - Awareness-raising workshop on the MLC, 2006 for seafarers and seafarers' representatives	C	3	60	20	0	0	0	0	0	0	3	1	3	1	0	0	5	1	5	1	0	0	9	1	9	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	only for workers in cooperation with ITF	
A255658 - Formación para abogados de sindicatos sobre el uso de las normas internacionales del trabajo ante los tribunales nacionales con énfasis en libertad sindical	F	3	75	25	0	0	0	0	0	0	15	10	15	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25	only for Trade unions in cooperation with ACTRAVGeneva	
A155728 - Training course for trade union and friendly trade union lawyers on the use of international labour standards before national courts with special focus on freedom of association	F	3	66	22	12	10	12	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22	only for Trade unions in cooperation with ACTRAVGeneva	
A275239 - Comunicar los derechos laborales: Curso para profesionales de los medios de comunicación (San José, Costa Rica)	B-F	10	270	27	0	0	0	0	0	0	15	12	4	2	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	tripartite	4
<b>SUBTOTAL 'ILS-FPR'</b>		<b>33</b>	<b>800</b>	<b>141</b>	<b>14</b>	<b>11</b>	<b>14</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>40</b>	<b>23</b>	<b>29</b>	<b>13</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>19</b>	<b>2</b>	<b>16</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>31</b>	<b>5</b>	<b>31</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>120</b>		<b>4</b>						

Annexe 13 - Tableaux détaillés des activités bi- et tripartites

0 skipped.					AFRICA								AMERICAS						ASIA						EUROPE						ARAB STATES						ICS		TOTAL WORKERS	NOTES	EMPLOYERS ATTENDING ACTIVITIES				
Title	Venue	DoT	Part. Days	No. Part	TOT				Work				Empl				TOT				Work				Empl				TOT				Work				Empl					TOT			
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W							
A155313 - Inclusive finance for workers: How trade unions can facilitate financial inclusion of workers	F	5	50	10	4	2	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	1	5	50% workers								
A155558 - Inclusive finance for workers: How trade unions can facilitate financial inclusion of workers	F	5	95	19	11	8	8	5	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13	mainly with workers only	1								
A905113 - Promoting labour standards through corporate social responsibility: instruments and practices	C	5	90	18	1	2	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	3	1	1	1	0	0	3	2	1	0	0	0	0	0	0	0	1	4	4	marginal tripartite	1								
<b>SUBTOTAL 'EMLD'</b>		<b>15</b>	<b>235</b>	<b>47</b>	<b>16</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>22</b>		<b>2</b>									
A25560 - Evaluación y gestión de riesgos	F	5	125	25	0	0	0	0	0	0	18	7	6	0	6	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	tripartite	7								
A155677 - National OSH governance	F	4	92	23	18	5	6	2	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	tripartite	3								
<b>SUBTOTAL 'SOCPRO'</b>		<b>9</b>	<b>217</b>	<b>48</b>	<b>18</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>18</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14</b>		<b>10</b>														
A975079 - Participatory labour law-making (BLENDED)	B-C	13	143	11	2	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	2	1	1	0	1	0	2	marginal tripartite	2									
A155056 - Atelier de promotion du dialogue social et de l'intégration des questions de genre	F	3	81	27	19	8	7	1	5	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	tripartite	7								
A455051 - EU DIALOGUE tripartite workshop	F	1	62	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32	19	11	8	2	5	0	0	0	0	0	9	2	19	tripartite	7								
A155595 - Promotion du dialogue social dans l'espace UEMOA	F	5	260	52	41	11	14	2	6	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	tripartite	10								
A155424 - Conciliation/médiation des conflits de travail	F	4	96	24	19	5	4	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	marginal tripartite	4								
<b>SUBTOTAL 'SOCDIAL'</b>		<b>26</b>	<b>642</b>	<b>176</b>	<b>81</b>	<b>27</b>	<b>25</b>	<b>3</b>	<b>15</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>32</b>	<b>19</b>	<b>11</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>2</b>	<b>49</b>		<b>30</b>								
A405444 - Maternity protection and the gender dimension of social security	C	5	105	21	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	9	2	2	1	1	0	0	0	0	0	1	2	4	marginal tripartite	2								
<b>SUBTOTAL 'GENDER'</b>		<b>5</b>	<b>105</b>	<b>21</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>4</b>		<b>2</b>								

Annexe 13 - Tableaux détaillés des activités bi- et tripartites

0 skipped.																									TOTAL WORKERS	NOTES	EMPLOYERS ATTENDING ACTIVITIES															
Title	Venue	DoT	Part. Days	No. Part	AFRICA				AMERICAS				ASIA				EUROPE				ARAB STATES							ICS														
					TOT		Work		Empl		TOT		Work		Empl		TOT		Work		Empl		TOT					Work		Empl		TOT										
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W				M	W	M	W	M	W									
A455719 - Tripartite technical workshop on promoting decent working time: balancing workers' needs with business requirements - linked to E455400	F	3	75	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	tripartite	7		
<b>SUBTOTAL 'PRODEV'</b>		3	75	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10		7		
A354157 - Green Jobs in Asia regional conference	F	3	150	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11	tripartite	13		
A905030 - Employment policy course	C	10	320	32	8	5	1	1	2	1	2	0	1	0	1	0	7	4	3	2	2	0	3	2	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	tripartite	7	
<b>SUBTOTAL 'EPSD'</b>		13	470	82	8	5	1	1	2	1	2	0	1	0	1	0	45	16	14	2	13	2	3	2	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	20		20
A905035 - Building effective wage policies	C	5	130	26	6	3	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	12	3	2	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	validation tripartite course	3
<b>SUBTOTAL 'ERAS'</b>		5	130	26	6	3	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	12	3	2	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	15%	3
<b>TOTAL - ALL RESPONSIBLE UNITS</b>		76	2674	566	143	63	59	24	22	8	20	7	36	13	10	2	61	23	33	6	15	3	59	51	54	17	7	10	3	1	1	0	1	0	15	10	243		78			

## **Annexe 13 bis**

### **Tableau détaillé des Académies**



### Tableaux des Academies 2012 (répartition par programme)

Title	Venue	Dates	DoT	Part. Days	No. Part	AFRICA						AMERICAS						ASIA						EUROPE						ARAB STATES						ICS		TOTAL		TOTAL			
						TOT		Work		Empl		TOT		Work		Empl		TOT		Work		Empl		TOT		Work		Empl		TOT		Work		Empl		TOT	WORKERS	EMPLOYERS					
						M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W						
<b>EMLD</b>																																											
A905132 - Academy on Sustainable Enterprise Development	C	18/6/12 29/6/12	10	410	41	15	8	0	0	0	0	3	3	0	0	0	0	3	3	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	3	0	0				
A905133 - The Boulder microfinance training programme	C	16/7/12 3/8/12	15	4035	269	100	49	0	0	0	0	10	12	0	0	0	0	30	19	0	0	0	0	16	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>SUBTOTAL 'EMLD'</b>			<b>25</b>	<b>4445</b>	<b>310</b>	<b>115</b>	<b>57</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>33</b>	<b>22</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
<b>SOCPRO</b>																																											
A905008 - Académie de la sécurité sociale	C	23/4/12 4/5/12	10	340	34	23	8	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0		
A905016 - Academy on Labour Migration	C	2/7/12 13/7/12	10	470	47	13	4	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0	6	4	0	0	0	0	4	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	5	
A905098 - Academy on Social Security	C	24/9/12 5/10/12	10	830	83	26	14	0	0	0	0	1	3	0	0	0	0	17	8	0	0	0	0	2	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	2	
<b>SUBTOTAL 'SOCPRO'</b>			<b>30</b>	<b>1640</b>	<b>164</b>	<b>62</b>	<b>26</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>23</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>8</b>		
<b>DELTA</b>																																											
A905211 - International training-of-trainers forum	C	12/11/12 23/11/12	10	440	44	19	3	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	11	
A905525 - United Nations Summer Academy	C	20/8/12 31/8/12	10	340	34	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14	14
<b>SUBTOTAL 'DELTA'</b>			<b>20</b>	<b>780</b>	<b>78</b>	<b>19</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>21</b>	<b>25</b>		
<b>EPSD</b>																																											
A905033 - Academy on Skills Development	C	15/10/12 26/10/12	10	800	80	19	9	0	0	1	0	10	10	0	0	0	0	10	3	0	0	0	0	7	8	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2
<b>SUBTOTAL 'EPSD'</b>			<b>10</b>	<b>800</b>	<b>80</b>	<b>19</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>		

## **Annexe 14**

### **Cours réguliers 2013**



## ANNEXE 14 - COURS REGULIERS 2013

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A106021	Trade union training for sustainable development and decent work for all	25/02/2013 08/03/2013	10	15	150	ENFR	ITALY MAE (VC) FES
A106025	Capacity building for organizing and managing trade unions	13/05/2013 24/05/2013	10	15	150	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A106030	Renforcement des capacités des syndicats pour la négociation collective	11/11/2013 22/11/2013	10	15	150	FR	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
<b>SUBTOTAL 'Africa'</b>			<b>30</b>	<b>45</b>	<b>450</b>		
A206022	Formación sindical sobre políticas de empleo y economía informal	18/02/2013 08/03/2013	15	15	225	ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ITALY MAE (VC)
A206026	Formación sindical sobre salud y seguridad en el trabajo	08/04/2013 26/04/2013	15	15	225	ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
<b>SUBTOTAL 'Americas'</b>			<b>30</b>	<b>30</b>	<b>450</b>		
A306024	Capacity building for trade unions for promoting decent work	18/03/2013 28/03/2013	9	16	144	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A306028	Communications for inclusive and effective trade unionism	01/07/2013 19/07/2013	15	15	225	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
<b>SUBTOTAL 'Asia'</b>			<b>24</b>	<b>31</b>	<b>369</b>		
A406032	Collective bargaining for trade unions	04/11/2013 15/11/2013	10	15	150	ENRU	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
<b>SUBTOTAL 'Europe'</b>			<b>18</b>	<b>15</b>	<b>150</b>		
A506278	Trade union training on gender equality	07/10/2013 18/10/2013	10	20	200	ENAR	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
<b>SUBTOTAL 'Arab States'</b>			<b>10</b>	<b>20</b>	<b>200</b>		
A906029	Trade union rights and International Labour Standards, especially for domestic workers	01/07/2013 12/07/2013	10	18	180	ENFR ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A906027	Organizing and collective bargaining in multinational enterprises for respect of workers' rights	23/09/2013 04/10/2013	10	16	160	ENES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A906031	Proteção social e previdência social para sindicatos	14/10/2013 31/10/2013	14	15	210	PT	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
<b>SUBTOTAL 'Interregional'</b>			<b>34</b>	<b>49</b>	<b>550</b>		
<b>GRAND TOTAL</b>			<b>146</b>	<b>190</b>	<b>2169</b>		



## **Annexe 15**

### **Activités prévues et exécutées en 2013**

## ANNEXE 15 - ACTIVITES PREVUES ET EXECUTEES EN 2013

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Lang	Manager, Co-Manager Assistant Co-Assistant	Sponsor
A106021	Trade union training for sustainable development and decent work for all	C	25/02/2013 08/03/2013	10	15	ENFR	Mban KABU  Daniela KLEIN	ITALY MAE (VC) FES
A106025	Capacity building for organizing and managing trade unions	C	13/05/2013 24/05/2013	10	22	EN	Mban KABU  Clelia PELLERINO	ILO RBTC/TC/ACTRAV FES UNI
A156353	Trade union training on HIV and labour migration	F	01/07/2013 05/07/2013	5	20	ENFR	Mban KABU  Martha TIRELLI	ILO SIDA
A156354	A capacity building for members of youth committees on the youth employment crisis in Africa ( Lomé, Togo )	F	12/08/2013 16/08/2013	5	20	ENFR	Mban KABU  Clelia PELLERINO	RBTC/TC/AF RBTC/TC/ACTRAV
A106030	Renforcement des capacités des syndicats pour la négociation collective	C	11/11/2013 22/11/2013	10	15	FR	Mban KABU  Clelia PELLERINO	ILO RBTC/tc/actrav (12-13)
A156355	Follow-up capacity building on OSH and HIV/AIDS ( Kisumu, Kenya )	F	18/11/2013 22/11/2013	5	20	EN	Mban KABU  Martha TIRELLI	ILO SIDA ILO RBTC/tc/actrav (12-13)
A152788	Bipartite workshop on how and why to get involved in decent work (anglophone Africa) ( Nairobi, Kenya )	F	30/12/2013 31/12/2013	5	20	EN	Mban KABU	ITALY MAE (VC) 2011 ILO ACT/EMP + ILO ACTRAV GENEVA
A154260	Trade union training on research methodology and social issues in Africa ( Lome, Togo )	F	30/12/2013 31/12/2013	5	15	FR	Mban KABU  Martha TIRELLI	ITALY MAE (VC) 2011 ILO RBTC/TC/ACTRAV
A156356	Capacity building on promoting decent work for migrant workers: concepts, instruments, actions and strategies ( Lomé, Togo )	F	30/12/2013 31/12/2013	5	20	FR	Mban KABU  Daniela KLEIN	ILO RBTC/TC/AFRICA (12-13) ILO RBTC/tc/actrav (12-13)
<b>AFRICA</b>				<b>60</b>	<b>167</b>			

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Lang	Manager, Co-Manager	Sponsor
A206022	Formación sindical sobre políticas de empleo y economía informal	C	18/02/2013 08/03/2013	15	14	ES	Jesus GARCIA JIMENEZ	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A206026	Formación sindical sobre salud y seguridad en el trabajo	C	08/04/2013 26/04/2013	15	20	ES	Jesus GARCIA JIMENEZ	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A276369	Modulo piso de protección social con países andinos	D	20/04/2013 26/06/2013	10	60	ES	Jesus GARCIA JIMENEZ	PROYECTO ANDINO EXTENSION SS
A256375	Empleo y protección social en el nuevo contexto demográfico ( Lima, Peru )	F	08/05/2013 10/05/2013	3	15	ES	Jesus GARCIA JIMENEZ	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A276368	Trabajo decente, empleos verdes y desarrollo sostenible	D	13/05/2013 19/07/2013	10	60	ES	Jesus GARCIA JIMENEZ	ILO GREEN JOBS
A276370	Salud y seguridad en el trabajo con enfoque de genero	D	25/05/2013 31/07/2013	10	60	ES	Jesus GARCIA JIMENEZ	ILO RBTC/tc/actrav (12-13)
A256372	Taller subregional andino sobre extensión de la seguridad social ( Lima, Perú )	F	12/08/2013 16/08/2013	5	15	ES	Jesus GARCIA JIMENEZ	PROYECTO ANDINO EXTENSION SS
A256373	Taller regional desarrollo sustentable y trabajo decente ( Lima, Peru )	F	19/08/2013 23/08/2013	5	20	ES	Jesus GARCIA JIMENEZ	ILO GREEN JOBS
A276374	Introducción al trabajo decente	D	02/09/2013 31/10/2013	9	60	ES	Jesus GARCIA JIMENEZ	ILO GREEN JOBS
A256376	Taller regional sobre negociación colectiva y SST ( Sao Paulo, Brazil )	F	11/11/2013 15/11/2013	5	20	ES	Jesus GARCIA JIMENEZ  Martha TIRELLI	CSA-CUT ILO RBTC/TC/AMERICAS (12-13)
A256377	Escuela de economía para el trabajo decente ( Buenos Aires, Argentina )	F	18/11/2013 22/11/2013	5	20	ES	Jesus GARCIA JIMENEZ  Martha TIRELLI	CSA ILO RBTC/TC/AMERICAS (12-13)
A206371	Negociación colectiva	C	30/12/2013 31/12/2013	5	15	PT	Jesus GARCIA JIMENEZ	FECOMERCARIOS FORZA SINDICAL
A206378	Libertad sindical	C	30/12/2013 31/12/2013	5	15	ES	Jesus GARCIA JIMENEZ	FECOMERCARIOS FORZA SINDICAL
<b>AMERICAS</b>				<b>102</b>	<b>394</b>			

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Lang	Manager, Co-Manager	Sponsor
A306024	Capacity building for trade unions for promoting decent work	C	18/03/2013 28/03/2013	9	16	EN	Arun KUMAR	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A306194	Training of trainers on promoting decent work and training of trade union officials (China)	C	15/04/2013 24/04/2013	8	21	ENCH	Arun KUMAR Daniela CIOT	ITALY MAE (VC)
A355204	Trade union training on wage-led, job-rich recovery from crisis ( Beijing, China )	F	13/05/2013 17/05/2013	5	20	ENCH	Arun KUMAR Martha TIRELLI	ACFTU (IN KIND) ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A306028	Communications for inclusive and effective trade unionism	C	01/07/2013 12/07/2013	10	15	EN	Arun KUMAR	ILO RBTC/tc/actrav (12-13)
A356349	Training for youth trade union leaders on organizing and collective bargaining for decent work ( Singapore )	F	13/08/2013 16/08/2013	4	20	EN	Arun KUMAR Martha TIRELLI	SNTUC (SINGAPORE) in kind ILO RBTC/TC/ASIA (12-13) ILO RBTC/tc/actrav (12-13)
A356464	Promoting Decent Work for workers in informal economy (focus on organizing and social protection)	F	21/08/2013 25/08/2013	5	20	EN	Arun KUMAR Martha TIRELLI	JILAF (JAPAN) RBTC/TC/ACTRAV
A306193	Trade union training on collective bargaining (China)	C	02/09/2013 11/09/2013	8	20	ENCH	Arun KUMAR	ITALY MAE (VC)
A352856	Trade union training on wage policies for Decent Work (focus on minimum wages and collective bargaining) ( Seoul )	F	24/09/2013 27/09/2013	4	20	EN	Arun KUMAR	KOREA LABOUR FOUNDATION (KLF) - in kind ILO RBTC/tc/actrav (12-13)
A356348	Trade union training course on employment relations, labour law reforms and decent work ( Jakarta, Indonesia )	F	14/10/2013 18/10/2013	5	20	EN	Arun KUMAR Martha TIRELLI	ILO RBTC/TC/ASIA (12-13) FES (GERMANY) in Kind ILO RBTC/tc/actrav (12-13)
A356350	Trade union training on sustainable development, green jobs and decent work ( Bangkok, Thailand )	F	21/10/2013 25/10/2013	5	20	EN	Arun KUMAR Martha TIRELLI	ILO GREEN JOBS ILO RBTC/TC/ASIA (12-13)
A355208	Trade union training on FoA and use of ILO's supervisory machinery for FoA ( Hanoi, Vietnam )	F	18/11/2013 21/11/2013	5	20	EN	Arun KUMAR Martha TIRELLI	FES (GERMANY) ILO RBTC/tc/actrav (12-13)
A356465	Follow up and evaluation workshop with VGCL	F	22/11/2013 23/11/2013	2	30	EN	Arun KUMAR Martha TIRELLI	VGCL RBTC/TC/ACTRAV
A355209	Trade union training for Federation of Trade Unions Burma (FTUB) ( Yangon, Myanmar )	F	16/12/2013 20/12/2013	5	20	EN	Arun KUMAR Martha TIRELLI	ILO ACTRAV ILO RBTC/tc/actrav (12-13)
<b>ASIA &amp; PACIFIC</b>				<b>75</b>	<b>262</b>			

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Lang	Manager, Co-Manager	Sponsor
P405693	Decent work for workers in IndustriALL sectors - Strengthening sectoral social dialogue in New Member States and candidate countries of the European Union in IndustriALL sectors ( Turin and field )	F	15/11/2012 14/11/2013			EN	Giacomo BARBIERI Evelin TOTH Daniela CIOT	EUROPEAN COMMISSION
P405738	Building the information and consultation mechanisms for the Enel EWC members and HR managers within an international dimension (VS/2012/0457)	C	01/12/2012 30/11/2013			ENES IT	Giacomo BARBIERI  Martha TIRELLI	EUROPEAN COMMISSION
C456344	Survey - Building the information and consultation mechanisms for the Enel EWC members and HR managers within an international dimension - linked to P405738 ( Rome, Italy )	F	01/01/2013 30/04/2013			EN	Giacomo BARBIERI  Martha TIRELLI	EUROPEAN COMMISSION
E406233	Social Dialogue in IndustriALL sector - linked to P405693	C	01/01/2013 15/11/2013			EN	Evelin TOTH	EUROPEAN COMMISSION
A476023	ETF Transunion youth workshop	B-C	11/02/2013 14/03/2013	8	32	EN	Evelin TOTH  Daniela CIOT	EUROPEAN TRANSPORT FEDERATION (ETF)
A406227	Decent work for IndustriALL sectors: Training of trainers workshop - linked to P405693	C	18/02/2013 22/02/2013	5	37	EN	Evelin TOTH  Daniela CIOT	ITC-ILO PROJECT FUNDED BY THE EC through ILO PARDEV (RER/12/54/EEC)
P456461	Promoting capacity building and improving social dialogue in the commerce sector for the organizations	F	19/02/2013 20/12/2013			EN	Evelin TOTH Jeanne SCHMITT Martha TIRELLI Barbara MAINO	EUROCOMMERCE
E456433	Promoting capacity building and improving social dialogue in the commerce sector for the organizations - Advisory service - linked to P456461 ( Poland, Turkey, Baltic States, Czech Republic )	F	01/03/2013 31/10/2013			EN	Evelin TOTH  Martha TIRELLI	EUROCOMMERCE
A406362	ETUI SOLIDAR meeting	C	25/03/2013 26/03/2013	2	26	ENFR	Evelin TOTH	ETUI-REHS (BRUSSELS)
A456434	Promoting capacity building and improving social dialogue in the commerce sector for the organizations - Field workshop 1 - linked to E456433 - linked to P456461 ( Warsaw, Poland )	F	23/04/2013 24/04/2013	2	20	EN	Evelin TOTH Jeanne SCHMITT Martha TIRELLI Barbara MAINO	EUROCOMMERCE
A406399	Capacity building for organizing and managing trade union	C	14/05/2013 17/05/2013	4	20	ENFR	Evelin TOTH  Clelia PELLERINO	ETUI-REHS (BRUSSELS)
A406347	Workshop - Building the information and consultation mechanisms for the Enel's EWC members and HR managers within an international dimension	C	17/06/2013 21/06/2013	5	40	ENES	Giacomo BARBIERI  Martha TIRELLI	EUROPEAN COMMISSION VS 2012/0457
A456229	Decent work for IndustriALL sectors: Sub-regional seminar for South-East Region - linked to P405693 ( Zageb, Croatia )	F	01/07/2013 02/07/2013	2	30	EN	Evelin TOTH  Daniela CIOT	EC through ILO PARDEV (RER/12/54/EEC)
A456231	Decent work for IndustriALL sectors: Sub-regional seminar for Baltic Region - linked to P405693 ( Riga, Latvia )	F	21/08/2013 22/08/2013	2	25	EN	Evelin TOTH  Daniela CIOT	EUROPEAN COMMISSION
A456228	Decent work for IndustriALL sectors: Sub-regional seminar for East Region - linked to P405693 ( Prague, Czech Republic )	F	16/09/2013 17/09/2013	3	30	EN	Evelin TOTH  Daniela CIOT	EUROPEAN COMMISSION

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Lang	Manager, Co-Manager	Sponsor
A456230	Decent work for IndustriALL sectors: National seminar Turkish affiliates - linked to P405693 ( Istanbul, Turkey )	F	19/09/2013 20/09/2013	2	25	EN	Evelin TOTH Daniela CIOT	EUROPEAN COMMISSION
A456232	Decent work for IndustriALL sectors: Final conference - linked to P405693 ( Belgrade, Serbia )	F	06/11/2013 07/11/2013	2	35	EN	Evelin TOTH Daniela CIOT	EUROPEAN COMMISSION
A406032	Collective bargaining for trade unions	C	09/12/2013 20/12/2013	10	15	ENRU	Evelin TOTH	ILO RBTC/tc/actrav (12-13)
A456435	Promoting capacity building and improving social dialogue in the commerce sector for the organizations - Field workshop 2 - linked to E456433 - linked to P456461 ( Baltic states )	F	30/12/2013 31/12/2013	5	20	EN	Evelin TOTH Martha TIRELLI	EUROCOMMERCE
<b>EUROPE</b>				<b>52</b>	<b>355</b>			
A506278	Trade union training on gender equality	C	07/10/2013 18/10/2013	10	20	ENAR	Giacomo BARBIERI	ILO RBTC/tc/actrav (12-13)
<b>ARAB STATES</b>				<b>10</b>	<b>20</b>			
A976468	Curso de Formación sindical a distancia sobre trabajo decente al cubo (linked to IF P01209 Union Training Tools on Decent	D	18/02/2013 24/05/2013	14	20	ES	Jesus GARCIA JIMENEZ	IF - P01209 (FOR RECORDS ONLY)
A906245	FIAT-CHRYSLER network meeting	C	19/03/2013 20/03/2013	2	78	ENFR ESPTI	Giacomo BARBIERI	INDUSTRIALL
A906395	Case New Holland (CNH) network meeting	C	21/03/2013 21/03/2013	1	56	ENFR PT	Giacomo BARBIERI	INDUSTRIALL
A906029	Trade union rights and International Labour Standards, especially for domestic workers	C	01/07/2013 12/07/2013	10	18	ENFR ES	Giacomo BARBIERI	ILO RBTC/tc/actrav (12-13)
A906027	Organizing and collective bargaining in multinational enterprises for respect of workers' rights	C	23/09/2013 04/10/2013	10	16	ENES	Giacomo BARBIERI	ILO RBTC/tc/actrav (12-13) ILO RBTC/TC/ASIA (12-13)
A906031	Proteção social e previdência social para sindicatos	C	14/10/2013 31/10/2013	14	15	PT	Jesus GARCIA JIMENEZ	ILO RBTC/tc/actrav (12-13)
A903023	Trade union training on strengthening trade union network on human and trade union	C	30/12/2013 31/12/2013	5	25	ENFR ES	Giacomo BARBIERI	ITALY MAE (VC)
P955198	Fortalecimiento de la capacidad sindical en materia de desarrollo sostenible y trabajo decente, de los agentes sindicales en	F	30/12/2013 31/12/2013			ENES PT	Jesus GARCIA JIMENEZ Mban KABU	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPANA
<b>INTERREGIONAL</b>				<b>56</b>	<b>228</b>			

## **Annexe 16**

### **Plans indicatif pour 2014**

**Programme d'activités pour les travailleurs**  
**PROGRAMME INDICATIF POUR 2014**

**ACTIVITÉS À TURIN**

<b>CODE</b>	<b>TITRE</b>	<b>DATES</b>	<b>SEM.</b>	<b>PARTICIP</b>	<b>LANG.</b>	<b>VISITES D'ÉTUDE</b>	<b>MANDANT</b>
<b>AFRIQUE</b>							
	Formation syndicale sur la sécurité sociale		2	15	AN/FR		RBTC/ACTRAV/TC
	Communication à l'usage des syndicats		2	15	AN		RBTC/AFRICA/TC
	Développement des capacités des syndicats pour la lutte contre la pauvreté		2	15	AN/FR		RBTC/ACTRAV/TC
<b>AMERIQUE LATINE</b>							
	Les normes internationales du travail et la Déclaration sur la justice sociale dans les EMN		3	15	ES		RBTC/ACTRAV/TC
	Développement des capacités des syndicats en matière de relations d'emploi et de travail précaire		3	15	ES		RBTC/ACTRAV/TC
<b>ASIE ET PACIFIQUE</b>							
	Droits syndicaux et normes internationales du travail (travailleurs domestiques)		3	15	AN		RBTC/ACTRAV/TC
	Développement des capacités des syndicats en matière d'organisation et de négociation collective		3	15	AN		RBTC/ACTRAV/TC

CODE	TITRE	DATES	SEM.	PARTICIP	LANG.	VISITES D'ÉTUDE	MANDANT
EUROPE							
	Les normes internationales du travail et la Déclaration sur la justice sociale dans les EMN		2	15	AN/RU		RBTC/ACTRAV/TC
ETATS ARABES							
	Développement des capacités en matière de politiques de l'emploi (l'accent étant mis sur les jeunes et les femmes)		2	15	AR		RBTC/ACTRAV/TC
INTERREGIONAL							
	Développement des capacités des syndicats en matière de politiques salariales et de lutte contre les inégalités		2	15	AN/ ES		RBTC/ACTRAV/TC
	Droits syndicaux et normes internationales du travail		2	15	AN/ES/ FR		RBTC/ACTRAV/TC
	Développement des capacités des syndicats en matière d'organisation (Afrique lusophone et Brésil)		3	15	PT		RBTC/ACTRAV/TC

## **Annexe 17**

### **Généralités sur le Programme**



## **GÉNÉRALITÉS SUR LE PROGRAMME**

Le Programme des activités pour les travailleurs du Centre international de formation de l'OIT a pour but de répondre à l'évolution des besoins de formation des organisations de travailleurs; à cet effet, il exécute des cours de perfectionnement, produit du matériel didactique pour des formations résidentielles ou en ligne, prépare des projets spécifiques et fournit des services de consultation. Il fait partie intégrante du grand programme du Bureau des activités pour les travailleurs du BIT, qui coordonne tous les programmes de formation concernant les organisations de travailleurs au siège comme sur le terrain.

ACTRAV-Turin, qui répond aux besoins de formation pour le compte du Bureau des activités pour les travailleurs, a pour objectif de développer l'éducation des travailleurs afin d'appuyer le processus de renforcement des capacités de la structure organisationnelle des syndicats.

La structure et le contenu du Programme ont pour objectif de répondre aux principaux défis que la mondialisation pose au mouvement syndical international. Des actions plus fortes et plus cohérentes des travailleurs au niveau internationale sont nécessaires pour répondre aux transformations politiques et économiques liées à ce processus, caractérisées par la croissance et la diversification des transactions transfrontalières de biens et de services et le développement des technologies dans le domaine de l'information et des transports qui a permis la mondialisation des cycles productifs à partir des chaînes de production transnationales.

La formation syndicale internationale peut contribuer à tracer un nouveau programme syndical s'inspirant de la solidarité internationale des travailleurs. La constitution d'un internationalisme syndical efficace est un enjeu de la plus haute importance pour les organisations de travailleurs et pour l'avenir du mouvement syndical. Le Programme a publié en plusieurs langues deux trousseaux de formation traitant de la mondialisation et en particulier des changements structurels qui y sont liés.

Aujourd'hui, la crise financière et économique impose au mouvement syndical d'apporter une réponse claire, susceptible de propager les valeurs démocratiques et les droits des travailleurs en tant que priorité mondiale du mouvement syndical mondial unifié. L'organisation des travailleurs peut jouer un rôle essentiel dans le remodelage de l'économie mondiale en apportant de nouvelles dimensions liées à l'Agenda pour le travail décent et à la Déclaration de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable. Dans ce cadre, l'éducation des travailleurs et ses ensembles de formation sans cesse remis à jour peut s'avérer utile pour le développement de l'action syndicale internationale dans une perspective de mondialisation de la solidarité et des droits des travailleurs.

Le respect des normes internationales du travail, qui est à la base du programme d'activités de l'OIT « Un travail décent pour tous », peut contribuer à consolider le binôme développement économique et social. Dans cette optique, le « travail décent » devient un objectif mondial, à partir duquel les normes internationales du travail, la liberté syndicale et le droit à la négociation collective, la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale, et la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi, ainsi que la Déclaration de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable pourront constituer pour les syndicats autant d'instruments importants afin d'ajouter la dimension sociale à une nouvelle phase de la mondialisation.

Dans le cadre d'un effort mondial visant à renforcer la capacité des syndicats en matière de formation et leur connaissance de l'économie mondiale, le Programme des activités pour les travailleurs du Centre (ACTRAV-Turin) se propose de promouvoir la complémentarité de la formation internationale/régionale et nationale, afin de stimuler la formulation de politiques à

l'échelle internationale, l'organisation de campagnes et la mobilisation internationale des travailleurs. Par la mise en œuvre de la formation syndicale internationale, le Programme peut contribuer à accroître encore une identité commune du mouvement syndical international. Des liens plus étroits entre la formation nationale, régionale et internationale, aux plans sectoriel et national, permettraient au mouvement syndical d'atteindre plus facilement ses objectifs mondiaux.

Le programme d'éducation des travailleurs d'ACTRAV-Turin vise à créer les capacités des syndicats de renforcer les politiques de formation et leur capacité d'élaborer leurs programmes de formation dans plusieurs domaines. Ces domaines sont essentiellement liés aux quatre piliers de l'agenda du « Travail décent » et incluent: la construction de solides systèmes d'organisation syndicale; le développement du dialogue social au niveau mondial par le soutien de la création de capacités pour les centrales nationales et par l'appui aux fédérations syndicales internationales (FSI); la concrétisation des droits des travailleurs, et notamment de la liberté syndicale et de la négociation collective; et le traitement du problème du développement de réseaux et de la « fracture numérique ».

Le programme d'éducation des travailleurs d'ACTRAV-Turin est une composante stratégique du programme opérationnel du Bureau des activités pour les travailleurs, où l'éducation et la formation jouent un rôle positif dans le développement du mouvement syndical national et international.

ACTRAV-Turin soutient les initiatives actuelles de renforcement des organisations syndicales régionales en gérant un programme d'éducation spécifique visant à réunir des instructeurs syndicaux. Grâce au développement de ce programme, ACTRAV-Turin s'efforce de promouvoir l'éducation des travailleurs en tant que moyen de poursuivre le développement et l'enrichissement de l'histoire et de la pratique syndicales, avec l'objectif d'apporter à une organisation nouvelle des éléments de consensus, de solidarité et de cohésion.

Le renforcement des organisations de travailleurs et de leurs capacités constitue une base fondamentale du travail exécuté par le Bureau des activités pour les travailleurs. À cet égard, le Programme des activités pour les travailleurs du CIF-OIT (ACTRAV-Turin) a été encore révisé et renforcé depuis l'année dernière pour répondre aux problèmes futurs du renforcement du mouvement syndical international dans l'avenir.

Le Programme poursuit les objectifs à long terme suivants:

- renforcer le processus de renforcement et de création des capacités des syndicats;
- accroître la capacité des syndicats à planifier et mettre en œuvre l'éducation ouvrière par le biais de différentes approches;
- favoriser le développement et le renforcement de services techniques spécialisés des syndicats, notamment dans les (sept) secteurs stratégiques du Programme (droits des travailleurs, emploi, protection sociale, dialogue social et négociation collective, questions de genre, méthodologie de la formation et technologies de l'information);
- mettre un accent spécifique sur la liberté syndicale et la négociation collective;
- établir une liaison plus étroite entre les pratiques d'éducation des travailleurs et les études et la recherche;
- promouvoir l'intégration des questions de genre dans toutes les activités des syndicats;
- appuyer le développement des capacités d'enseignement et de formation des organisations syndicales internationales;
- assurer aux syndicats une formation concernant les méthodologies efficaces pour mieux participer aux activités concernant les normes internationales du travail de l'OIT, la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail

et son suivi, la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale et les lignes directrices de l'OCDE pour les EMN;

- promouvoir la création de réseaux des technologies de l'information entre les syndicats et les autres institutions chargées de questions du travail dans l'optique de l'échange de pratiques et politiques syndicales concernant l'éducation ouvrière;
- renforcer le tripartisme et le dialogue social par la mise en place de cours bipartites et tripartites et par l'augmentation du nombre de travailleurs participant aux activités de formation du Centre de l'OIT de Turin;
- contribuer à l'intégration du Centre avec l'OIT.

Les objectifs immédiats du Programme des activités pour les travailleurs du Centre de Turin sont les suivants:

- assurer une formation d'excellente qualité faisant appel aux méthodologies, technologies et compétences appropriées;
- améliorer la qualité du matériel didactique approprié aux cours traditionnels ou à distance;
- mettre au point un réseau permanent spécialisé dans les domaines de formation du Programme;
- assurer l'appui formatif requis au personnel d'ACTRAV à Turin et Genève et sur le terrain;
- associer les conseillers régionaux en éducation des travailleurs aux activités qu'ACTRAV-Turin organise aux niveaux national, sous-régional et régional;
- assister les organisations de travailleurs dans l'élaboration de politiques en matière d'égalité des genres mettant un accent spécial sur la formation;
- assister le Groupe des travailleurs pour ce qui est des questions politiques par le biais de la facilitation d'activités spécifiques sur des sujets d'actualité;
- aider les syndicats à intégrer les technologies de l'information, notamment en matière de développement de réseaux (développement de SoliComm) et d'éducation des travailleurs;
- élaborer des programmes de formation à distance;
- organiser des formations bipartites et tripartites en collaboration avec d'autres programmes régionaux et techniques;
- améliorer la qualité du site web du Programme moyennant l'accessibilité d'une bibliothèque spécialisée en matière d'éducation des travailleurs.

